

AT HOME IN
EUROPE



Vivre ENSEMBLE

Des projets qui
favorisent l'intégration
dans 11 villes
de l'Union européenne



Vivre ensemble

Des projets qui favorisent
l'intégration dans 11 villes de
l'Union européenne

At Home in Europe Project



New York – Londres – Budapest



©2011 Open Society Foundations

Cette publication est disponible en format PDF sur le site Internet des Open Society Foundations, sous un contrat de licence Creative Commons autorisant la reproduction et la distribution de la publication, uniquement dans son intégralité, et sous réserve d'attribution à Open Society Foundations et d'utilisation à des fins non commerciales.

ISBN : 978-1-936133-52-9

Publié par

OPEN SOCIETY FOUNDATIONS
400 West 59th Street
New York, NY 10019
ETATS-UNIS

Pour de plus amples informations, merci de vous adresser à :

AT HOME IN EUROPE PROJECT
OPEN SOCIETY FOUNDATION
100 Cambridge Grove
W6 0LE London
ROYAUME-UNI

Site Internet

www.soros.org/initiatives/home

Toutes les photographies ont été réalisées par Panos Pictures sur commande des Open Society Foundations – (couverture) Berlin : © Malte Jäger ; (quatrième de couverture) Berlin : © Malte Jäger; Copenhague : © Mikkel Østergaard ; Hambourg : © Andrea Diefenbach ; Leicester : © Karen Robinson ; Marseille et Paris : © William Daniels ; Rotterdam : © Chris de Bode.
Conception de la couverture : Ahlgrim Design Group; mise en page : Q.E.D. Publishing ;
imprimé en Hongrie

Table des matières

Remerciements	6
Introduction	8
Identité, appartenance, interactions	10
Initiatives et activités de la collectivité	11
Renforcement des liens dans la collectivité	13
Promotion des identités positives et du sentiment d'appartenance	20
Participation à la vie publique et interactions sociales pour les femmes	24
Renforcement des interactions par la culture et le sport	28
Éducation	31
Collecte des données et statistiques	32
Conseils et soutien pédagogiques	32
Lutte contre la discrimination	39
La religion à l'école	41
Compétences linguistiques	42
Initiatives locales et régionales	45
Lignes directrices à l'intention des enseignants	51
Formation et emploi	53
Collecte des données et statistiques	54
Conseils et soutien en matière de carrières, de formations et de discrimination dans l'emploi	58
Offre de formations et d'emplois	64
Promotion de l'entrepreneuriat	73
Soutien à l'emploi pour les femmes	77
Logement	79
Projets de revitalisation urbaine	81

Discrimination et ségrégation résidentielles	82
Initiatives de logement locales et projets de quartier	83
Santé	88
Collecte des données et statistiques	89
Établissements de soins de santé	90
Initiatives locales d'amélioration des soins de santé	94
Maintien de l'ordre et sécurité	109
Collecte des données et statistiques	110
Atténuation des répercussions négatives des politiques antiterroristes	116
Rapprochement avec la collectivité	118
Crimes de haine	122
Criminalité chez les jeunes	127
Rôle des mosquées	131
Place des minorités dans les effectifs de la police	133
Formations destinées aux forces policières	138
Participation à la vie publique et civique	146
Promotion de la participation à la société civile	148
Promotion de la participation politique	152
Exemples de campagnes et d'organismes de la société civile	154
Promotion de la participation des collectivités aux décisions des instances locales	158
Rôle des mosquées	161
Rôle des médias	165
Amélioration de la couverture médiatique et de la cohésion sociale	166
Médias s'adressant aux groupes minoritaires	168
Médias animés par des groupes minoritaires : amélioration de l'inclusion et de la participation	170
Notes	179
Index	215



Mission des Fondations pour une société ouverte

Les Fondations pour une société ouverte (*Open Society Foundations*) œuvrent à l'élaboration de démocraties dynamiques et tolérantes dont les gouvernements sont tenus de rendre des comptes à leurs citoyens. Travaillant en collaboration avec les collectivités locales dans plus de 70 pays, les Fondations pour une société ouverte soutiennent la justice et les droits de l'homme, la liberté d'expression ainsi que l'accès aux services publics de santé et d'éducation.

Remerciements

Le rapport *Vivre ensemble : Des projets qui favorisent l'intégration dans 11 villes de l'Union européenne* décrit un certain nombre de pratiques efficaces d'inclusion sociale et de lutte contre la discrimination observées au fil des recherches menées par les Fondations pour une société ouverte dans le cadre de son projet intitulé « Les musulmans dans les villes de l'UE ». Il rend compte d'initiatives déployées dans les villes européennes suivantes : Amsterdam, Anvers, Berlin, Copenhague, Hambourg, Leicester, Londres, Marseille, Paris, Rotterdam, Stockholm.

Ce rapport a été élaboré par l'équipe du projet *Chez nous en Europe (At Home in Europe Project)* des Fondations pour une société ouverte. Nous remercions pour son inestimable apport Gavin Moorhead, responsable de la rédaction de la présente étude. Nous tenons aussi à exprimer toute notre reconnaissance aux chercheurs et chercheuses qui ont établi les rapports de ville : Valérie Amiraux, Myriam Cherti, Tufyal Choudhury, Noel Clycq, Vincent Geisser, Andreas Hieronymus, Dilwar Hussain et l'équipe du Policy Research Centre, Mustafa Hussain, Kim Jansen, Mayke Kaag, Françoise Lorcerie et Nina Mühe.

Un grand merci également à nos collègues du Bureau des communications (*Office of Communications*) de New York pour leur précieuse contribution à l'égard de la rédaction et des communications.

Le projet *Chez nous en Europe* assume la responsabilité ultime du contenu de ce rapport, y compris celle de toute erreur ou inexactitude éventuelle.

L'équipe du projet Chez nous en Europe des Fondations pour une société ouverte

Nazia Hussain	<i>Directrice</i>
Tufyal Choudhury	<i>Conseiller principal en politiques</i>
Klaus Dik Nielsen	<i>Chargé des recommandations</i>
Hélène Irving	<i>Coordonnatrice de programme</i>
Andrea Gurubi Watterson	<i>Administratrice de programme</i>
Csilla Tóth	<i>Assistante de programme</i>

Introduction

Le rapport *Vivre ensemble : Des projets qui favorisent l'intégration dans 11 villes de l'Union européenne* présente certaines des bonnes pratiques d'amélioration de la cohésion sociale et de lutte contre la discrimination évoquées dans les rapports de ville de la série « Les musulmans dans les villes de l'UE » des Fondations pour une société ouverte¹. Ce document décrit ainsi des mesures qui ont été mentionnées par des participants à ces recherches et qui sont implantées dans une ville ou une région (ou l'ont été) en vue de résorber les inégalités, la discrimination et la marginalisation. Si ces études portaient essentiellement sur le quotidien des musulmans dans les villes étudiées, la plupart des meilleures pratiques décrites dans ce guide renvoient à des initiatives, politiques et projets visant, d'une manière plus générale, à venir en aide et procurer un soutien social à des groupes victimes d'exclusion ou d'autres populations aux prises avec des difficultés similaires.

Les 11 villes dans lesquelles les meilleures pratiques décrites ici ont été relevées sont les suivantes : Amsterdam, Anvers, Berlin, Copenhague, Hambourg, Leicester, Londres, Marseille, Paris, Rotterdam et Stockholm. Toutes ces villes ont connu une vague d'immigration relativement récente qui s'est amorcée dans les années 1960. Elle a donné lieu à la constitution de collectivités de deuxième et troisième générations nombreuses et de populations musulmanes significatives, ainsi qu'à l'émergence de diverses problématiques associées à l'évolution des tendances démographiques et à celle des collectivités. Les rapports d'enquête et, par conséquent, les meilleures pratiques retenues ici, concernent certains quartiers bien précis

des villes étudiées. L'analyse d'initiatives locales permet en effet une appréhension plus fine des interactions entre les résidants, les responsables de l'élaboration des politiques et les politiciens dans les secteurs au sein desquels les musulmans représentent une proportion démographique plus importante que dans la ville ou dans le pays considéré dans son ensemble.

L'objectif de ces enquêtes consistait à permettre une compréhension précise du quotidien des musulmans et non musulmans ordinaires, et ce, par des entrevues approfondies et des discussions de groupe ciblées. Au total, plus de 3 000 personnes ont ainsi été consultées. Les rapports décrivent la manière dont les résidants interagissent avec leur ville, leurs voisins, leurs instances gouvernementales locales et les autres acteurs de leur quotidien. Elles s'intéressent également à la manière dont les villes communiquent avec leurs résidants et les consultent sur différents sujets, aux efforts qu'elles déploient pour mieux comprendre la myriade des collectivités qui les constituent, et aux mécanismes qu'elles implantent pour cerner les réalités et les préoccupations communes à l'ensemble de leurs résidants, indépendamment de leur appartenance ethnique ou religieuse.

Le présent guide s'adresse particulièrement aux gouvernements, autorités locales, responsables de l'élaboration des politiques, organisations non gouvernementales (ONG) et organismes caritatifs. Par les exemples de meilleures pratiques qu'il présente, il vise à informer mais aussi inspirer ses lecteurs et lectrices. A l'instar des rapports de ville, ce guide s'articule en chapitres portant sur les thèmes suivants : l'identité, l'appartenance et les interactions, l'éducation, l'emploi et la formation, le logement, la santé, le maintien de l'ordre et la sécurité, la participation à la vie publique et civique, et le rôle des médias. Il sera régulièrement actualisé pour rendre compte des nouvelles initiatives originales et fécondes au fil de leur émergence.

Identité, appartenance, interactions

Les rapports de ville des Fondations pour une société ouverte le confirment : les identités sont complexes, mouvantes et multiples. L'identité repose sur un ensemble de caractéristiques telles que le genre, l'âge, l'ethnicité, les croyances religieuses et la classe sociale. Elle se façonne au gré d'influences diverses, par exemple celles de la famille, des amis, des médias, des instances éducatives, des gouvernements et des textes religieux.

Le sentiment d'appartenance et la capacité d'interagir avec l'autre procèdent de nombreux facteurs, notamment la langue et l'accent ; la distance sociale et la ségrégation résidentielle² ; la durée écoulée depuis l'arrivée (et la génération de la migration) ; les perceptions et les attitudes d'autrui (y compris discriminatoires)³ ; les législations et initiatives gouvernementales nationales et locales ; les traits essentiels de la culture dans le quartier, la ville et le pays (homogénéité ou multiculturalisme/multiconfessionnalisme, poids relatif des pratiques religieuses, coutumes sociales, valeurs et normes) ; les liens avec le pays d'origine ; les médias locaux et nationaux ; la nature et la portée des contacts significatifs avec autrui⁴ ; les spécificités physiques (couleur de la peau, tenue vestimentaire, etc.). Le sentiment d'appartenance et la capacité d'interagir avec l'autre procèdent aussi de forces extérieures, par exemple des événements marquants de la scène internationale.

Plusieurs sphères d'interactions sociales influent sur l'évolution de l'identité et du sentiment d'appartenance : la maison, les milieux de travail, les lieux sociaux tels que cafés, bars et maisons de jeunes, les espaces communs

(marchés, centres commerciaux...), les groupes de parents, les cours du soir, les centres récréatifs et sportifs, etc. Les milieux d'étude (écoles primaires, établissements secondaires, universités, etc.), les lieux de culte et de prière, les transports publics et même les réseaux sociaux virtuels d'Internet constituent également des lieux d'interactions importants. Enfin, les centres d'intérêt culturels – par exemple la musique, le théâtre, le cinéma et les autres formes d'expression artistique – façonnent aussi les interactions sociales.

Ce chapitre décrit les initiatives visant à développer une identité commune dans un quartier ou une ville. Il présente par conséquent des stratégies conçues pour établir un sentiment d'appartenance égal et universel ainsi que des interventions visant à promouvoir les lieux propices aux interactions significatives entre les citoyens, ou à en créer de nouveaux.

Initiatives et activités de la collectivité

OPZOOMER MEE Rotterdam (Pays-Bas)

Le programme *Opzoomer Mee* doit son nom à la rue Opzoomer, qui rend hommage à l'avocat et philosophe C. W. Opzoomer et se situe dans l'un des quartiers les plus défavorisés du secteur ouest de Rotterdam⁵. En 1989, des résidents de la rue désireux de dynamiser leur quartier ont mis en œuvre différents projets d'amélioration de la sécurité, de la propreté et de la convivialité. Le programme se compose par conséquent d'initiatives émanant de résidents ordinaires et implantées directement sur le terrain. La plupart d'entre elles visent à amener les voisins à se rencontrer et faire plus ample connaissance entre eux, mais s'accompagnent d'activités concrètes

d'amélioration de la sécurité et de la propreté dans le quartier. Ce projet a bénéficié d'une importante médiatisation. Aujourd'hui, la municipalité finance ses activités, qui ont d'ailleurs essaimé dans toute la ville⁶.

JOURNÉE DU DIALOGUE

Rotterdam (Pays-Bas)

Depuis 2001, Rotterdam organise chaque année une Journée du dialogue (*Dag van de Dialoog*)⁷ financée en partie par la municipalité. Cette initiative de renforcement de la cohésion sociale a été implantée par différents organismes de Rotterdam (par exemple, l'association de lutte contre la discrimination Art.1⁸) au lendemain des attentats du 11 septembre 2001 contre les États-Unis. Dans toute la ville, des gens d'origines, cultures et religions diverses sont invités à prendre part à des tables rondes afin d'exprimer leurs préoccupations et leurs réflexions. Des ateliers et des rencontres en réseau sont également organisés. Cette initiative a prouvé son efficacité pour favoriser le rapprochement entre les habitants de la ville et se tient maintenant dans 50 municipalités des Pays-Bas.

ÊTRE DE COPENHAGUE, MUSÉE DE COPENHAGUE

Copenhague (Danemark)

Le 19 novembre 2010 a été inaugurée au Musée municipal de Copenhague (*Københavns Bymuseum*) une exposition sur l'histoire de l'immigration dans cette ville intitulée « Être de Copenhague » (*At blive københavnner*)⁹. Cette exposition montre l'importance de l'immigration dans le développement, l'essor et l'identité de la ville. Elle permet également aux visiteurs de se familiariser avec certaines spécificités de Copenhague attribuables à l'immigration.

L'AÏD DANS LA CITE, UNION DES FAMILLES MUSULMANES DES BOUCHES-DU-RHONE – ACSE

Marseille (France)

Organisé par l'Union des Familles Musulmanes des Bouches-du-Rhône à Marseille, l'évènement L'Aïd dans la Cité¹⁰ bénéficie du soutien financier de l'Agence pour la cohésion sociale et pour l'égalité des chances (ACSE)¹¹. Au moment de l'Aïd, l'association propose, dans une atmosphère festive, des activités très diverses s'adressant à un public très large, notamment familial. Elle contribue aussi à faire mieux connaître la culture et les traditions musulmanes, notamment par des projections de films, des débats, des expositions et des ateliers sur la langue arabe.

L'évènement L'Aïd dans la Cité est généralement considéré comme une occasion privilégiée rencontrer d'autres membres de la collectivité locale dans un contexte de réjouissances et de convivialité. Il contribue par ailleurs à contrer les représentations plus négatives des musulmans, qui dominent généralement dans l'espace public et les médias.

Renforcement des liens dans la collectivité

CONSEIL POUR LA PHILOSOPHIE DE VIE ET LA RELIGION DE ROTTERDAM

Rotterdam (Pays-Bas)

Le Conseil pour la philosophie de vie et la religion de Rotterdam (*Rotterdamse Raad voor Levensbeschouwing en Religie*, RORAVOLERE)¹² et la Fondation Islam et dialogue (*Islam & Dialoog*) se sont donné pour mission de stimuler le dialogue interreligieux à Rotterdam.

L'organisme RORAVOLERE organise différentes activités pour souligner le rôle de la religion et de la philosophie de vie dans une société

multiculturelle, par exemple des conférences, des entretiens et des débats interreligieux. Il maintient par ailleurs des liens avec des organismes de la société civile, des ONG et des instances municipales, auprès desquels il intervient à titre d'instance consultative. Il chapeaute et représente un large éventail d'organisations religieuses telles que la Plateforme des organismes islamiques du Rijnmond (*Stichting Platform Islamitische Organisaties Rijnmond*, SPIOR) et la Fondation Islam et dialogue¹³. Les communautés soufies, chrétiennes, juives, hindoues, bouddhistes, baha'ies, humanistes et ésotériques (théosophistes, anthroposophistes) y sont également représentées.

FONDATION ISLAM ET DIALOGUE Rotterdam (Pays-Bas)

La Fondation Islam et dialogue (*Islam & Dialoog*) s'intéresse au rôle de la religion et de la philosophie de vie à Rotterdam. Elle invite tous les membres de la collectivité à participer au dialogue interculturel et interconfessionnel, et à œuvrer au renforcement de la cohésion sociale. Les objectifs de la Fondation sont les suivants :

- promouvoir un plus grand respect mutuel et une meilleure compréhension réciproque entre les universitaires et les représentants de différentes religions et philosophies ;
- favoriser une participation franche et fructueuse des musulmans dans les sphères de la vie sociale qui les concernent ;
- stimuler la réflexion sur la présence musulmane, sa signification et ses fonctions dans une société pluraliste, dans l'optique d'un islam modéré ;
- informer et conseiller les particuliers et les organismes sur les questions touchant l'islam et ses relations avec les autres religions ;

- sensibiliser la population aux valeurs et principes éthiques universels¹⁴.

ORGANISATION POUR L'AVANCEMENT ET L'EMANCIPATION DES MUSULMANS Belgique

L'Organisation pour l'avancement et l'émancipation des musulmans (*Vereniging voor Ontwikkeling en Emancipatie van Moslims, VOEM*)¹⁵ est un organisme-cadre qui représente les musulmans de différents horizons ethniques, culturels et politiques en Flandre ainsi que dans toute la Belgique. La VOEM et ses associations membres organisent de nombreuses activités informatives, culturelles et récréatives dans toutes les régions de la Flandre en vue de stimuler le dialogue entre les personnes de cultures, origines et convictions diverses. L'organisme s'efforce de projeter une image exacte des musulmans et des immigrants en Belgique et en Flandre et plaide pour une société tolérante et pluraliste dans laquelle toutes les religions coexisteraient de manière harmonieuse. Pour atteindre ses objectifs, il organise des conférences, débats, expositions, séminaires et ateliers.

FORUM DES CHEFS RELIGIEUX Leicester (Royaume-Uni)

Le Forum des chefs religieux (*Faith Leaders Forum*) a été convoqué par l'évêque de Leicester, Tim Stevens, pour favoriser la discussion des thèmes les plus épineux et controversés se rapportant aux groupes confessionnels. Représentant toutes les religions, le Forum a été fondé au lendemain des attentats terroristes du 11 septembre 2001 aux États-Unis. Il compte également dans ses rangs des représentants du conseil municipal, de la police et d'autres instances.

Le Forum se penche sur des questions d'ordre politique et sur les tensions potentielles entre les collectivités, mais aussi sur des thèmes plus prospectifs tels que la revitalisation de Leicester et ses répercussions pour les groupes confessionnels. Le Forum a par ailleurs uni sa voix à une condamnation concertée d'actions et de groupes antireligieux. Peu après le 11 septembre, la profanation de sépultures musulmanes a suscité un fort sentiment de vulnérabilité dans la communauté musulmane de la ville, et le Forum des chefs religieux s'est mobilisé pour la soutenir. Plus récemment, quand la Ligue de défense anglaise (*English Defence League*, EDL) a annoncé son intention d'organiser une manifestation à Leicester en octobre 2010, Tim Stevens a émis une déclaration condamnant cette organisation et ce qu'elle appelle sa campagne contre l'extrémisme islamique¹⁶.

CONSEIL DES RELIGIONS DE LEICESTER Leicester (Royaume-Uni)

Établi en 1986 et bénéficiant du soutien du conseil municipal, le Conseil des religions de Leicester est largement considéré comme un acteur majeur de la communauté en raison de sa contribution aux relations interconfessionnelles. Cet organisme favorise le renforcement de la confiance mutuelle, de la compréhension réciproque et de la coopération entre les divers groupes religieux de Leicester, représente leurs points de vue sur des sujets majeurs et fournit des informations fiables aux autorités municipales, aux prestataires de services, aux établissements d'enseignement ainsi qu'aux médias locaux¹⁷.

Le Conseil a été créé à la suite d'une visite de l'archevêque de Canterbury à Leicester et d'une réunion avec d'autres chefs de communautés religieuses. Il compte notamment parmi ses membres des baha'is, des bouddhistes, des chrétiens, des hindous, des jaïns, des juifs, des musulmans et des sikhs¹⁸.

FONDATION ISLAMIQUE

Leicester (Royaume-Uni)

Créée à Leicester en 1973, la Fondation islamique (*Islamic Foundation*) s'est fixé pour objectif de renforcer les liens entre la communauté musulmane et le reste de la société par le déploiement de recherche, l'organisation d'activités de sensibilisation et la publication de documents visant à améliorer la compréhension mutuelle et la connaissance de l'autre. Ses recherches portent notamment sur l'économie, l'activité bancaire et les finances islamiques, les relations entre musulmans et chrétiens, le dialogue interconfessionnel, l'islam en Europe et en Grande-Bretagne, et l'évolution des politiques. En 2000, la Fondation islamique a établi l'Institut d'enseignement supérieur de Markfield (*Markfield Institute of Higher Education*), qui offre des cours sur des thèmes relatifs à l'islam. Il propose également des formations, des programmes professionnels et des cours novateurs destinés à favoriser le développement de la collectivité locale.

Le Centre de recherche sur les politiques (*Policy Research Centre, PRC*) a été fondé en 2008 pour participer aux débats entourant les politiques et renforcer la capacité du secteur bénévole en matière de politiques¹⁹.

MASLAHA

Londres (Royaume-Uni)

En arabe, *maslaha* signifie « pour le bien commun » – et tel est précisément le principe sous-jacent de toutes les activités de cet organisme. Férés de justice sociale, ses membres travaillent avec les collectivités musulmanes et non musulmanes à la résorption des inégalités et à l'amélioration de l'accès au savoir.

D'abord constitué en tant que projet de la Fondation Young (*Young Foundation*)²⁰, l'organisme Maslaha maintient depuis sa création une forte

tradition d'innovation sociale, s'attachant à détecter les besoins sociaux et à élaborer des manières novatrices d'y répondre. Ses activités fédèrent des personnes et des groupes de tous les secteurs et toutes les générations, professions et cultures, et s'appuient sur une expertise et une rigueur intellectuelle garanties par son réseau de conseillers, sympathisants et affiliés. Maslaha intègre la réalité concrète des collectivités à chacune des étapes de sa démarche afin d'élaborer des ressources dynamiques qui répondent de la manière la plus efficace possible aux besoins constatés en éducation, en santé et dans d'autres sphères.

L'organisme bénéficie depuis sa fondation d'un financement pour ses projets particuliers comme pour son fonctionnement de base. Les Groupes de soins primaires du Service national de la santé (*NHS Primary Care Trusts*) lui ont procuré un financement modulaire pour la mise sur pied de ressources et de campagnes de santé publique ; la Fondation Calouste Gulbenkian²¹ et le British Council²² financent ses activités éducatives ; les Fondations pour une société ouverte²³ lui fournissent des fonds pour ses programmes destinés aux femmes. Enfin, Maslaha a également reçu un financement de fonctionnement de la Fondation Pears²⁴ et de l'organisme UnLtd²⁵. L'équipe de Maslaha se compose actuellement d'une personne à temps plein et trois personnes à temps partiel.

L'organisme a notamment réalisé les activités suivantes.

- Il a travaillé en étroite collaboration avec des enseignants et des écoles pour établir des ressources d'enseignement montrant l'apport de l'islam et des musulmans dans plusieurs domaines. Maslaha collabore actuellement avec l'École des arts traditionnels du Prince (*Prince's School of Traditional Arts*)²⁶ et la Fondation Peinture et Mécénat de Son Altesse Royale le prince Khalid Al-Faisal bin Abdul Aziz Al-Saud (*HRH Prince Khalid Al-Faisal bin Abdul Aziz Al-Saud's Painting & Patronage Foundation*)²⁷ à l'élaboration d'une tapisserie constituant une ressource interactive à l'École de filles

Mulberry de Tower Hamlets (*Mulberry School for Girls*). Les écolières participent à la confection de cette tapisserie, qui représentera un don à long terme à l'école et sert par ailleurs un objectif pédagogique en ceci qu'elle incorpore plusieurs principes mathématiques.

- Maslaha a créé différentes expositions en ligne particulièrement passionnantes en collaboration avec le British Council, dans le cadre de son programme Our Shared Europe²⁸. Ces évènements touchant de nombreux pays ont permis de souligner l'influence réciproque constante et le partage incessant d'idées entre Européens et musulmans, tant sur le plan individuel que sociétal, et de montrer que l'Europe d'aujourd'hui ne serait pas la même sans l'islam d'hier. Ayant fait l'objet d'une seconde inauguration à Londres par le président de la Turquie, l'exposition la plus récente de Maslaha s'intitule *Evliya Celebi: Book of Travels* (Le Livre des voyages d'Evliya Çelebi) et sera présentée en tournée internationale²⁹.
- L'organisme propose des outils de réduction des écarts négatifs en matière de santé qui touchent les collectivités musulmanes. Fondées sur la diffusion d'informations correspondant à la réalité quotidienne et à la manière d'envisager le monde de ces communautés, ces ressources évolutives associent les avis médicaux et les conseils islamiques³⁰. Elles sont utilisées par les prestataires de soins de santé et distribuées dans la collectivité pour l'informer sur différents sujets, par exemple le diabète au quotidien. L'élaboration et la diffusion de ces ressources ont valu à Maslaha plusieurs prix d'excellence décernés par la Commission de la santé de Londres (*London Health Commission*) et Diabète Royaume-Uni (*Diabetes UK*)³¹.
- Le projet novateur *I Can Be She* (« Je peux être cette femme ») analyse le rôle des femmes musulmanes dans l'histoire

parallèlement aux réussites majeures des musulmanes les plus éminentes de notre époque³².

Promotion des identités positives et du sentiment d'appartenance

CENTRE DES CULTURES DU MONDE

Copenhague (Danemark)

Établi dans le quartier Nørrebro, le Centre des cultures du monde (*Verdenskulturcentret*) offre un espace de création à environ 250 associations, clubs et organismes ethniques qui mettent en œuvre différents types d'activités visant le déploiement d'un lieu et d'un dialogue de promotion de la culture mondiale. Le Centre invite également les organismes et les groupes ethniques à utiliser ses locaux pour les rencontres culturelles destinées à apporter une réponse interactive aux problèmes sociaux reliés au multiculturalisme.

Le Centre est ouvert à tous les habitants de Copenhague et de ses banlieues. En stimulant la collaboration entre ses utilisateurs, il a permis l'instauration d'un vaste réseau générateur de multiples projets novateurs et idées nouvelles. Pour favoriser ces collaborations, le Centre encourage toutes les associations qu'il accueille à organiser chaque année une activité pour son café et sa scène, afin d'accroître leur visibilité et se faire mieux connaître des autres groupes.

Le Centre compte une salle de concerts et de conférences, un café, des espaces de réunion, des bureaux aménagés, des salles de télévision et des ateliers de céramique. Entre autres activités, il propose des débats politiques publics, des expositions d'art, des projections de films internationaux et des

concerts de musiques du monde. Son café sert également des plats ethniques. Le Centre organise des conférences et des festivals. En 2010, il a notamment organisé un évènement majeur de célébration de l'Aïd dans le parc situé en face du parlement danois, au centre de Copenhague³³.

PLATEFORME DES ORGANISMES ISLAMIQUES DU RIJNMOND Rotterdam (Pays-Bas)

Établie en 1988, la Plateforme des organismes islamiques du Rijnmond (*Stichting Platform Islamitische Organisaties Rijnmond, SPIOR*)³⁴ chapeaute différents groupes. Elle souligne que le fait d'être musulman n'empêche pas d'être citoyen des Pays-Bas et résidant de Rotterdam à part entière, et s'attache à promouvoir la participation des musulmans à la vie publique et civique.

Forte de plus de 20 ans d'expérience et de ses liens avec une soixantaine d'organismes musulmans, la Plateforme s'impose comme un interlocuteur ainsi qu'un intermédiaire de premier plan pour la municipalité de Rotterdam et pour les conseils d'arrondissement de la ville. Elle joue un rôle majeur dans l'établissement et le maintien du dialogue entre les différentes religions présentes à Rotterdam et procure des conseils, de la formation et du soutien pratique à la collectivité musulmane locale.

RADICAL MIDDLE WAY Royaume-Uni

Fondé au lendemain des attentats à la bombe de Londres du 7 juillet 2005, l'organisme Radical Middle Way (« Radicalement modérés »)³⁵ s'est fixé pour objectif de promouvoir l'ouverture à l'autre, la cohésion sociale et l'engagement dans la collectivité³⁶. Il plaide en faveur d'une vision rassembleuse et modérée de l'islam à laquelle les jeunes puissent adhérer et

assure aux visiteurs un havre où ils peuvent poser les questions les plus délicates et réfléchir aux problèmes les plus épineux en toute sécurité.

Radical Middle Way offre un forum en ligne permettant aux jeunes musulmans du Royaume-Uni et du reste du monde de garder le contact avec leur religion et de réfléchir aux tenants et aboutissants de la foi en l'islam au 21^e siècle. En collaboration avec ses partenaires du terrain, l'organisme ouvre des lieux de débats, de pensée critique et de réflexion spirituelle. Il propose par ailleurs des conseils d'inspiration religieuse pour faire reculer l'exclusion et la violence, et appuie l'action civique positive.

ASSOCIATION NOOR UL ISLAM

Waltham Forest, Londres (Royaume-Uni)

Établie en 1990 dans le secteur Leyton du district Waltham Forest, l'association Noor Ul Islam (*Noor Ul Islam Trust*)³⁷ est un organisme caritatif enregistré, également membre fondateur du Forum des appartenances religieuses (*Faith Communities Forum*), un regroupement local. L'association travaille en étroite collaboration avec le Conseil de Waltham Forest. Elle est considérée comme un acteur majeur de la collectivité dans son ensemble, notamment en ce qui concerne la cohésion sociale, l'éducation et l'organisation d'activités sportives et d'évènements culturels.

L'association soutient des initiatives d'amélioration de la qualité de vie dans les quartiers et œuvre activement à l'abolition des barrières au sein de la collectivité. Ainsi que l'indique son site Internet : « Nous estimons que la collectivité musulmane locale a un rôle à jouer dans l'amélioration de la qualité de vie de tous les résidents et c'est dans cette optique que nous déployons nos évènements et nos projets. Nous constatons que cet objectif peut être atteint uniquement par la collaboration fondée sur le respect et l'esprit de coopération³⁸. » L'association fait également partie de plusieurs

instances consultatives qui aident les autorités locales à mieux cerner les besoins des musulmans de la région. Enfin, elle a procuré un appui local, national et international à la collectivité par l'organisation d'activités de financement au profit de la NSPCC (société nationale pour la prévention des violences infligées aux enfants), de Children with Leukaemia (association d'aide aux enfants atteints de leucémie), et de l'hôpital universitaire de sa région, le Whipps Cross.

L'association Noor Ul Islam offre différents services à la communauté dans son ensemble par l'intermédiaire de son centre social, sa mosquée, ses clubs des jeunes pour garçons et filles et par sa vaste gamme d'autres activités ouvertes au public : boxe, karaté, natation (en séances séparées selon le sexe), etc. Elle propose également un club de personnes âgées qui accueille les gens de toutes religions et origines ethniques. Enfin, elle procure des informations et des conseils et fournit des services en matière de santé.

En ce qui concerne l'éducation, l'association possède un établissement préscolaire, une école primaire à temps plein (prix de l'École de l'année 2010 de l'Association des écoles musulmanes du Royaume-Uni – *Association of Muslim Schools*, AMS-UK) et des madrasas pour l'enseignement la semaine et le samedi. Elle offre différents cours – arabe, aalimah, hifz, tafsir et lectures du Coran – ainsi que des séances de tutorat, des conférences et des séminaires³⁹.

JEUNES MUSULMANS D'ALLEMAGNE Berlin (Allemagne)

Établi à Berlin, l'organisme indépendant Jeunes musulmans d'Allemagne (*Muslimische Jugend Deutschland*)⁴⁰ représente la jeunesse musulmane et souligne l'importance des modèles identificatoires pouvant orienter la réflexion et l'action des jeunes et les inciter à participer à la vie civique. Pour favoriser l'avancement de ses membres, l'organisme privilégie le

développement d'une identité métissée, allemande et musulmane, qui abolit la nécessité de choisir entre l'une ou l'autre. Il incite les jeunes musulmans à approfondir leur connaissance de leur religion et à la pratiquer, mais les aide également à se sentir partie intégrante de la société allemande et à en devenir des citoyens à part entière. L'organisme soutient par ailleurs ses membres dans les cas de discrimination. Enfin, Jeunes musulmans d'Allemagne s'efforce d'instaurer un dialogue positif avec les autres religions et communautés.

Participation à la vie publique et interactions sociales pour les femmes

Les recherches des Fondations pour une société ouverte constatent que les femmes des groupes minoritaires sont généralement isolées et marginalisées dans les collectivités locales, notamment en raison de leurs rôles de mères et d'aidantes. Ces attributions les empêchent souvent d'acquérir les compétences linguistiques nécessaires pour communiquer et interagir avec le monde extérieur, ce qui renforce leur isolement ainsi que leur exclusion sociale.

Plusieurs organismes et initiatives visent à stimuler l'émancipation et la participation civique des musulmanes et autres immigrantes de première génération. Ainsi, la Plateforme des organismes islamiques du Rijnmond (SPIOR) organise régulièrement des activités, des conférences et des cours dans cette optique.

Depuis 2002, l'émancipation des femmes allochtones constitue une préoccupation majeure en matière d'élaboration et d'implantation des politiques dans la ville de Rotterdam⁴¹.

COMMISSION SUR LA PARTICIPATION DES FEMMES DES MINORITES ETHNIQUES Rotterdam (Pays-Bas)

Instance consultative, la Commission sur la participation des femmes des minorités ethniques (*Participatie Vrouwen Etnische Minderheden*, PAVEM) a été mise sur pied en 2003⁴² avec le soutien enthousiaste de la Princesse Máxima, elle-même originaire d'Argentine. Les politiques de la Commission visaient à stimuler la participation des femmes allochtones dans différents champs du social afin de favoriser leur autonomisation et de leur donner des outils supplémentaires pour conquérir l'indépendance économique et contrer l'isolement, et afin de faciliter leur accès au marché du travail. La Commission a été dissoute en 2005.

1001 FORCES Rotterdam (Pays-Bas)

Établie en mars 2007, l'initiative 1001 Forces (*1001 Kracht*)⁴³ vise à encourager la participation des femmes immigrantes à la vie civique dans Rotterdam et dans cinq autres municipalités. Des églises, des organismes et centres bénévoles ainsi que des organisations de femmes et d'immigrants travaillent en étroite collaboration pour concrétiser cet objectif ambitieux : permettre à 50 000 femmes d'origine étrangère de participer pleinement à la société des Pays-Bas d'ici trois ans.

Dans cette optique, les femmes sont invitées à prendre part à des activités bénévoles dans des écoles ou des centres sociaux. Par la diffusion d'informations, la sensibilisation, le conseil et la médiation, l'initiative 1001 Forces cherche à créer un espace dans lequel les femmes prendront graduellement conscience de leurs propres forces, apprendront à les accroître et oseront dépasser leurs limites. Grâce à un soutien et des conseils, elles pourraient également entrer sur le marché de l'emploi rémunéré. Le site Internet de cette initiative fournit différents outils, des

informations contextuelles, des études de cas ainsi qu'une liste d'organismes travaillant avec les immigrantes et les bénévoles.

PROJET APPRENTISSAGE ET RENCONTRES POUR LES FEMMES Rotterdam (Pays-Bas)

Le Projet Apprentissage et Rencontres pour les femmes (*Leer- en Ontmoetingsproject voor Vrouwen, LOV*)⁴⁴ organise des cours particuliers de langue à domicile et favorise les interactions entre femmes immigrantes et femmes originaires des Pays-Bas. À son origine, en 1991, cette initiative était bénévole : des femmes originaires des Pays-Bas ont commencé à donner des cours individuels de langue à des immigrantes en se rendant chez elles une fois par semaine pendant un an. Cette approche individuelle aidait les immigrantes à apprendre la langue mais permettait aussi, aux étudiantes comme aux enseignantes, de se familiariser avec la culture et l'histoire de l'autre. Ce projet s'est graduellement professionnalisé et bénéficie actuellement du financement des districts municipaux et du Service pour la jeunesse, l'éducation et la société (*Jeugd, Onderwijs and Samenleving, JOS*). Plus de 130 bénévoles et immigrantes de Rotterdam participent régulièrement aux rencontres hebdomadaires⁴⁵.

NISA FOR NISA, SLOTERVAART Amsterdam (Pays-Bas)

L'association féminine indépendante *Nisa for Nisa* (Les femmes pour les femmes)⁴⁶ a été établie en 2000 dans l'arrondissement Slotervaart d'Amsterdam. Administrée par des femmes bénévoles, elle organise à l'intention des femmes immigrantes et non occidentales des activités visant à leur permettre de développer des ressources supplémentaires pour mieux s'approprier leur propre vie mais aussi s'intégrer et participer pleinement à

la société dans son ensemble. L'association propose ainsi deux catégories d'activités qu'elle considère comme étroitement reliées l'une à l'autre :

- des cours de langue, des après-midis thématiques, des informations (par exemple sur la santé et les soins aux enfants), des visites informatives et éducatives, des activités sportives et récréatives ;
- des interventions sociales dans un espace offrant aux femmes un havre sûr ainsi qu'une oreille attentive.

FONDATION EL NOER Amsterdam (Pays-Bas)

Bien qu'elle soit fréquentée surtout par des femmes turques et qu'elle soit administrée essentiellement par des Turques, la Fondation El Noer⁴⁷ est ouverte à toutes les femmes et tous les enfants. Elle propose différentes activités sportives et linguistiques, des cours de couture et du soutien scolaire pour les jeunes.

CAFE LINGUISTIQUE Copenhague (Danemark)

Le conseil municipal de Copenhague soutient plusieurs initiatives s'adressant aux musulmanes souffrant d'isolement, notamment le Café linguistique (*Sprog Café*) du Centre des cultures du monde. Cet établissement répond à un besoin majeur chez les femmes des minorités ethniques : mieux maîtriser la langue commune et intensifier leurs interactions sociales entre elles⁴⁸. Ces cours s'avèrent particulièrement importants pour les femmes des minorités ethniques qui vivent au Danemark depuis de nombreuses années, car elles n'ont pas eu accès aux cours de danois qui sont maintenant proposés aux nouveaux arrivants. Ce sont des bénévoles du Conseil danois des réfugiés (*Dansk Flygtningehjælp*)⁴⁹ qui ont établi cette initiative dont le succès ne se dément

pas, et qui montre la pertinence des activités ouvrant un espace de rencontres convivial qui associe cours de langue et interactions sociales.

SHAHRAZAD

Copenhague (Danemark)

Également établie dans le Centre des cultures du monde, l'association Shahrazad⁵⁰ s'adresse aux musulmanes de 40 à 65 ans en situation de vulnérabilité. Elle offre des cours pouvant regrouper un maximum de 24 participantes : activités physiques (par exemple, danse traditionnelle et gymnastique), informations sur la société danoise, etc. L'association procure également différents contextes pour parler le danois et discuter de manière informelle avec d'autres femmes des minorités ethniques. Il est à souligner que les programmes publics s'adressent rarement à ces femmes parce qu'elles ne sont pas en mesure d'entrer sur le marché de l'emploi. Les cours de l'association Shahrazad connaissent un franc succès et suscitent toujours plus d'inscriptions qu'il n'y a de places disponibles, les femmes du quartier Nørrebro se parlant entre elles des formations qu'elles ont suivies à l'association.

Renforcement des interactions par la culture et le sport

LA CLE DE LA CULTURE A HAMBOURG, VIVRE AVEC UN HANDICAP A HAMBOURG Hambourg (Allemagne)

Le projet La Clé de la culture à Hambourg (*Hamburger Kulturschlüssel*)⁵¹ a été mis sur pied par l'ONG Vivre avec un handicap à Hambourg (*Leben Mit Behinderung Hamburg*)⁵², qui s'est donné pour objectif de rendre la culture

accessible à tous les habitants de Hambourg, indépendamment de leur situation financière, de leurs éventuels handicaps physiques ou mentaux, de leur âge ou des obstacles linguistiques auxquels ils pourraient se heurter. Le projet aide les migrants et autres personnes défavorisées de la collectivité à se procurer des billets pour le cinéma, les concerts, les musées et les rencontres sportives. Les bénévoles qui accompagnent les spectateurs à ces événements culturels et sportifs dans Hambourg constituent le pivot de l'association La Clé de la culture, qui invite les gens de tous âges et tous horizons à participer à son action.

CROISEMENT Allemagne

Le sport peut grandement favoriser l'intégration et les interactions sociales. Ainsi, l'ONG Croisement (*Crossover e.V.*)⁵³ propose des programmes sportifs et des ateliers thématiques aux enfants des différentes sphères sociales et culturelles afin qu'ils apprennent à interagir et à communiquer entre eux dès leur jeune âge. Les enfants participent à des activités leur permettant de découvrir et de mieux comprendre les différences et les similitudes, d'apprendre à vivre leur diversité d'une manière positive et de surmonter leur éventuelle peur de la différence.

LICENCE DE FORMATION B EN SPORT ET MIGRATION, FEDERATION DES SPORTS DE HAMBOURG Hambourg (Allemagne)

La Fédération des sports de Hambourg (*Hamburger Sport Bund*) propose maintenant des cours en vue de l'obtention d'une licence de formation B⁵⁴ en sport et migration – le deuxième niveau des licences sportives. Avec cette formation et le programme L'intégration par le sport, la Fédération entend former des entraîneurs qualifiés pour intervenir dans un contexte de

différences et de diversité culturelles et sensibiliser la population aux tenants et aboutissants du sport organisé en milieu interculturel.

À L'EAU – EN TOUTE SECURITE !

Hambourg (Allemagne)

L'initiative À l'eau – en toute sécurité ! (*Ab ins Wasser – aber sicher!*)⁵⁵ de Hambourg informe le public sur la natation et la sécurité dans l'eau en langues allemande, turque et russe. Elle s'adresse particulièrement aux enfants de quatre à six ans et diffuse des conseils et des recommandations formulés par des spécialistes en vue de promouvoir la natation et la sécurité dans l'eau pour tous les enfants de Hambourg.

SHEMOVES

Hambourg (Allemagne)

Pour aider les filles et les jeunes femmes de Hambourg à mieux s'insérer dans leur milieu de vie, le site Internet Shemoves⁵⁶ leur propose un moteur de recherche répertoriant les cours de sport, les clubs sportifs et les gymnases, les écoles de danse et d'arts martiaux ainsi que les centres culturels dans les différents quartiers.

Éducation

L'éducation, particulièrement dans les établissements scolaires, constitue l'un des piliers majeurs de l'intégration. Les écoles contribuent à l'intégration notamment parce qu'elles multiplient les interactions entre élèves et parents d'horizons ethniques et religieux différents. Les enfants qui se familiarisent avec un cadre de vie ethniquement et culturellement diversifié dès leur jeune âge se révèlent mieux équipés pour entretenir et maintenir de bonnes relations avec autrui, œuvrer à l'instauration d'une plus grande compréhension mutuelle et contrer l'émergence et la progression des préjugés. Le système éducatif procure en outre les ressources, aptitudes et compétences interpersonnelles nécessaires pour intégrer efficacement le marché du travail, et joue un rôle déterminant dans la socialisation des jeunes aux règles et valeurs implicites de la société⁵⁷. En dépit de ces constats, les élèves des minorités ethniques restent défavorisés dans les systèmes éducatifs de l'Europe et se révèlent par conséquent moins bien capables de cheminer sur le marché du travail ou poursuivre leurs études jusqu'à un niveau avancé. Dans ce contexte, il s'avère crucial de veiller à ce que tous les enfants bénéficient d'une scolarisation de qualité, égalitaire et agréable. Ce chapitre présente certaines des pratiques les plus efficaces pour concrétiser cet objectif.

Collecte des données et statistiques

Nous l'indiquons dans d'autres sections du présent guide : en dépit de la pléthore de recherches universitaires sur le sujet, la rareté des données statistiques ventilées par appartenance religieuse complique considérablement l'analyse des inégalités et de la discrimination vécues par les musulmans, qu'elles soient rapportées ou constatées. Les données statistiques sur l'ethnicité, qui tiennent souvent lieu de statistiques sur l'appartenance religieuse quand elles sont disponibles (et elles le sont rarement), s'avèrent en général inefficaces pour détecter, circonscrire et résorber les problèmes que vivent les musulmans.

DATANET, CONSEIL MUNICIPAL DE LEICESTER Leicester (Royaume-Uni)

La base de données centrale Datanet⁵⁸ dresse un portrait statistique détaillé de l'ethnicité des élèves et de leurs résultats scolaires. Elle est disponible sur l'extranet des établissements scolaires de Leicester⁵⁹, un système mis sur pied pour permettre le transfert électronique des informations entre les autorités locales et les écoles de Leicester. Cet extranet fournit l'accès en ligne à des mises à jour régulières ainsi qu'à des bilans collectifs établis pour la municipalité et pour chacune des écoles. Les autorités locales transmettent également un bulletin électronique aux écoles deux fois par semaine ; ces documents sont ensuite archivés et accessibles sur l'extranet.

Conseils et soutien pédagogiques

Les recherches des Fondations pour une société ouverte constatent l'existence d'un biais discriminatoire dans les recommandations offertes aux élèves et à leurs parents sur différents sujets tels que les admissions dans les

écoles, les parcours d'étude envisageables et les choix de carrière. Les enseignants ont eux aussi besoin de soutien et d'orientation pour répondre efficacement aux besoins ethniques, culturels et religieux de leurs élèves.

ÉQUIPE DE SOUTIEN DES JEUNES ANNEES

Leicester (Royaume-Uni)

L'écart éducationnel entre les jeunes musulmans et les enfants d'autres confessions commence à se manifester dès la maternelle et se creuse ensuite tout au long du primaire, du secondaire et de l'enseignement supérieur⁶⁰. L'amélioration des pratiques éducatives des toutes premières années s'avère donc indispensable au bon développement éducationnel des enfants de milieux défavorisés.

De nouveaux investissements, par exemple dans le programme Équipe de soutien des jeunes années du conseil municipal de Leicester, ont permis d'améliorer différents types d'interventions : soutien linguistique, formations pour aider les adultes à accompagner les enfants dans leurs apprentissages, promotion d'activités préscolaires telles que les groupes de mères et d'enfants en bas âge, etc.⁶¹. En collaboration avec les services de santé locaux, l'Équipe s'efforce de discerner le plus tôt possible les enfants présentant des besoins additionnels, de manière à ce qu'ils puissent obtenir rapidement l'aide et le soutien nécessaires au déploiement de leur plein potentiel. Dans l'optique de leur assurer cet appui tout au long de leur parcours scolaire des jeunes années, l'Équipe organise des activités pour les enfants, mais aussi pour les parents et autres proches et aidants, et soutient les interventions des établissements préscolaires et des écoles dans les premières années de la scolarisation. (Les établissements préscolaires regroupent tous ceux que l'enfant fréquente avant le début de sa scolarisation proprement dite, par exemple les garderies, maternelles, clubs parascolaires, crèches, garderies en milieu familial et centres pour enfants.)

Les enfants doivent déjà maîtriser un nombre élevé d'aptitudes avant même d'amorcer leur scolarité primaire, et la mission de ces établissements préscolaires consiste précisément à leur permettre d'acquérir ces compétences et à en évaluer l'évolution⁶².

SERVICES COMMUNAUTAIRES DE FORMATION ET D'ÉDUCATION AQOON Leicester (Royaume-Uni)

Les Services communautaires de formation et d'éducation Aqoon (*Aqoon Community Education and Training Services, ACETS*) ont été mis sur pied en 2003 par des professionnels somaliens pour définir et combler les besoins spécifiques en éducation et en formation de la toute nouvelle communauté somalienne de Leicester⁶³. Ce regroupement offre un club de soutien scolaire pour les enfants, des projets d'apprentissage familial pour aider les parents à accompagner leurs enfants dans leur parcours scolaire, et des cours de langue et autres compétences de base pour les adultes. L'ACETS procure également des services d'interprétariat et de traduction essentiels aux écoles, aux établissements secondaires ainsi qu'au service de l'éducation du conseil municipal.

Les Services de soutien aux écoles et aux familles Aqoon (*Aqoon School Home Support Services*)⁶⁴ proposent par ailleurs des interventions de médiation, de défense et de promotion des droits, et d'éducation et de formation dans le but de faciliter les communications entre les établissements scolaires, les organismes d'aide du secteur éducatif et les parents et enfants noirs ou provenant d'une minorité ethnique. Cet organisme informe également les parents noirs ou issus des minorités ethniques sur les différents services de soutien scolaire auxquels leurs enfants peuvent avoir accès dans les écoles. En particulier, il incite les parents d'enfants présentant des difficultés d'apprentissage ou des difficultés à tirer parti des ressources qui leur sont proposées.

CONSEIL CONSULTATIF PERMANENT SUR L'ÉDUCATION RELIGIEUSE

Royaume-Uni

Au Royaume-Uni, la loi oblige tous les services municipaux d'éducation (*local education authority*, LEA) à se doter d'un Conseil consultatif permanent sur l'éducation religieuse (*Standing Advisory Council for Religious Education*, SACRE) rassemblant des représentants des différents groupes religieux présents dans la ville, des syndicats d'enseignants et du conseil municipal. Les responsabilités de ces conseils consultatifs permanents sont les suivantes.

- Conseiller le LEA sur tous les aspects des services d'instruction religieuse (IR) qu'il instaure dans ses établissements scolaires.
- Déterminer si le programme d'IR qui a été convenu pour le LEA doit être actualisé, et vérifier que le LEA s'acquitte de cette tâche.
- Conseiller le LEA sur les prières et autres rituels collectifs dans ses écoles. Cette disposition ne concerne pas les *voluntary-aided schools* (financées par le Service municipal mais dont les instances dirigeantes sont nommées par une tierce partie, généralement une fondation), ni les *voluntary-controlled schools* (financées par le Service municipal mais dont les instances dirigeantes sont nommées dans une certaine mesure, quoique pas essentiellement, par une tierce partie, par exemple une fondation).
- Examiner les demandes des enseignants principaux relatives à la tenue d'une prière ou autre rituel collectif qui ne serait pas de caractère chrétien au sens large du terme.
- Procurer des conseils sur la formation des enseignants en matière d'IR et de prières et autres rituels collectifs.
- Aider le LEA à répondre aux plaintes éventuelles concernant l'instruction religieuse ou les prières et autres rituels collectifs dans un établissement scolaire, et ce, dans le cadre de la procédure de

réponse aux plaintes approuvée pour le LEA et établie en vertu de l'article 23 de la Loi sur la réforme éducative de 1988 (*1988 Education Reform Act*).

- Publier un rapport annuel décrivant en détail toutes les mesures prises par le SACRE⁶⁵ et tous les conseils qu'il a prodigués au LEA.

Les conseils SACRE de Leicester et Waltham Forest sont maintenant bien établis. Ainsi, les écoles de Leicester bénéficient du soutien du Centre d'éducation multiculturelle et religieuse (*Multicultural and Religious Education Centre*), financé par le comité SACRE, et qui appuie l'acquisition d'objets, de journaux, de CD, d'affiches, de DVD et de livres de bonne qualité sur les différentes religions. Les conseillers du SACRE sont également à la disposition des enseignants qui auraient besoin d'aide pour expliquer aux élèves une religion qu'ils connaîtraient mal.

À Waltham Forest, certains volets du programme scolaire ont été modifiés pour accorder une place plus importante à l'apport de l'islam aux sciences et aux arts. À cet égard, le comité SACRE a joué un rôle majeur de soutien aux établissements scolaires en produisant à leur intention un guide d'information religieuse présentant les cultures, les traditions et les valeurs ainsi que les jours de fête religieuse.

LES MENTORS 8 A 8 Slotervaart (Pays-Bas)

Le projet pilote Les mentors 8 à 8 a été établi en 2008 pour mettre à la disposition de 144 jeunes à risque des mentors qui les aident à réorienter leur discipline quotidienne, les encadrent et les supervisent de 8 h à 20 h. Sur les 144 jeunes du projet pilote, 100 sont d'origine marocaine et sept sont nés aux Pays-Bas. Le coût du projet a été évalué à environ 8 000 € par jeune et par an. Les premiers résultats sont prometteurs : les jeunes soulignent

qu'ils se sentent mieux en maîtrise de leur propre vie et de leur avenir et tous les parents concernés sauf deux soutiennent le projet.

L'ÉCOLE DU WEEK-END Slotervaart (Pays-Bas)

L'École du week-end (*Weekend Academie*) de Slotervaart organise des rencontres de soutien scolaire, de supervision des devoirs et de formation aux aptitudes sociales ainsi que des activités récréatives pour les jeunes de 9 à 16 ans des quartiers défavorisés. Fait important à souligner, l'organisme sollicite également la participation des parents en les encourageant à assister aux rencontres, en leur prodiguant des informations sur les services de soutien dans leur propre langue, et en les assistant dans leurs communications avec les enseignants. Il aide également les parents à apprendre les uns des autres et à élaborer des stratégies communes pour aider leurs enfants⁶⁶. Considérant le rôle crucial que les enseignants et les parents jouent dans l'éducation des enfants, certains observateurs proposent que la municipalité d'Amsterdam accentue son soutien aux projets de terrain de ce type⁶⁷.

LE CENTRE Rotterdam (Pays-Bas)

L'objectif du Centre (*Het Centrum*) de Rotterdam consiste à améliorer les résultats scolaires par la mise en œuvre d'activités de soutien éducatif après l'école et d'un programme de mentorat⁶⁸. Bien que l'organisme ne s'adresse pas à un groupe ethnique ou religieux en particulier, 90 pour cent des élèves sont d'ascendance turque. Les enfants sont répartis en petits groupes et bénéficient d'un encadrement pour faire leurs devoirs, mais aussi pour améliorer leur maîtrise du néerlandais et leurs aptitudes cognitives générales. Ils sont appelés à rencontrer de jeunes adultes instruits

susceptibles de devenir pour eux des modèles identificatoires. L'initiative sollicite également la participation des parents, qui sont invités à rencontrer les intervenants du projet dans le cadre de petits-déjeuners informels servis au Centre. Les bilans de suivi du programme indiquent que les enfants participants obtiennent de meilleurs résultats aux tests CITO (les examens de la fin du primaire), et que, d'une manière générale, leurs parents prennent aussi une part plus active à leur cheminement.

CAFES DES PARENTS Berlin (Allemagne)

Dans la plupart des écoles de Berlin, les Cafés des parents (*Elterncafés*)⁶⁹ permettent aux enseignants et aux parents de se rencontrer dans un cadre informel et détendu pour discuter de l'évolution des enfants et aborder les inquiétudes ou problèmes éventuels.

LES PARENTS A L'ECOLE Anvers (Belgique)

À Anvers, le programme Les parents à l'école (*School en Ouders*, KAAP)⁷⁰ permet aux parents non néerlandophones d'apprendre le néerlandais dans l'école que leurs enfants fréquentent⁷¹. Ces cours aident les parents à mieux maîtriser la langue de leur pays d'accueil et à accompagner leurs enfants dans leur propre apprentissage linguistique. Ils leur procurent également l'occasion de participer plus activement à l'évolution scolaire de leurs enfants et de s'informer sur leurs cours et leur cheminement éducationnel. Le programme permet enfin aux enseignants de mieux connaître les parents de leurs élèves, ce qui les aide à adapter leur enseignement aux réalités de leurs classes.

FONDATION TULIPE BLANCHE Amsterdam (Pays-Bas)

La Fondation Tulipe blanche (*Stichting de Witte Tulp*)⁷² est un organisme privé fondé en 1997 par un groupe d'étudiants universitaires provenant de minorités ethniques. La Fondation encourage et soutient les élèves aux prises avec des conditions socioéconomiques difficiles, mais aussi leurs familles et leurs enseignants, en leur prodiguant des conseils pédagogiques visant à accroître leur capacité de résolution des problèmes. Les bénévoles sont essentiellement des étudiants issus des mêmes groupes minoritaires ethniques, ce qui leur permet de mieux comprendre les problèmes et de devenir des modèles identificatoires positifs et stimulants pour les élèves qu'ils encadrent⁷³.

Lutte contre la discrimination

La lutte contre la discrimination touchant les minorités ethniques ou religieuses dans les écoles passe avant tout par une constatation documentée des pratiques discriminatoires et par la diffusion d'information sur les procédures à suivre pour dénoncer la discrimination. Naturellement, il est également essentiel que les incidents de discrimination rapportés donnent lieu à une réponse efficace, et que les élèves autant que les enseignants soient sensibilisés à la discrimination et à l'égalité de traitement pour tous. La lutte contre la discrimination passe donc nécessairement par l'élaboration de politiques éducatives permettant aux enseignants et aux écoles d'intégrer aux programmes scolaires les connaissances les plus récentes sur la discrimination et les droits linguistiques et religieux.

LUTTE CONTRE LA DISCRIMINATION ET RESPECT DE LA RELIGION DANS L'ÉDUCATION

Copenhague (Danemark)

La politique d'intégration 2007–2010 du conseil municipal de Copenhague⁷⁴ ne contient aucune mesure spécifique concernant le respect de la religion dans l'éducation. Une enquête récente portant sur 592 des 1 500 écoles publiques du Danemark montre que le tiers des établissements sondés s'intéressent à la diversité religieuse et offrent des jours de congé supplémentaires aux élèves lors des fêtes religieuses, par exemple le ramadan⁷⁵. Actuellement, c'est à la direction de chacune des écoles que cette décision revient. Cependant, certains parents ayant participé aux groupes de discussion des Fondations pour une société ouverte ont indiqué qu'ils verraient d'un bon œil que les considérations religieuses de cet ordre soient intégrées à la politique globale d'intégration de Copenhague et aux programmes scolaires nationaux.

Le conseil municipal de Copenhague a pris acte de recommandations demandant de mieux informer les écoles, les étudiants et les parents afin qu'ils puissent repérer et dénoncer la discrimination de manière plus efficace. Le conseil a en outre annoncé son intention d'incorporer au questionnaire annuel destiné aux étudiants plusieurs des questions portant directement sur la discrimination en milieu scolaire⁷⁶.

ÉCHANGES CULTURELS

Waltham Forest, Londres (Royaume-Uni)

Le Conseil de Waltham Forest a déployé beaucoup d'efforts pour contrer le harcèlement religieux dans les écoles⁷⁷. Il a notamment implanté des projets d'amélioration de la cohésion sociale en milieu scolaire. Échanges culturels (*Swapping Cultures, SC*)⁷⁸ compte au nombre de ses projets phares. Cette série structurée d'activités d'apprentissage a bénéficié du soutien de

l'organisme caritatif éducationnel Minorités d'Europe (*Minorities of Europe, MoE*). Elle vise à promouvoir la réflexion sur des thèmes culturels et sociaux ainsi que le partage de points de vue et d'informations dans le contexte d'une discussion soigneusement encadrée.

La religion à l'école

En Europe, la place du religieux dans l'organisation et l'administration scolaires fait l'objet d'un débat public et politique constant. En particulier, le rôle des écoles religieuses dans la société et la possibilité qu'elles contribuent au déploiement d'un système ségrégationniste suscitent des discussions très vives. Dans ces débats, c'est souvent autour des écoles religieuses musulmanes que le désaccord se cristallise, alors même qu'elles sont relativement peu nombreuses par rapport aux autres établissements scolaires confessionnels.

La plupart des parents musulmans ne considèrent pas les écoles islamiques comme une nécessité. Néanmoins, l'incapacité des écoles conventionnelles à résorber l'écart éducationnel entre les élèves de milieu musulman et les autres les amène de plus en plus à considérer qu'en accordant une attention plus soutenue au bagage linguistique, religieux et culturel spécifique de leurs étudiants, les établissements islamiques seraient mieux équipés pour offrir une éducation de qualité à leurs enfants. La discrimination a également convaincu certains parents d'inscrire leurs enfants à l'école musulmane.

Indépendamment de ce débat perpétuel, l'incorporation des thématiques religieuses aux programmes scolaires est généralement considérée comme une mesure efficace d'intégration en ceci qu'elle favorise la compréhension mutuelle et les interactions entre les groupes culturels et religieux et qu'elle diminue la pertinence des écoles confessionnelles – des établissements que

de nombreux observateurs estiment susceptibles d'accentuer la ségrégation entre les collectivités dès le plus jeune âge. Ces pratiques éducatives et ces interactions jouent également un rôle crucial dans la prévention et l'éradication des préjugés dès l'enfance.

PLATEFORME DE L'ÉDUCATION RELIGIEUSE

Pays-Bas

À Rotterdam, la Plateforme des organismes islamiques du Rijnmond (SPIOR), la Fondation pour la consultation interecclésiastique en matière scolaire (*Interkerkerlijk Overleg in Schoolzaken*, IKOS) et l'organisme Éducation humaniste (*Humanistisch Vormingsonderwijs*, HVO) travaillent aux questions d'éducation religieuse dans les écoles publiques. Ces trois entités ont mis sur pied en 2004 un projet pilote, la Plateforme de l'éducation religieuse, dans le but de promouvoir une meilleure connaissance de l'autre ainsi qu'une plus grande compréhension mutuelle entre les enfants de cultures et religions différentes. Ainsi, les élèves musulmans suivent des cours d'éducation religieuse chrétienne, et vice versa⁷⁹. D'autres villes ont commencé d'adopter ce modèle, par exemple Amsterdam, Almere, Dordrecht, Lelystad et Utrecht.

Compétences linguistiques

FOYER

Bruxelles (Belgique)

Pour les enfants, l'acquisition de la langue de leurs ascendants constitue un facteur crucial de continuité culturelle dans la sphère familiale⁸⁰. Cet apprentissage semble par ailleurs les aider à acquérir des compétences

linguistiques qui faciliteront la maîtrise d'autres langues par la suite⁸¹. C'est dans cette optique que l'ONG Foyer⁸² élabore et anime des cours biculturels en espagnol, en italien et en turc. Ces initiatives très locales ne constituent pas une politique officielle du gouvernement flamand.

Fondé en 1969 à Bruxelles, Foyer œuvre à la promotion de la diversité et à l'intégration des minorités ethniques aux niveaux municipal, régional et international. L'organisme diffuse tous les deux mois un bulletin international décrivant ses activités et ses projets récents afin de faire mieux connaître son action et de favoriser les communications avec ses partenaires à l'étranger⁸³.

FÖRMIG / L'EXCELLENCE LINGUISTIQUE, UNE MISSION COMMUNE DES GARDERIES, DES ECOLES, DES PARENTS ET AUTRES PARTENAIRES Berlin (Allemagne)

Le grand projet national allemand FÖRMIG⁸⁴ vise une meilleure intégration dans le système éducatif. Plus spécifiquement, il vient en aide aux enfants et aux jeunes issus de l'immigration, et leur procure notamment des outils pour mieux développer leurs compétences linguistiques. Ce programme est financé par le ministère fédéral de l'Éducation et de la Recherche, en coopération avec plusieurs Länder fédérés, par exemple Berlin. Dans cette ville, le projet pilote s'appelait « L'excellence linguistique, une mission commune des garderies, des écoles, des parents et autres partenaires » (*Sprachförderung als gemeinsame Aufgabe von Kita, Schule, Eltern und außerschulischen Kooperationspartnern*)⁸⁵. Il a été administré et coordonné par le réseau local Atelier pour l'intégration par l'éducation (*Werkstatt Integration durch Bildung, WIB*) du district de Kreuzberg de septembre 2004 à août 2009 et fait actuellement l'objet d'une prolongation jusqu'à 2013 sous le nom de FÖRMIG-Transfer⁸⁶.

ATELIER POUR L'INTEGRATION PAR L'EDUCATION / PROJET RUCKSACK

Allemagne

L'Atelier pour l'intégration par l'éducation (*Werkstatt Integration durch Bildung, WIB*) a été mis sur pied pour offrir aux enseignants une formation complémentaire sur l'intégration et le soutien linguistique. Il résulte de la coopération de l'Administration sénatoriale pour l'éducation, l'Agence jeunesse de Kreuzberg et le Centre régional pour l'avancement des enfants et des jeunes des familles migrantes (*Regionale Arbeitsstellen zur Förderung von Kindern und Jugendlichen aus Zuwandererfamilien, RAA*), un institut indépendant⁸⁷. Plusieurs de ses initiatives ont remporté un vif succès, notamment le Projet Rucksack (*RucksackProjekt*), qui se déploie dans les établissements préscolaires et dans les *Grundschulen* (écoles primaires). Les parents dont la langue maternelle n'est pas l'allemand reçoivent à domicile des informations leur permettant de préparer leurs enfants à leurs prochains cours dans leur propre langue. (Les classes se donnent en allemand.) Certains parents de ce projet reçoivent une formation pour devenir *Elternbegleiter* (parents accompagnateurs). Elle leur procure les compétences nécessaires pour aider plus efficacement leurs enfants, mais aussi les autres parents, et facilite les communications entre les enseignants et les parents issus de l'immigration.

CONSEIL MUNICIPAL DE COPENHAGUE

Copenhague (Danemark)

Copenhague est l'une des rares municipalités du Danemark qui continue d'offrir des cours gratuits de langue maternelle à tous les élèves bilingues jusqu'au début du secondaire. Les cours de langue maternelle comptent au nombre des mesures prises dans le cadre de la politique d'intégration 2007–2010 pour résorber l'écart dans les résultats scolaires entre les enfants de Copenhague issus des minorités ethniques et les enfants de la majorité.

Cependant, les politiques municipales stipulent que le groupe doit compter au moins 16 participants pour que le cours de langue minoritaire soit effectivement dispensé. Dans certaines écoles, les élèves sont donc rassemblés dans des classes où les cours se donnent en turc, ourdou, arabe ou somali.

En 2008, 2 800 élèves de Copenhague ont suivi des cours en langue maternelle à titre d'activité parascolaire⁸⁸. Certains des parents arabophones interrogés à Copenhague estimaient toutefois qu'il vaudrait mieux pour leurs enfants que l'apprentissage de l'arabe soit intégré au programme scolaire au lieu d'être réservé au parascolaire. Ils considéraient également comme discriminatoire le fait que les cours d'arabe deviennent payants à partir du début du secondaire alors que d'autres langues continuent d'être enseignées gratuitement, par exemple l'espagnol⁸⁹.

Initiatives locales et régionales

RESEAU INTER-ECOLES

Royaume-Uni

Le Réseau inter-écoles (*School Linking Network, SLN*)⁹⁰ soutient les programmes de cohésion sociale touchant l'identité, la diversité, l'égalité et les autres thèmes apparentés dans les écoles et les instances municipales de toute l'Angleterre. Il favorise l'instauration de liens entre les écoles anglaises en vue d'aider les enfants et les jeunes à réfléchir à leur propre identité, apprécier la diversité et promouvoir le dialogue. En 2009-2010, 40 administrations municipales ainsi qu'un certain nombre d'autres organismes ont travaillé avec le SLN à l'établissement de projets de réseautage touchant l'ensemble de la région.

Le SLN a été fondé par le ministère de l'Éducation et la Fondation Pears en 2007⁹¹, dans la foulée des initiatives réussies de réseautage scolaire et de cohésion sociale mises en œuvre à Bradford et à Tower Hamlets.

JINC CAMPUS OUEST NOUVEAU

Slotervaart et Westelijke Tuinsteden (Pays-Bas)

L'association JINC est présente à Amsterdam, Utrecht, Harlaam et Rotterdam⁹². Le programme JINC Campus Ouest Nouveau intervient dans le secteur Nieuw West d'Amsterdam et dans les autres arrondissements qui constituent la banlieue ouest d'Amsterdam, Westelijke Tuinsteden. L'objectif de ce projet est de mettre les élèves de 8 à 16 ans en contact avec le monde des affaires afin qu'ils découvrent la vaste gamme des métiers qui s'offrent à eux et les compétences nécessaires pour chacun d'eux. Ce programme les aide ainsi à prendre des décisions plus éclairées quant à leur propre parcours scolaire, et à optimiser leurs perspectives d'emploi. Plus de 200 entreprises participent au programme, proposant par exemple des stages d'une journée, des travaux pratiques, du mentorat et de l'encadrement.

MOUVEMENT JEUNES URBAINS

Suède

Le Mouvement Jeunes Urbains (*Young Urban Movement project, YUMP*) est un programme de sensibilisation à l'entrepreneuriat qui s'adresse aux jeunes de 20 à 30 ans des secteurs du Miljonprogrammet⁹³. Il donne accès au financement par le CSN⁹⁴.

MODELE DE COPENHAGUE, CONSEIL MUNICIPAL DE COPENHAGUE Copenhague (Danemark)

Au Danemark, la majeure partie des immigrants et de leurs descendants vivent à Copenhague – et cette réalité se reflète dans la composition ethnique des établissements scolaires. En matière de diversité linguistique, culturelle et religieuse des écoles et du système scolaire, Copenhague s’est par conséquent dotée d’une approche plus interculturelle que la législation nationale dans son ensemble. Alors que la législation nationale s’efforce particulièrement de combler les lacunes des étudiants bilingues en danois et leur méconnaissance de la culture danoise, la politique mise en œuvre à Copenhague souligne également la nécessité d’une évolution institutionnelle pour favoriser l’intégration harmonieuse d’une population scolaire et estudiantine particulièrement diverse. De la même façon, alors que la législation nationale a aboli le soutien gouvernemental aux cours de langue maternelle pour les étudiants provenant de l’extérieur de l’Europe, Copenhague maintient ces cours de manière presque égale pour tous les étudiants bilingues.

L’éducation constitue l’un des six piliers de la politique d’intégration 2007–2010 du conseil municipal de Copenhague⁹⁵. Cette politique définit trois défis majeurs en matière d’éducation⁹⁶.

- Les étudiants des minorités ethniques obtiennent des notes inférieures à celles des étudiants unilingues et les étudiants bilingues sont considérablement surreprésentés dans le bas du classement à l’issue des examens de fin d’études.
- De nombreux parents pensent que les écoles accueillant un pourcentage élevé d’étudiants bilingues offrent un enseignement de moins bonne qualité, proposent peu de possibilités d’épanouissement social et se montrent moins exigeantes envers leurs étudiants. Ils sont donc nombreux à opter pour l’école privée, tant dans les minorités ethniques que dans la majorité. Ce

phénomène est particulièrement répandu dans la partie nord-ouest de la ville et dans le quartier Nørrebro. Ainsi, dans bon nombre des écoles de ces secteurs, tous les élèves ou presque sont bilingues.

- Les piètres résultats scolaires qu'ils obtiennent en primaire et dans les premières années du secondaire expliquent en partie le taux élevé de décrochage scolaire vers la fin du secondaire chez les jeunes issus des minorités ethniques.

Le Conseil prend acte du fait qu'à Copenhague, y compris dans le quartier Nørrebro, de nombreux Danois d'origine préfèrent inscrire leurs enfants à l'école privée pour fuir les écoles publiques accueillant un pourcentage trop élevé d'élèves bilingues⁹⁷. Quand ils en ont les moyens financiers, de nombreux parents musulmans inscrivent également leurs enfants dans des écoles situées en dehors de Nørrebro⁹⁸. Dans ce cas, ils optent pour des écoles ethniques/nationales, des établissements islamiques privés (par exemple, l'école arabe Isra de Nørrebro ou l'école Jinah International pour les locuteurs de l'ourdou), ou des écoles internationales dans lesquelles l'enseignement se donne en anglais. Par conséquent, nombreuses sont les écoles publiques de Nørrebro et des environs qui accueillent essentiellement des élèves de familles à revenus modestes, pourvues d'un capital social et culturel limité – et majoritairement musulmanes.

Le Modèle de Copenhague comprend notamment l'initiative Une meilleure éducation pour tous (*Faglighed for alle*), dont l'objectif est de répartir les étudiants des minorités ethniques dans les écoles accueillant essentiellement des jeunes de la majorité, et vice versa. Cette initiative repose sur le libre choix des parents, qui désignent eux-mêmes les écoles que fréquenteront leurs enfants. Le programme prévoit différentes mesures pour atteindre son but, par exemple : aider les écoles à accéder à des dispositifs modernes d'apprentissage assisté par ordinateur, améliorer les critères scolaires des établissements par une adaptation du plan gouvernemental d'intensification du rôle de l'évaluation, améliorer les

services éducatifs dispensés aux étudiants présentant des besoins particuliers, et soutenir les activités d'apprentissage et d'encadrement pour l'enseignement de la seconde langue⁹⁹. Des centres linguistiques ont par ailleurs été implantés dans toutes les écoles qui participent au programme, et des professeurs de langue interviennent dans des réseaux et séminaires au sein des établissements scolaires. Les parents qui participent au programme ont également droit à une compensation financière pour les coûts de transport additionnels.

Au moment où ces initiatives ont été mises sur pied, la municipalité avait déjà entrepris d'actualiser les compétences de plus de 1 000 enseignants pour l'enseignement du danois en tant que seconde langue et d'intégrer les dimensions interculturelles à toutes les matières enseignées. Des formations sur le multilinguisme et l'interculturalisme ont en outre été offertes aux enseignants, et un conseiller bilingue est intervenu dans chacune des écoles du programme pour favoriser le déploiement de la démarche dans l'établissement.

Un bilan des résultats scolaires par école établi en 2010¹⁰⁰, une évaluation du programme dans le cadre d'un projet de recherche sur l'intégration sociale des étudiants des minorités ethniques et des étudiants de la majorité¹⁰¹, ainsi que les entrevues réalisées dans le cadre des enquêtes des Fondations pour une société ouverte¹⁰², montrent que le Modèle de Copenhague a commencé de porter ses fruits¹⁰³.

Toutefois, si certains étudiants des minorités ethniques ont choisi des écoles accueillant plutôt des étudiants de la majorité, l'inverse ne s'est pas produit. Dans le quartier Nørrebro, certaines écoles ont constaté une augmentation du ratio des étudiants des minorités ethniques et d'autres, une légère baisse. L'évaluation constate par ailleurs que les enfants vivent de réelles interactions à l'école, mais qu'elles se raréfient en dehors du contexte scolaire. Plusieurs facteurs peuvent expliquer ce phénomène, notamment le

fait que les adultes et les enfants sont très conscients des problèmes relatifs à l'ethnicité, la race et la nationalité dans la société. Par ailleurs, pour des étudiants des minorités qui ont changé d'école dans le cadre du Modèle de Copenhague, la distance géographique entre le domicile et leur nouvel établissement nuit aux relations entre les parents d'élèves, mais aussi entre les parents et la nouvelle école. L'évaluation recommande que la municipalité intègre le point de vue des jeunes dans ses futures décisions entourant la répartition des élèves dans les établissements scolaires et l'intégration sociale¹⁰⁴.

AUTRES INITIATIVES D'INTEGRATION PAR L'EDUCATION A COPENHAGUE

Plusieurs autres initiatives ont été mises sur pied pour concrétiser les objectifs de la politique d'intégration, par exemple : enrichissement de l'apprentissage linguistique dans les garderies et les établissements préscolaires, enseignement du danois en tant que langue seconde, enseignement de la langue maternelle pour les étudiants bilingues, mesures antidiscriminatoires.

La politique d'intégration souligne également l'écart persistant dans les résultats scolaires entre les élèves unilingues (ayant le danois pour langue maternelle) et les élèves bilingues, ceux-ci se classant en moyenne un point en dessous des étudiants d'origine danoise aux tests de fin d'études¹⁰⁵. La politique d'intégration prévoit différentes stratégies pour résorber cet écart d'ici 2014¹⁰⁶.

La politique d'intégration se fixe également d'autres objectifs, notamment : amener les parents de Copenhague à privilégier l'école publique¹⁰⁷ et faire passer à 95 pour cent la part des jeunes qui terminent un programme d'études secondaires¹⁰⁸.

Lignes directrices à l'intention des enseignants

RELIGION ET EDUCATION – RELEVER LES DEFIS EN MILIEU SCOLAIRE – L'ISLAM Leicester (Royaume-Uni)

En réponse à l'accroissement du nombre des élèves musulmans dans les établissements scolaires, le Réseau islam et éducation (*Islam and Education Network*) a élaboré un livret intitulé *Religion et éducation – Relever les défis en milieu scolaire – L'islam*¹⁰⁹. Le Réseau regroupe des professionnels de l'éducation musulmans et non musulmans de Leicester¹¹⁰. Son livret offre aux écoles et autres établissements d'enseignement des conseils en matière de relations avec les collectivités musulmanes. Il propose également des solutions pour certaines dissensions pouvant émerger en contexte scolaire¹¹¹. Il aborde ainsi des problèmes locaux sous des angles concrets tels que l'éducation physique, la musique, le théâtre, l'art, les congés religieux, la tenue vestimentaire, et la fréquentation des lieux de culte et de prière.

CONSEIL MUNICIPAL DE LEICESTER, PARTENARIAT AVEC L'AGENCE DE SOUTIEN AU DEVELOPPEMENT SCOLAIRE / POUR DES PROGRAMMES SCOLAIRESTEMOIGNANT DES REALITES DES ELEVES AFRO-CARAÏBES ET MUSULMANS Leicester (Royaume-Uni)

Le conseil municipal de Leicester a établi des partenariats avec différentes instances pour produire du matériel pédagogique tenant compte des réalités des musulmans. Ainsi, l'Agence de soutien au développement scolaire (*School Development Support Agency, SDSA*) a participé au projet Pour des programmes scolaires témoignant des réalités des élèves afro-caraïbes et musulmans (*Curriculum Reflecting Experiences of African Caribbean and Muslim Pupils, CREAM*)¹¹². Ce projet de recherche déployé à Leicester a examiné le nombre et la qualité des outils pédagogiques qui rendent

effectivement compte du quotidien des étudiants musulmans et afro-carâibes et qui pourraient être utilisés par l'ensemble des écoles dans le cadre du programme national¹³.

LIGNES DIRECTRICES POUR LES ENSEIGNANTS, GROUPE DE TRAVAIL ISLAM ET ECOLES

Berlin (Allemagne)

Constatant l'insuffisance des ressources proposées aux enseignants relativement aux questions touchant l'islam et les communautés musulmanes, le Groupe de travail islam et écoles (*Arbeitskreis Islam und Schule*) du Sénat de Berlin a entrepris de rédiger des lignes directrices à leur intention¹⁴. Le document fournit des informations générales sur les collectivités musulmanes de Berlin et des données obtenues dans le cadre d'entrevues réalisées auprès de musulmans vivant dans cette ville.

Formation et emploi

Le manque de perspectives d'emploi constitue peut-être le symptôme le plus manifeste de la précarité sociale. Les districts urbains analysés dans ce guide comptent parmi les plus défavorisés d'Europe. Leurs taux de chômage, plus élevés que la moyenne, correspondent aux secteurs dans lesquels les musulmans forment une part importante de la population. Le cycle de la pauvreté, bien connu, doit être brisé : les musulmans et autres groupes marginalisés s'établissent généralement dans les secteurs qui offrent le moins de possibilités de logement, d'éducation, d'emploi et de formation, chacun de ces paramètres exacerbant les autres. Au total, il devient très difficile à ces groupes de s'intégrer dans la société d'ensemble et d'y progresser.

Ainsi que le confirment les recherches sur l'éducation des Fondations pour une société ouverte, les parcours éducatifs cahoteux débouchent généralement sur une participation plus difficile au marché de l'emploi. Les caractéristiques de l'emploi constituent un bon baromètre de la place relative des différents groupes dans la société. L'accès aux formations professionnelles et la participation au marché du travail résident au cœur de l'intégration économique. Celle-ci exige l'existence d'emplois disponibles – mais des emplois qui appartiennent au marché du travail de la société dans son ensemble et qui correspondent aux compétences et au degré de qualification des personnes concernées.

Cette section s'intéresse aux mesures prises pour améliorer la situation des groupes marginalisés en matière d'emploi et pour résorber les obstacles

auxquels ils se heurtent dans l'accès et la participation pleine et entière au marché du travail. Ainsi que l'illustrent les rapports des Fondations, certains de ces obstacles concernent le statut de migrant, tandis que d'autres touchent plus spécifiquement l'appartenance religieuse ou ethnique.

Collecte des données et statistiques

La discrimination et l'inégalité des chances témoignent de la nécessité d'une collecte exhaustive et exacte de données sur les groupes ethniques et religieux. Les données de l'emploi et du chômage ventilées selon l'ethnicité et la religion s'avèrent très utiles pour mesurer la discrimination sur le marché du travail et les inégalités dans différents domaines, de manière à y apporter des solutions efficaces.

De telles données sont toutefois rares pour l'Europe, en particulier en ce qui concerne la religion, et surtout pour les collectivités locales. Si les gouvernements et les autorités municipales reconnaissent l'existence de liens entre la classe sociale, l'ethnicité, le genre, le handicap et les difficultés à s'insérer sur le marché de l'emploi, la religion commence seulement à être considérée comme un facteur significatif à cet égard.

Ce problème tient en partie au fait que, dans ce domaine comme dans d'autres sphères de l'élaboration et de la mise en œuvre des politiques, l'impact de la religion en tant que telle reste généralement difficile à distinguer de celui des autres catégories ou appartenances. Ainsi, la plupart des obstacles auxquels se heurtent les musulmans touchent également de nombreux groupes ethniques : isolement géographique, possibilités d'éducation et de formation restreintes, discrimination et limitation des choix en matière d'emploi. En l'absence de données sur les groupes confessionnels dans la plupart des pays d'Europe, cette catégorie est généralement analysée à la lumière des données sur l'ethnicité. Or,

l'extrapolation de l'appartenance religieuse à partir de l'appartenance ethnique peut donner lieu à des résultats extrêmement peu fiables, voire trompeurs.

LE POINT SUR LA RELIGION ET LES CONVICTIIONS RELIGIEUSES

Waltham Forest, Londres (Royaume-Uni)

Le Conseil de Waltham Forest a mené en 2004 une enquête intitulée « Le point sur la religion et les convictions religieuses » (*Religion and Faith in Focus*)¹⁵. Elle dresse le bilan de la situation en termes d'emploi, de chômage et de niveau de qualification des différents groupes démographiques de Waltham Forest selon leur appartenance religieuse.

Chacun de ces groupes présente une importante diversité. Par exemple, la répartition des membres de la communauté musulmane selon les genres montre que les femmes affichent un taux d'emploi très inférieur à celui des hommes musulmans, mais aussi à celui des femmes d'autres groupes. Les statistiques ne permettent pas de conclure s'il s'agit là d'un choix de leur part ou du résultat d'un manque d'accessibilité au marché du travail. Des recherches de nature plus qualitative devront être menées pour cerner avec exactitude les dynamiques à l'œuvre derrière ces taux de chômage élevés. Le recensement du Royaume-Uni de 2001 fournit néanmoins quelques indications : 52 pour cent des musulmanes sans emploi expliquaient cette situation par le fait qu'elles s'occupaient de leur foyer et de leurs personnes à charge.

Sur le plan local, les statistiques compilées par le district de Waltham Forest révèlent un écart très prononcé entre les hommes musulmans et les femmes musulmanes au chapitre de l'emploi. Si le taux d'emploi des hommes des collectivités pakistanaise et bangladaise se compare favorablement à ceux des autres minorités ethniques, par exemple les populations noires et indiennes, le taux d'emploi des femmes musulmanes

(environ 20 pour cent) reste inférieur à un tiers de ce taux masculin, et très inférieur aussi à la moyenne de 56,9 pour cent pour la population féminine du district dans son ensemble¹¹⁶. Cet écart explique en grande partie la faiblesse du taux d'emploi global des populations bangladaise et pakistanaise du district. Cette tendance se retrouve à l'échelon national : 68 pour cent des femmes musulmanes n'ont pas d'activité économique, contre moins de 30 pour cent pour les femmes blanches et 35 pour cent pour les femmes hindoues ou sikhes¹¹⁷.

PROGRAMME DE RECHERCHE GENRE ET EMPLOI DANS LES MARCHES DU TRAVAIL LOCAUX

Royaume-Uni

Le programme de recherche Genre et emploi dans les marchés du travail locaux (*Gender and Employment in Local Labour Markets, GELLM*) constate que les femmes des minorités ethniques présentent un taux de chômage plus élevé que la moyenne et restent généralement confinées aux secteurs d'emploi les moins bien rémunérés¹¹⁸. Portant sur neuf régions anglaises, cette recherche a montré qu'à Leicester, par exemple, les Indiennes occupent pour la plupart des postes très peu rémunérateurs et sont surreprésentées dans le secteur manufacturier. L'enquête constate également que les femmes des minorités ethniques sont souvent confinées à des « petits boulots ethniques »¹¹⁹.

Cette recherche met en lumière trois défis majeurs : la conception traditionnelle de l'emploi ; l'attitude des gestionnaires et des cadres ; la nécessité, pour les employeurs, de comprendre la pertinence du travail à temps partiel dans tous les types d'emploi. Elle souligne en outre que certains employeurs conservent des préjugés éculés sur les musulmanes, croyant par exemple qu'elles n'acceptent de travailler que dans des milieux professionnels strictement féminins.

L'AFFAIRE DU FOULARD /LE RESEAU CONTRE LA DISCRIMINATION DE
L'ALLIANCE TURQUE DE BERLIN BRANDEBOURG
Berlin (Allemagne)

Dans toute l'Europe, « le problème du foulard » renvoie à différents types de discrimination – sexospécifique, ethnique et religieuse. Ainsi que l'indiquent les recherches du Réseau contre la discrimination de l'Alliance turque de Berlin Brandebourg (*Antidiskriminierungsnetzwerk Berlin des Türkischen Bundes in Berlin-Brandenburg*, ADNB/TBB)¹²⁰, l'interdiction du port du foulard constitue pour les jeunes musulmanes une entrave majeure à l'emploi dans le secteur public allemand (*Öffentlicher Dienst*). Le *Rapport contre la discrimination 2006–2008* de l'ADNB/TBB souligne que les conjonctions multidimensionnelles de motifs de discrimination (par exemple, le genre et la religion) placent les femmes qui portent le foulard en situation de désavantage marqué sur le marché de l'emploi, même si elles sont hautement qualifiées¹²¹.

L'ADNB/TBB est une ONG qui bénéficie du soutien du Sénat de Berlin et du parrainage de l'Association turque de Berlin Brandebourg (*Türkischer Bund in Berlin-Brandenburg*). Elle s'est fixée pour objectif de combattre la discrimination par la mise en œuvre de recherches destinées à informer le public. Elle relève un nombre élevé de cas de discrimination sur le marché du travail, y compris dans le recrutement des stagiaires et les annonces d'offre d'emploi, par exemple l'exigence d'avoir l'allemand pour langue maternelle¹²².

L'ADNB/TBB recommande aux victimes de discrimination religieuse de ne pas se résigner et de garder dans toute la mesure du possible un certain recul, malgré la discrimination subie et le sentiment d'impuissance. Le Réseau revendique la création d'espaces et de programmes destinés à soutenir les jeunes victimes de discrimination et à leur procurer des outils efficaces pour affronter cette situation – par exemple, la mise sur pied de

forums leur permettant de s'exprimer sur ce qu'elles vivent collectivement et d'élaborer ensemble des stratégies de lutte contre la discrimination¹²³.

Conseils et soutien en matière de carrières, de formations et de discrimination dans l'emploi

Les recherches des Fondations pour une société ouverte confirment que le manque d'information sur les formations professionnelles et les possibilités d'emploi constitue un obstacle significatif à l'amélioration de la participation des musulmans au marché du travail. Elles révèlent par conséquent la nécessité de communications plus efficaces relativement aux emplois et aux possibilités de carrière.

Cette section décrit les initiatives d'information et de soutien au cheminement professionnel qui peuvent aider les musulmans à trouver un emploi ou une formation qui leur convienne. Certaines d'entre elles s'adressent spécifiquement aux musulmans ; d'autres les concernent en ceci que la plupart des musulmans de l'Europe de l'Ouest sont des migrants ou descendants de migrants.

TRAVAIL ET FORMATION / KUMULUS Berlin (Allemagne)

KUMULUS est l'un des projets de conseils en éducation et en formation (*Bildungsberatungsprojekt*) les plus anciens et les mieux connus de l'organisme Arbeit & Bildung e.V.¹²⁴. Depuis 1986, Arbeit & Bildung e.V. œuvre à l'intégration professionnelle des jeunes et des adultes défavorisés en leur offrant des services de consultation et de coordination des formations professionnelles.

KUMULUS¹²⁵ a été mis sur pied en 1993 par l'ancienne Commissaire à l'intégration de Berlin, Barbara John. L'organisme intervient au nom du Commissaire à l'intégration et à la migration du Sénat de Berlin et de l'Administration sénatoriale pour l'éducation, la science et la recherche, et il est financé par le Fonds social européen (FSE). Il facilite l'accès des jeunes gens défavorisés aux formations professionnelles et les aide à mener leur programme de formation à terme dans le but de faciliter leur intégration au marché du travail. L'organisme procure des informations et des conseils sur les formations, des services d'orientation professionnelle, de l'aide pour effectuer les démarches d'inscription et de candidature, et du soutien socioéducatif.

Au nombre des défis qu'il doit relever, KUMULUS se heurte notamment au fait que les parents, les enfants, et même les enseignants, méconnaissent souvent la grande diversité des cheminements de carrière qui s'offrent aux jeunes, mais aussi les formations professionnelles et les compétences très utiles qu'elles peuvent permettre d'acquérir. Ainsi, de nombreux parents et enfants ignorent que le certificat de travail qualifié (*Facharbeiterbrief*) jouit d'une bien meilleure réputation que la plupart des diplômes d'éducation supérieure dans les groupes professionnels concernés. Enfin, les immigrants ignorent souvent qu'il n'est pas nécessaire d'être citoyen allemand pour suivre une formation professionnelle : le « permis de séjour accordé à titre exceptionnel » (*Duldung*) y donne également accès.

KUMULUS informe aussi les imams sur les différentes possibilités de carrière qui s'ouvrent aux jeunes et sur les organismes et institutions qui leur viennent en aide à Berlin. Cette initiative est organisée par l'Académie musulmane et le Sénat de Berlin, qui reconnaissent ainsi le rôle important des chefs religieux dans la diffusion des informations dans les collectivités.

RESEAU DE L'ALLEMAGNE DU NORD POUR L'INTEGRATION PROFESSIONNELLE DES MIGRANTS / RESEAU L'INTEGRATION PAR LA QUALIFICATION PROFESSIONNELLE [Réseau IQ]

Allemagne

Le Réseau de l'Allemagne du Nord pour l'intégration professionnelle des migrants (*Norddeutsche Netzwerk zur beruflichen integration von Migrantinnen und Migranten*, NOBI)¹²⁶ offre des informations et des conseils pour aider les minorités ethniques à développer leurs compétences professionnelles en vue de favoriser leur intégration. Le Réseau regroupe 12 organismes affiliés ainsi qu'un certain nombre de partenaires stratégiques établis dans les quatre *Länder* du Nord de l'Allemagne : Hambourg, Brême (Bremen), Schleswig-Holstein et Mecklembourg-Poméranie occidentale (Mecklenburg-Vorpommern). Rassemblant des auto-organisations de migrants, des institutions éducatives et des organismes caritatifs d'expérience, il s'adresse aux immigrants adultes, aux organismes gouvernementaux et non gouvernementaux, aux organisations du secteur de l'emploi, aux entreprises naissantes ainsi qu'aux services d'éducation et de formation des adultes. Il fait également partie du partenariat transnational Diversité et égalité culturelle et ethnique.

Le NOBI est le partenaire en Allemagne du Nord du Réseau (fédéral) L'intégration par la qualification professionnelle [ou Réseau IQ (*Netzwerk Integration durch Qualifizierung*)]¹²⁷, que nous décrivons ci-dessous.

RESEAU IQ Allemagne

Le Réseau IQ (*Netzwerk Integration durch Qualifizierung* – L'intégration par la qualification professionnelle) est un organisme d'information et de conseils dont la mission consiste à améliorer les perspectives d'emploi des immigrants par les consultations, la formation, l'évaluation des

compétences, le renforcement de la maîtrise de l'allemand et l'aide au démarrage d'entreprises. Il fait appel à l'expertise professionnelle d'un réseau national d'organismes regroupant notamment InBeZ (Mainz [Mayence])¹²⁸, Integra.net (Francfort)¹²⁹, KUMULUS-PLUS (Berlin)¹³⁰, MigraNet (Augsbourg)¹³¹, NOBI (Hambourg) et Pro Qualifizierung (Düsseldorf)¹³². Mis sur pied en juin 2005, le Réseau IQ bénéficie de l'appui du ministère fédéral du Travail et des Affaires sociales (*Bundesministerium für Arbeits und Soziales*, BMAS) et de l'Agence fédérale pour l'emploi. Il a été soutenu financièrement par des fonds nationaux et par l'initiative communautaire européenne EQUAL¹³³, financée en partie par le Fonds social européen (FSE).

Q.NET / ASSOCIATION D'AIDE AUX TRAVAILLEURS Brême (Allemagne)

Le projet Q.net de Brême, en Allemagne, a été administré par le NOBI (*Norddeutsche Netzwerk zur beruflichen integration von Migrantinnen und Migranten* – Réseau de l'Allemagne du Nord pour l'intégration professionnelle des migrants) de juillet 2005 à décembre 2007¹³⁴. Ce projet faisait partie du Réseau IQ national et sa gestion avait été confiée à l'un des partenaires du NOBI, l'Association d'aide aux travailleurs (*Arbeiterwohlfahrt*, AWO)¹³⁵. L'AWO offre une vaste gamme de services aux immigrants, aux enfants, aux jeunes, aux personnes âgées, aux femmes ainsi qu'aux personnes ayant un handicap ou une maladie chronique. Le projet était financé par l'initiative européenne EQUAL¹³⁶ et par le ministère allemand du Travail et des Affaires sociales.

La mission de Q.net consistait à améliorer les perspectives d'emploi et de travail indépendant (à son propre compte) pour les immigrants adultes par l'amélioration des programmes de formation et des systèmes d'encadrement et de qualification, dans le contexte des besoins spécifiques des immigrants

et des minorités ethniques¹³⁷. Q.net s'efforçait également d'accroître la participation de sa clientèle cible à ces programmes et systèmes. Il s'adressait aux immigrants âgés d'au moins 27 ans et résidant à Brême, plus particulièrement les personnes d'origine turque ou russe. Les propriétaires d'entreprises naissantes ou déjà implantées étaient admissibles.

COURS D'INTEGRATION POUR LES IMMIGRANTS Hambourg (Allemagne)

Les cours d'intégration destinés aux immigrants et mis en place par le Bureau fédéral pour les migrants et les réfugiés (*Bundesamt für Migration und Flüchtlinge*, BAMF)¹³⁸ bénéficient du soutien financier de la Ville de Hambourg. Des organismes sous contrat sont chargés de fournir différents services dans la municipalité, par exemple un soutien linguistique, des activités de développement des compétences professionnelles, des conseils et une assistance. Le ministère des Affaires sociales, de la Famille, de la Santé et de la Protection des consommateurs (*Behörde für Soziales, Familie, Gesundheit und Verbraucherschutz*) en constitue l'instance responsable et a dressé une liste de fournisseurs de cours d'intégration situés à Hambourg et approuvés par l'antenne du BAMF pour le district de Hambourg-Mitte¹³⁹. Le financement de ces cours est restreint depuis 2011.

BASIS & WOGÉ Hambourg (Allemagne)

Fondée à Hambourg fin 2005, l'ONG laïque Basis & Woge e.V.¹⁴⁰ est un prestataire de services sociaux agréé. Elle offre des interventions éducationnelles aux jeunes gens en situation de crise, des services pour la jeunesse et la famille, des informations et un soutien aux femmes qui sollicitent protection et assistance en cas de mariage forcé ou autres violences familiales, et des recommandations sur toutes les questions régies

par la Loi générale sur l'égalité de traitement (*Allgemeines Gleichbehandlungsgesetz*, AGG). L'ONG travaille particulièrement avec les migrants et compte parmi les rares organismes qui proposent des consultations et un conseil légal aux migrants sur la discrimination au travail. Son personnel possède de nombreuses années d'expérience en consultation et interventions éducationnelles. Il compte dans ses rangs des travailleurs de rue et des travailleurs sociaux d'expérience qui œuvrent notamment à la prévention du sida, interviennent auprès des prostitués hommes et trouvent des refuges ou milieux de vie pour les enfants de la rue. L'équipe de l'ONG compte également des militants des droits des réfugiés qui interviennent auprès des mineurs non accompagnés en provenance de l'Afrique et du Moyen-Orient. Les consultations ont lieu deux fois par mois, en présence d'un avocat spécialiste du droit de l'emploi et de la législation antidiscrimination. Les rencontres se tiennent en allemand ou en anglais, et des services de traduction en d'autres langues sont offerts sur demande.

PROJET CONSEIL AUX REFUGIES ET DEMANDEURS D'ASILE Leicester (Royaume-Uni)

Le Projet Conseil aux réfugiés et demandeurs d'asile (*Refugee and Asylum Seekers Advice Project*, RASAP)¹⁴¹ est subventionné par le Fonds européen pour les réfugiés. Il a été mis sur pied pour combler les lacunes des ressources mises à la disposition des réfugiés et des demandeurs d'asile, qui ont souvent besoin d'assistance pour les questions linguistiques, le logement, l'éducation et l'emploi à leur arrivée à Leicester. Le Projet met à la disposition de sa clientèle deux agents spécialisés dans les allocations, qui procurent des conseils sur les programmes sociaux disponibles et sur l'élaboration des demandes de prestations. Un responsable de la réinstallation des réfugiés participe à la mise sur pied d'un service de soutien visant à favoriser l'intégration des réfugiés dans la collectivité ; il propose également conseils et assistance aux réfugiés qui font l'objet d'un avis d'expulsion dans les 14 jours d'un centre d'hébergement du

Service national d'aide aux demandeurs d'asile (*National Asylum Support Service*, NASS).

Offre de formations et d'emplois

POLITIQUE D'EMPLOI ET INTEGRATION, CONSEIL MUNICIPAL DE COPENHAGUE

Copenhague (Danemark)

L'emploi compte au nombre des six piliers de la politique d'intégration 2007–2010 du conseil municipal de Copenhague¹⁴². À cet égard, la politique vise la résorption de l'écart constaté entre les Danois d'origine et les immigrants dans la participation au marché de l'emploi. Les initiatives ci-dessous ont été mises en œuvre par le conseil municipal de Copenhague afin de concrétiser ces objectifs.

PROJET ASSOCIATION/INTEGRATION ET PROGRAMME LA ROUTE VERS L'EMPLOI CONSEIL MUNICIPAL DE COPENHAGUE

Copenhague (Danemark)

L'objectif du Projet Association/Intégration (*Matchingprojekt Integration*) consiste à mettre en relation des immigrants sans emploi et des entreprises privées. Il établit des partenariats, implante des programmes de soutien linguistique et de formation technique individuels (d'une durée de trois à sept semaines), appuie la mise en place de systèmes de mentorat et de subventions salariales partielles pendant la période d'essai, avec garantie d'emploi si le travailleur suit la formation prévue.

Élaboré et testé en 2009, le Projet est maintenant incorporé en partie au programme plus global La route vers l'emploi (*Jobvejen*). Ce programme

de 12 semaines et fournit un soutien pour les démarches de demandes d'emploi, des conseils, des rencontres dans le cadre de réseaux d'entrepreneurs ainsi que la possibilité d'entrer sur le marché du travail par un stage ou un emploi financé en partie par la municipalité. Les participants reçoivent un certificat qu'ils peuvent joindre à leurs demandes d'emploi subséquentes.

Au total, 480 personnes ont participé au programme en 2010. Parmi celles-ci, 20 à 25 pour cent avaient atteint l'autonomie financière trois mois après la fin de cette démarche. Les concepteurs du programme prévoyaient que plus de 300 participants auraient accès à un emploi financé en partie par les fonds publics, un stage, voire un véritable poste, en 2010. Jusqu'ici, 120 participants ont obtenu un stage ou un emploi partiellement subventionné. Un bilan du programme souligne qu'il s'avère plus efficace pour favoriser l'emploi des immigrants, y compris les musulmans, que celui des Danois d'origine¹⁴³.

D'IMMIGRANT DE DEUXIEME GENERATION A TRAVAILLEUR QUALIFIE DE PREMIERE GENERATION, CONSEIL MUNICIPAL DE COPENHAGUE **Copenhague (Danemark)**

Le réseau d'immigrant de deuxième génération à travailleur qualifié de première génération (*Fra anden generationsindvandrer til første generationshåndværker*) vient en aide à plus de 100 apprentis des métiers de la construction de l'École technique de Copenhague (*Københavns Tekniske Skole*). L'objectif de ce réseau consiste à permettre aux participants de se faire mutuellement part des réalités qu'ils vivent et à élaborer des stratégies pour favoriser la persévérance dans l'apprentissage et surmonter les préjugés ainsi que les conflits entre employeurs, collègues et apprentis.

Les activités du Réseau ont permis de repérer un certain nombre d'obstacles structurels majeurs. En particulier, elles ont permis de constater qu'il est

généralement admis que c'est à l'étudiant lui-même qu'incombe la responsabilité de se trouver un stage. Au Danemark, la coutume veut que les étudiants fassent appel à leur réseau personnel pour obtenir un stage. Dans ce contexte, les jeunes des minorités ethniques partent souvent avec un handicap. Le Réseau a également déterminé que des stagiaires se sont trouvés aux prises avec le racisme et l'intimidation. Un bilan des activités du Réseau établi en 2010 souligne que les stagiaires musulmans ou d'ascendance musulmane se voient constamment infligés des remarques désobligeantes sur leur religion et leur appartenance ethnique et sont tenus pour personnellement responsables des événements qui agitent le monde arabe. Le bilan propose des stratégies pour éliminer ces entraves¹⁴⁴.

LE PROJET BIBLIOTHEQUES, CONSEIL MUNICIPAL DE COPENHAGUE Copenhague (Danemark)

Dans quatre districts de Copenhague, quatre personnes provenant de minorités ethniques ont obtenu un emploi permanent dans les bibliothèques publiques dans le cadre d'un projet déployé par le conseil municipal de Copenhague. Cette instance intervient également pour promouvoir les demandes d'emploi d'autres candidats et candidates des minorités ethniques.

L'objectif du Projet consiste à accroître le nombre des employés des bibliothèques qui proviennent des minorités ethniques, à établir des centres d'apprentissage novateurs et à développer dans les bibliothèques des services destinés spécifiquement aux minorités ethniques. Encadré par le conseil municipal, le Projet a remporté un franc succès. En 2009, plus de 12 000 personnes ont participé aux activités organisées dans le cadre du Projet – trois fois plus que prévu¹⁴⁵.

POLITIQUE D'EMBAUCHE DES DIPLOMES UNIVERSITAIRES, CONSEIL
MUNICIPAL DE COPENHAGUE
Copenhague (Danemark)

Dans sa politique d'intégration 2007–2010, le conseil municipal de Copenhague souligne que la municipalité peut exercer une incidence importante sur l'intégration au marché du travail par sa propre politique d'embauche. La politique énonce ainsi l'un des objectifs qu'elle vise : doter les différents secteurs de l'économie d'une main-d'œuvre qui reflète la composition démographique de la ville¹⁴⁶. En 2007, les immigrants ne représentaient que 2,6 pour cent des diplômés universitaires employés par le conseil, alors que le taux de diplômés de l'enseignement supérieur parmi les immigrants de Copenhague s'élève à près du double.

Pour accroître le nombre des diplômés universitaires originaires des minorités ethniques dans l'administration publique, le conseil ouvre maintenant chaque année une trentaine d'emplois d'intégration et de stage aux personnes issues de l'immigration. Un bilan de la politique d'intégration du conseil établi en 2010 constate que 90 personnes ont ainsi obtenu des postes de niveau universitaire ou autre sur une période de trois ans. En outre, 50 stages ont été offerts aux jeunes des minorités ethniques dans les différents services administratifs du conseil¹⁴⁷.

Les personnes qui ne sont pas d'origine occidentale représentaient 12,8 pour cent de l'effectif municipal de Copenhague en 2010, contre 9,5 pour cent en 2007. Néanmoins, ces employés continuent d'occuper généralement des postes non qualifiés ou restent confinés dans des services qui n'exigent pas un niveau d'instruction élevé. Constatant l'écart persistant dans les postes de niveau universitaire, le bilan 2010 du conseil se demande si la création annuelle de 30 emplois d'intégration et de stage est de nature à rapprocher la composition de l'effectif de celle de la population de Copenhague dans son ensemble¹⁴⁸.

EMPLOIS SUBVENTIONNES, CONSEIL MUNICIPAL DE ROTTERDAM Rotterdam (Pays-Bas)

Le conseil municipal de Rotterdam a annoncé en mars 2008 la mise sur pied d'un nouveau programme d'emplois subventionnés pour les chômeurs de plus de 45 ans¹⁴⁹. Cette initiative s'adresse spécifiquement aux personnes qui ne possèdent pas les compétences linguistiques, les aptitudes sociales ou les savoirs techniques modernes indispensables pour trouver un emploi. Contrairement à des programmes antérieurs d'emplois subventionnés, qui finançaient les emplois eux-mêmes (et ne bénéficient plus aujourd'hui du soutien politique et financier du gouvernement), celui-ci se caractérise par le fait que le conseil assume le coût que la formation de ces employés ainsi que les mesures mises en œuvre pour les assister dans leur travail représentent pour l'employeur.

ESPRIT D'INITIATIVE Rotterdam (Pays-Bas)

Le projet Esprit d'initiative (*Daadkracht*)¹⁵⁰ permet à des immigrants d'étudier en vue de l'obtention d'un diplôme professionnel s'ils n'ont pu le faire par manque de moyens financiers, insuffisance de leur niveau d'instruction, lacunes dans leurs compétences linguistiques en danois, obligation de s'occuper d'enfants à charge, ou s'ils sont titulaires d'un diplôme étranger qui n'est pas reconnu aux Pays-Bas. Ces études prévoient des stages. Selon le Pacte du Sud (*Pact op Zuid*), un projet multi-investissements visant à améliorer les conditions de vie et les perspectives d'emploi, elles permettent l'intégration au marché du travail dans la plupart des cas. Ainsi, entre avril et septembre 2008, 60 personnes ont suivi des études en commerce de détail et services de traiteur, et la majorité d'entre elles ont trouvé un emploi rémunéré à l'issue de leur parcours.

Entre autres programmes d'études, l'initiative propose une formation en éducation de la petite enfance qui dure un an et demi, mais dont les stages commencent dès le sixième mois des études¹⁵¹. La mise en place de projets de coopération avec les employeurs et de formations personnalisées de ce type pourrait s'avérer efficace également dans d'autres villes des Pays-Bas et de l'Europe.

« NOUS SOMMES HAMBOURG ! VOUS AUSSI ? »

Hambourg (Allemagne)

La Ville de Hambourg s'impose comme l'un des fournisseurs de services de formation professionnelle les plus importants de la municipalité. Elle offre ainsi de nombreuses formations et des programmes d'études se rapportant à plus de 40 types d'emplois. Il n'est pas indispensable d'être de nationalité allemande pour devenir fonctionnaire ou employé de l'administration de Hambourg. Néanmoins, les jeunes gens provenant de l'immigration sont généralement sous-représentés dans ce milieu. En 2006, le Sénat de Hambourg a par conséquent décidé de faire passer le quota des candidatures et le nombre des jeunes gens issus de l'immigration formés dans l'administration municipale à 20 pour cent de l'embauche à horizon 2011. Cette politique s'adressait principalement aux jeunes titulaires d'un certificat de formation technique secondaire ou d'études secondaires. Elle prévoyait que les jeunes diplômés de l'école secondaire pouvaient demander à suivre une formation professionnelle.

Pour atteindre cet objectif de 20 pour cent, le Bureau du personnel (*Personalamt*), le Centre pour l'éducation et la formation (*Zentrum für Aus- und Weiterbildung, ZAF*), le ministère de la Justice, le ministère des Affaires intérieures et le ministère des Finances ont élaboré conjointement la campagne « Nous sommes Hambourg ! Vous aussi ? » (*„Wir sind Hamburg! Bist Du dabei?“*)¹⁵². En 2009, 85 des 577 nouveaux stagiaires (14,7 pour cent)

provenaient de l'immigration, un chiffre qui témoigne d'une tendance positive amorcée antérieurement (12,4 pour cent en 2008 ; 10,9 pour cent en 2007; 5,2 pour cent en 2006). Les pays d'origine les plus fortement représentés par ces nouveaux stagiaires étaient les suivants : Turquie, Pologne, Russie et Kazakhstan. Le Sénat prévoit que le pourcentage cible sera atteint en 2011 dans les échelons inférieurs et intermédiaires de l'administration (catégories moyenne et supérieure des services) ainsi que dans les secteurs comparables (par exemple, les postes de commis administratif ou judiciaire)¹⁵³. Les membres de l'administration de Hambourg considèrent cette initiative et cette campagne comme de francs succès.

En mars 2010, Hambourg et Berlin ont soumis au Sommet de l'intégration (*Integrationipfel*) une proposition visant à élaborer une collecte de données fiable et juridiquement sûre concernant le personnel issu de l'immigration.

INSTANCE DE CONSEIL ET DE COORDINATION DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE POUR LES JEUNES MIGRANTS **Hambourg (Allemagne)**

En mai 2002, l'ancien Premier maire de Hambourg, le conservateur Ole von Beust (2001–2010), a rencontré des entreprises, des chambres de commerce et de métier, des associations ainsi que des syndicats pour déterminer conjointement un plan d'action pour l'intégration des jeunes migrants en matière de formation et d'emploi, en collaboration avec le Sénat de Hambourg. Financée par le FSE et la Ville de Hambourg, l'Instance de conseil et de coordination de la formation professionnelle pour les jeunes migrants (*Beratungs- und Koordinierungsstelle zur beruflichen Qualifizierung von jungen Migrantinnen und Migranten*, BQM)¹⁵⁴ a été créée la même année sous les auspices du Centre de coordination pour la formation et l'emploi (*Koordinierungsstelle Weiterbildung und Beschäftigung*, KWB) afin d'assurer la mise en œuvre du plan.

Un plan d'action pour l'intégration des jeunes issus de l'immigration a été adopté en mai 2006, assorti d'un objectif de création de 2 000 places en formation et possibilités d'emploi additionnelles pour les jeunes issus de l'immigration, et ce, dans les deux ans. La BQM a été désignée comme instance coordonnatrice pour les entreprises et autres partenaires. L'objectif de 2 000 places en formation a été largement dépassé. Du fait de ce succès, le plan d'action adopté en mai 2008 intégrait également un volet de développement des compétences.

La BQM a implanté une large gamme d'activités visant à rendre les critères de sélection des emplois et des formations plus justes et plus accessibles aux jeunes issus de l'immigration. En particulier, l'Instance a élaboré des tests d'évaluation interculturelle ainsi qu'un guide de l'intervention transculturelle auprès des parents. Elle a également mis sur pied une agence spécifiquement chargée d'aider les jeunes migrants à trouver un emploi. Enfin, en ce qui concerne les employeurs, l'Instance remet annuellement un prix aux entreprises qui se révèlent les plus efficaces dans l'embauche de stagiaires issus de l'immigration, la BQM assurant les décisions opérationnelles ainsi que la coordination du processus de sélection¹⁵⁵. Le choix de l'entreprise gagnante repose sur 15 critères.

CHAMBRE DES METIERS DE HAMBOURG Hambourg (Allemagne)

Instaurée en 1873, la Chambre des métiers (*Handwerkskammer*)¹⁵⁶ de Hambourg est une instance autonome qui œuvre dans le secteur des métiers qualifiés. Elle représente 15 000 petites et moyennes entreprises et 129 000 personnes travaillant dans des entreprises hambourgeoises de ce type. Cette instance au statut de personne morale de droit public à but non lucratif offre de nombreux services visant à promouvoir le développement et le maintien d'un secteur des métiers fort et concurrentiel à Hambourg. En

particulier, elle lutte contre la pénurie de main-d'œuvre qualifiée par l'adoption de mesures spécifiques d'intégration des migrants au marché de l'emploi de la ville, par exemple en donnant une plus grande visibilité aux entreprises fondées par des migrants et en favorisant leur pérennisation, et en procurant du soutien aux migrants qui travaillent dans les métiers manuels. La Chambre incite les réseaux entrepreneuriaux à intégrer des entreprises fondées par des migrants dans leurs rangs et s'efforce d'accroître la participation des migrants dans toutes les institutions du secteur des métiers¹⁵⁷.

FORUMS DE RECRUTEMENT

Paris (France)

La Ville de Paris organise des forums de recrutement qui mettent en relation des employeurs et de jeunes chercheurs d'emploi d'origine étrangère ou vivant dans des banlieues défavorisées. Plusieurs regroupements travaillent à cet objectif avec la Ville de Paris, par exemple *IMS-Entreprendre pour la Cité*¹⁵⁸, un organisme à but non lucratif fondé en 1986 à l'initiative de chefs d'entreprises français. Grâce à son réseau de plus de 200 entreprises membres, il incite les entreprises à s'acquitter de leurs responsabilités envers la société dans son ensemble. Il les invite et les aide à adopter des pratiques sociétales avantageuses pour les collectivités dans lesquelles elles sont implantées et porteuses d'une plus grande équité sociale, dans le cadre de leurs politiques de responsabilité envers la société (lesquelles devraient notamment concerner le rôle civique de l'entreprise, la diversité et l'inclusion dans les milieux de travail, l'apport de l'entreprise au développement économique et social dans les secteurs urbains défavorisés, et l'innovation sociétale)¹⁵⁹. L'organisme travaille avec des entreprises françaises à la prévention de la discrimination et à la promotion de la diversité dans les milieux de travail et dans les politiques d'embauche.

CONSEIL DES REFUGIES

Schleswig-Holstein (Allemagne)

Le Conseil des réfugiés (*Flüchtlingsrat*) du Schleswig-Holstein a élaboré des lignes directrices qui encadrent la reconnaissance des certificats de fin d'études, des qualifications professionnelles et des titres universitaires obtenus en dehors de l'Allemagne, et qui pourraient être adaptées et utilisées dans d'autres régions¹⁶⁰. Le ministère fédéral du Travail et des Questions sociales a par ailleurs élaboré un projet de loi sur la reconnaissance des diplômes étrangers¹⁶¹.

Fondé en 1991, le Conseil des réfugiés chapeaute tous les programmes de solidarité et d'aide aux réfugiés mis en œuvre dans le Schleswig-Holstein. Il offre des services de relations publiques et plaide la cause des réfugiés et des migrants devant les instances gouvernementales et le gouvernement du *Land*. Il est également membre du groupe national de travail pour les réfugiés, PRO ASYL¹⁶², une confédération d'organismes, d'églises, de syndicats, de regroupements d'aide et d'associations des droits de la personne allemands qui œuvrent à la défense et à la promotion des droits des réfugiés.

Promotion de l'entrepreneuriat

AUTO-ORGANISATIONS DE MIGRANTS

Hambourg (Allemagne)

En Allemagne, les « auto-organisations de migrants » (*Migrantenselbstorganisationen*, MSO) sont des regroupements administrés par des migrants pour aider les migrants. À Hambourg, par exemple, l'organisme Entrepreneurs sans frontières (*Unternehmer ohne Grenzen*,

UoG)¹⁶³ et l'Association des jeunes entreprises et des entrepreneurs turcs (*Arbeitsgemeinschaft türkischer Unternehmer und Existenzgründer, ATU*)¹⁶⁴ ont été mis sur pied par des entrepreneurs migrants pour stimuler et soutenir d'autres entrepreneurs migrants, actuels ou potentiels. Ils procurent aux immigrants des informations sur la formation, le travail indépendant et le démarrage d'entreprises, et leur indiquent comment entrer en communication avec les banques, les chambres de commerce et les autres instances financières. Ils peuvent également aider à l'obtention de microcrédit et informer les travailleurs indépendants sur les procédures à suivre pour engager des stagiaires ou établir des prévisions budgétaires¹⁶⁵.

CENTRE DE CONSEIL IFS Suède

Le Centre de conseil IFS (*Insamlingsstiftelsen IFS rådgivningscentrum*)¹⁶⁶ est une association indépendante à but non lucratif qui travaille avec les entreprises des minorités ethniques établies en Suède et pour elles. Établi en 1996 sous le nom « Association des entrepreneurs internationaux en Suède » (*Internationella Företagarföreningen i Sverige*) dans le but de venir en aide aux personnes issues de l'immigration désireuses de fonder ou gérer une entreprise, l'organisme s'est donné pour mission de stimuler l'entrepreneuriat dans les populations migrantes et de protéger les entrepreneurs migrants et favoriser leur avancement par le perfectionnement de leurs compétences et par des activités de sensibilisation de l'opinion publique. L'IFS œuvre également à l'instauration de réseaux entre les entreprises fondées ou dirigées par des migrants et les autres entreprises et organisations des secteurs public et privé.

Pour souligner le dynamisme de l'entrepreneuriat migrant et son apport à la société, l'IFS a créé en 1999 les prix Nouvel entrepreneur de l'année (*Årets Nybyggare*) sous les auspices de Sa Majesté Carl XVI Gustaf. Ces prix sont

décernés à des personnes issues de l'immigration qui vivent en Suède et ont fondé une entreprise dans un laps de temps relativement court et avec des ressources limitées (les entreprises « Jeunes pousses »), ou qui vivent en Suède depuis plus longtemps et ont bâti une entreprise florissante et novatrice dans son secteur d'activité (les « Pionnières »).

L'IFS procure des services de soutien aux immigrants qui souhaitent fonder leur entreprise ou qui gèrent déjà leur propre entreprise. L'organisme offre ses services dans toute la Suède et en différentes langues. L'IFS est administré par l'ALMI¹⁶⁷, un organisme public de financement et de conseil qui soutient l'entrepreneuriat et les petites et moyennes entreprises par l'intermédiaire de ses bureaux régionaux.

ENTREPRENEURS SANS FRONTIERES

Hambourg (Allemagne)

Fondée en 2000, l'ONG Entrepreneurs sans frontières (*Unternehmer ohne Grenzen*) se veut le porte-parole des immigrants pour les questions de démarrage d'entreprises, d'éducation et de formation. Elle établit des ponts entre les migrants, d'une part, et les institutions publiques, les chambres de commerce, les chambres des métiers et les autorités, d'autre part, afin d'aider les migrants à participer plus activement à la vie économique et sociale.

ASSOCIATION DES JEUNES ENTREPRISES ET DES ENTREPRENEURS TURCS

Hambourg (Allemagne)

Fondée en 1998, l'Association des jeunes entreprises et des entrepreneurs turcs (*Arbeitsgemeinschaft türkischer Unternehmer und Existenzgründer*, ATU) procure de la formation professionnelle et du conseil en démarrage d'entreprises aux entrepreneurs immigrants pour les aider à s'établir. Cette ONG accompagne les entrepreneurs étrangers dans les premières étapes de leur indépendance économique, leur procure des conseils et s'efforce de leur

faire obtenir le statut d'instructeur pour le programme fédéral de formation théorique et pratique école/entreprise. Elle a été mise sur pied pour répondre à une préoccupation de la Chambre de commerce de Hambourg, qui considérait que les travailleurs indépendants étrangers avaient besoin d'assistance pour accéder aux programmes d'aide au démarrage d'entreprises offerts par différentes institutions.

L'ATU a constitué en 2006 la Hamburg GmbH Plus¹⁶⁸ pour mettre en valeur le potentiel considérable des entreprises dont les propriétaires sont d'origine étrangère. En 2007 est né de l'ATU le Consortium des immigrants indépendants (*Arbeitsgemeinschaft selbstständiger Migranten e.V., ASM*)¹⁶⁹, qui offre aux personnes de toutes nationalités des services de consultation, des informations, des conseils, des formations et des recommandations en matière de démarrage d'entreprises. Ensemble, Hamburg Plus, l'ASM, la Fondation pour les immigrants de Hambourg (*Hamburger Stiftung für Migranten*)¹⁷⁰ et l'ATU forment le Centre de compétences pour les migrants de Hambourg (*Kompetenzzentrum für Migranten in der Hamburger City*).

RETRA Berlin (Allemagne)

Le projet ReTra – Convergence régionale pour la promotion et l'intégration des entrepreneurs étrangers (*Regionale Transferstelle zur Förderung und Integration ausländischer Unternehmer*)¹⁷¹ a été mis sur pied par le bureau du conseil de l'arrondissement de Friedrichshain-Kreuzberg. L'objectif du ReTra consiste à développer les liens entre les entreprises étrangères, les services de consultation et les autorités allemandes afin de favoriser le déploiement des compétences interculturelles et de promouvoir l'avancement et l'intégration des entrepreneurs étrangers, particulièrement turcs, dans le district de Friedrichshain-Kreuzberg.

Soutien à l'emploi pour les femmes

Les recherches ainsi que les statistiques officielles sur l'emploi montrent que les femmes des groupes marginalisés sont plus défavorisées que les hommes de ces mêmes groupes sur le marché de l'emploi européen. Les initiatives ci-dessous ont été implantées dans le but précis d'aider les femmes dans les domaines de la formation et de l'emploi.

LES MERES DU DISTRICT, CONSEIL MUNICIPAL DE COPENHAGUE Copenhague (Danemark)

Le conseil municipal de Copenhague a mis sur pied le projet Les mères du district (*Bydelismødre*) dans le cadre de sa politique d'intégration 2007-2010. Ce projet particulièrement fructueux permettait à 42 femmes défavorisées et marginalisées vivant dans cinq districts de la municipalité de Copenhague de cumuler une formation et un emploi à temps partiel au maximum sept heures par semaine. L'objectif du projet était d'amener ces femmes à entrer en contact avec d'autres immigrantes isolées vivant dans des logements sociaux et de les inciter à participer à la vie de la collectivité et à des activités scolaires¹⁷². En 2010, ce projet a remporté le Prix de l'intégration sur nomination du ministère de l'Intégration.

Le projet a fait l'objet d'une évaluation positive et ses retombées ont été analysées lors d'une conférence¹⁷³. En dépit de ce succès, le conseil municipal de Copenhague et le ministère de l'Intégration ne l'ont pas classé parmi leurs priorités budgétaires 2011-2012, privilégiant plutôt des programmes d'intégration dans 10 écoles publiques sélectionnées ainsi que différentes activités de lutte contre la discrimination. En décembre 2010, l'Administration de l'intégration et de l'emploi a réussi à obtenir des fonds pour assurer la survie du projet jusqu'en 2011, moyennant un recours plus important au bénévolat. À partir de 2012, le projet sera toutefois privé de tout financement municipal ; il risque actuellement la fermeture¹⁷⁴.

VLAM

Slotervaart (Pays-Bas)

Le *Vlam* (Flamme)¹⁷⁵ est un centre de formation et d'emploi pour femmes établi dans l'arrondissement de Slotervaart depuis 2008. Il procure aux femmes le soutien, les services éducationnels et la formation nécessaires pour entrer sur le marché du travail. Il fournit également des informations, des conseils individuels en cheminement de carrière (par exemple, des cours sur la formulation des candidatures et la rédaction des curriculum vitæ), ainsi que des formations en informatique.

NISA FOR NISA

Slotervaart (Pays-Bas)

En collaboration avec Nisa for Nisa¹⁷⁶, une association locale de femmes, l'arrondissement de Slotervaart, à Amsterdam, a organisé en 2008 un marché de l'emploi dans les locaux mêmes de l'association. Cet événement a permis aux candidates de rencontrer différents employeurs potentiels, entre autres les services de police et l'agence municipale de transport. En raison des liens qu'elle entretient avec les femmes marocaines (et, dans une moindre mesure, turques) de Slotervaart, l'association Nisa for Nisa s'est imposée au fil des ans comme un partenaire d'importance pour l'arrondissement.

Comme elle organise des activités pour lutter contre l'isolement et la marginalisation des femmes dans les collectivités locales, l'association Nisa for Nisa a été décrite plus en détail dans le chapitre sur l'identité, l'appartenance et les interactions.

Logement

Dans les 11 villes étudiées dans le cadre des recherches des Fondations pour une société ouverte, les minorités ethniques et les groupes confessionnels sont surreprésentés parmi les résidents les plus pauvres et les plus défavorisés par rapport à la part qu'ils représentent dans la population en général. Ces recherches montrent en particulier que ces résidents défavorisés manquent d'accessibilité aux logements sociaux à long terme et restent astreints à des conditions de logement médiocres. Ils vivent souvent dans des habitations surpeuplées et des secteurs malpropres, dangereux et déplaisants n'offrant qu'un accès restreint aux écoles, aux possibilités d'emploi, aux centres et services sociaux ainsi qu'aux espaces récréatifs et terrains de jeux de qualité. Ces facteurs entravent considérablement leur mobilité sociale ascendante et leur intégration à la société dans son ensemble.

Ces problèmes étant communs à tous les résidents pauvres des secteurs urbains défavorisés, rares sont les programmes de logement qui s'intéressent à des groupes ethniques ou religieux particuliers. Dans toute l'Europe, les stratégies de logement sont généralement conçues en fonction de catégories strictement socioéconomiques. L'ethnicité et la religion jouent pourtant un rôle majeur dans ces problématiques. Comme nous l'indiquons plus haut, les statistiques confirment la surreprésentation des musulmans et de la plupart des autres minorités ethniques et groupes confessionnels dans les logements sociaux et les quartiers les plus pauvres de l'Europe. Ainsi que l'indiquent par ailleurs les recherches des

Fondations, les résidants de ces secteurs sont généralement convaincus qu'ils font l'objet d'une discrimination fondée sur leur ethnicité ou leur religion dans l'attribution des logements et le déploiement des services. Certains problèmes de logement frappent aussi plus particulièrement certains groupes ethniques ou confessionnels. Ainsi, la surpopulation résidentielle peut toucher plus spécifiquement les musulmans parce qu'ils ont souvent des familles nombreuses et parce que les enfants continuent généralement de vivre chez leurs parents jusqu'à un âge plus avancé ou jusqu'au mariage. Certains musulmans peuvent par ailleurs avoir de la difficulté à acheter une maison, car la loi islamique proscrit les prêts hypothécaires conventionnels. Enfin, de nombreux groupes religieux tiennent à s'établir près de leurs lieux de culte et de prière¹⁷⁷.

Ce chapitre présente des pratiques efficaces de prévention ou de résolution des problèmes de logement touchant les groupes ethniques ou confessionnels défavorisés et marginalisés. Il décrit aussi des initiatives s'adressant aux migrants car, ainsi que les recherches le confirment, la majeure partie des personnes les plus défavorisées en matière de logement sont issues de l'immigration. Ce chapitre fait également état de programmes plus larges d'amélioration de la qualité des habitations et d'accessibilité au logement, deux objectifs inextricablement liés au développement et au maintien d'une identité et d'une appartenance communes. Les recherches des Fondations montrent que le marché du logement et les programmes de dynamisation des secteurs résidentiels peuvent favoriser la ségrégation et l'éviction des résidants les plus pauvres au profit de la classe moyenne. Les personnes ainsi déplacées doivent alors emménager dans un autre quartier défavorisé proposant des logements bon marché. Les répondants des études observent que les quartiers évoluent ainsi au profit des plus riches, détruisant au passage les collectivités existantes ainsi que la diversité et la tolérance qui s'y sont développées.

Projets de revitalisation urbaine

INITIATIVES D'INTEGRATION ET DE LOGEMENT, CONSEIL MUNICIPAL DE COPENHAGUE

Copenhague (Danemark)

Le Danemark compte 29 secteurs définis comme formant des « ghettos ». Dix d'entre eux sont situés à Copenhague, dont trois dans le quartier Nørrebro (Mjølnerparken, Aldersrogade et Lundtoftegade)¹⁷⁸. Selon la définition qu'en donne le gouvernement, trois critères doivent être réunis pour qu'un secteur soit considéré comme un ghetto : les migrants constituent au moins 50 pour cent de sa population ; le taux de chômage s'établit à plus de 40 pour cent ; au moins 2,7 pour cent de ses habitants ont déjà été reconnus coupables d'un crime¹⁷⁹.

La Stratégie nationale du gouvernement contre la ghettoïsation a été conçue pour éliminer ces ghettos et « sociétés parallèles »¹⁸⁰ et pour prévenir leur formation par des mesures visant à modifier la composition démographique des logements sociaux. La politique du logement de la municipalité de Copenhague est étroitement arrimée à cette politique nationale. Le chef de la police de Copenhague (Johan Reimann) ainsi que des chercheurs et des travailleurs sociaux du secteur du logement considèrent cependant que des stratégies de lutte contre la pauvreté dans ces « ghettos » s'avéreraient plus efficaces pour résorber le problème. De telles stratégies devraient par ailleurs tenir compte du fait que la population de ces ghettos compte un nombre de jeunes proportionnellement plus élevé que la moyenne de la ville ou du pays, et que la plupart d'entre eux sont peu instruits et ne bénéficient pas du même accès aux installations sportives et aux espaces de regroupement que les autres jeunes du Danemark¹⁸¹. Par exemple, plus de la moitié des habitants du secteur Mjølnerparken (dans le quartier Nørrebro) ont moins de 18 ans.

Le conseil municipal de Copenhague a également pris plusieurs mesures de développement des collectivités locales et consenti différents types d'investissement pour revitaliser les zones de logement social. En 2010, 231 de ces projets de revitalisation avaient été menés à terme et 53 autres étaient encore en cours. De plus, le ministère de l'Intégration a financé ou finance 60 projets d'intégration (actuellement terminés ou en cours)¹⁸². Ils visent notamment à promouvoir les activités sociales, culturelles et sportives, améliorer l'accès des femmes migrantes au marché de l'emploi et soutenir des clubs d'enfants, de jeunes, de femmes et de personnes âgées.

L'un de ces projets consistait par exemple à établir un club pour les hommes âgés arabophones dans le quartier de Nørrebro. Prenant acte de la nécessité d'activités pour les jeunes, d'autres programmes locaux ont établi un réseau de soutien scolaire pour les enfants, organisé des visites dans les musées ou implanté des clubs d'activités dans la rue pour les jeunes de 13 à 18 ans. En 2009–2010, 18 équipes d'intervention sur le terrain ont fait participer près de 350 jeunes à des activités de rue (musique, break-dance, basketball, football...) pour compléter la gamme des activités encadrées déjà proposées par les clubs de jeunes et clubs sportifs existants.

Discrimination et ségrégation résidentielles

CAMPAGNE DE LUTTE CONTRE LA DISCRIMINATION, HALDE France

La Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité (HALDE)¹⁸³ a mis sur pied une campagne d'information pour répondre aux inquiétudes grandissantes entourant la discrimination dans les secteurs du logement public et privé. L'organisme a rédigé des brochures à l'intention

des propriétaires et des agences immobilières afin de les informer sur la législation antidiscrimination en vigueur et les aider à se conformer au principe fondamental de non-discrimination¹⁸⁴. En décembre 2005, la HALDE a également signé une entente avec la Fédération nationale de l'immobilier (FNAIM), l'un des syndicats français les plus puissants de ce secteur professionnel, en vue de promouvoir l'implantation de pratiques antidiscriminatoires efficaces dans le secteur immobilier. Il est à noter que le Défenseur des droits remplace le Médiateur de la République, la HALDE, la Commission nationale de déontologie de la sécurité ainsi que plusieurs autres instances de défense et de promotion des droits depuis le 1^{er} mai 2011.

Initiatives de logement locales et projets de quartier

INTERVENANTS EN DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE SOMALIENS, CONSEIL MUNICIPAL DE LEICESTER

Leicester (Royaume-Uni)

La Stratégie de logement pour la communauté noire et les minorités ethniques 2004 du conseil municipal de Leicester¹⁸⁵ relève qu'en matière de logement, la communauté somalienne a surtout besoin d'habitations vastes pouvant accueillir des familles nombreuses. Elle constate par ailleurs que cette communauté connaît mal les programmes offerts par les Services du logement, et souligne la nécessité de l'informer à ce sujet¹⁸⁶. C'est dans cette optique que l'équipe de la Gestion du logement des Services du logement du conseil municipal de Leicester a déployé des intervenants en développement communautaire somaliens dans le secteur St Matthews – une initiative dont la communauté somalienne a largement vanté la pertinence par rapport à ses besoins spécifiques¹⁸⁷.

ASSOCIATION LOGEMENT ET QUALITE DE VIE Leicester (Royaume-Uni)

L'Association Logement et qualité de vie (*Foundation Housing Association, FHA*)¹⁸⁸ a remporté en 2007 un prix national de la Fédération des organismes de logement de la communauté noire (*Federation of Black Housing Organisations, FBHO*) pour un projet d'accompagnement ad hoc s'adressant aux locataires de Leicester les plus vulnérables¹⁸⁹. La plupart d'entre eux se trouvent aux prises avec des difficultés complexes exigeant un soutien ciblé, par exemple l'isolement social, les problèmes de santé mentale, l'alcoolisme et la toxicomanie.

Organisme spécialisé dans le déploiement de services de logement pour la communauté noire et les minorités ethniques (CNME), la FHA a été fondée en 1990 avec l'objectif principal d'offrir de l'aide et des services en matière de logement aux Afro-Caraïbes de Leicester. L'Association répond aussi à d'autres besoins des résidents de la communauté, quelle que soit leur appartenance culturelle.

MERES SANS FRONTIERES Berlin (Allemagne)

Les citadins, et plus particulièrement les parents, s'inquiètent de la présence croissante des drogues dans leur quartier et du risque qu'elles représentent pour les enfants et les adolescents. En 2005, neuf mères turques se sont unies sous le nom de « Mères sans frontières » (*Mütter ohne Grenzen*)¹⁹⁰ pour combattre ce problème en patrouillant dans les rues la nuit, la police leur ayant indiqué que, faute de ressources, elle ne prendrait aucune mesure contre les petits trafiquants du secteur¹⁹¹. Cette initiative témoigne de la capacité des habitants d'un quartier à mettre en œuvre des interventions collectives peu coûteuses pour améliorer la qualité de vie dans leur environnement immédiat.

LES MERES DU DISTRICT

Berlin (Allemagne)

Efficace et bien connu du grand public, le projet Les mères du district (*Stadtteilmütter*)¹⁹² de Berlin a d'abord été implanté dans le quartier Neukölln, pour essaimer ensuite à Kreuzberg. Il procure des services de formation et d'information aux femmes des minorités ethniques et leur fournit les ressources nécessaires pour conseiller les autres résidents sur certains aspects cruciaux de la vie quotidienne dans le quartier. Par exemple, elles leur expliquent les procédures complexes des institutions et des organismes et les aident à trouver des cours de langue qui leur conviennent. L'objectif premier de cette initiative est d'autonomiser les femmes en améliorant leur situation d'emploi, en les amenant à participer plus activement à la vie de la collectivité dans son ensemble, et en les incitant à convaincre leurs voisins de jouer un rôle plus important dans le quartier.

Enracinés dans la collectivité locale, les projets de ce type bénéficient de l'extraordinaire savoir culturel et social de leurs participants sur les communautés et le quartier, mais aussi des contacts qu'ils entretiennent dans le secteur et qui leur permettent de renforcer le tissu social. En amenant les habitants du quartier à lutter ensemble contre des problèmes communs, ces initiatives de terrain contribuent aussi à prévenir la ségrégation et à favoriser le déploiement d'un sentiment d'attachement et de solidarité envers la collectivité.

ENTRAIDE DES LOCATAIRES

Hambourg (Allemagne)

L'organisme Entraide des locataires (*Mieter helfen Mieter*)¹⁹³ soutient les locataires dans leurs plaintes et revendications relatives à leur logement. Il offre des conseils pour la résolution des conflits dans les quartiers et assure le suivi des plaintes pour discrimination concernant le logement.

UN CENTRE-VILLE POUR TOUS Marseille (France)

Organisme de la société civile, Un centre-ville pour tous a été fondé en 2000 pour réagir aux projets de revitalisation urbaine de la Ville de Marseille¹⁹⁴. Comptant parmi ses membres d'ex-fonctionnaires et des fonctionnaires en exercice bien connus et très estimés de Marseille, il engage des démarches et poursuites judiciaires et vise principalement les objectifs suivants :

- veiller à ce que le gouvernement respecte le droit de vivre au centre-ville de Marseille
- promouvoir le droit à un logement décent, à des services de qualité et à des espaces publics convenables et, d'une manière générale, le droit à une bonne qualité de vie dans les quartiers centraux
- mener des actions collectives judiciaires et dispenser des formations qui outillent les résidents pour contester les décisions des pouvoirs publics relatives au logement.

L'association se félicite des répercussions positives de son action sur le déséquilibre des forces en présence dans les quartiers centraux et souligne l'efficacité de ses opérations de contestation des pouvoirs publics en matière de logement. Sous les pressions de la Chambre de commerce, la Ville se comporte maintenant en véritable partenaire ; elle a notamment invité Un centre-ville pour tous à jouer un rôle actif dans la revitalisation des quartiers centraux.

POINTS D'ACCES AU DROIT Paris (France)

Les Points d'accès au droit (PAD)¹⁹⁵ fournissent au grand public des informations et des conseils sur ses droits et responsabilités ainsi qu'un soutien ciblé dans ses démarches juridiques. Ils mettent également à sa disposition des lignes téléphoniques lui permettant d'obtenir gratuitement

des conseils juridiques d'experts, notamment sur les questions de logement et de discrimination. Les usagers sont dirigés vers les spécialistes les mieux placés pour leur venir en aide, par exemple des avocats, des conseillers juridiques ou des médiateurs.

ACCUEIL GOUTTE D'OR Paris (France)

L'association locale Accueil Goutte d'Or¹⁹⁶ met sur pied des initiatives visant à répondre aux nombreuses exigences de justice et de solidarité qui s'expriment dans le quartier de la Goutte d'Or (dans le 18^e arrondissement). Elle aide aussi les résidants dans leurs projets d'intégration et de développement social du quartier.

Santé

Les problèmes de santé nuisent aux résultats scolaires ainsi qu'au rendement professionnel et, par conséquent, restreignent les possibilités d'emploi et de revenu. Ils entravent aussi la participation à la vie sociale et aux activités récréatives qui contribuent à la bonne forme physique et à la santé. Constatation plus évidente encore, et peut-être plus cruciale, la santé représente un facteur central du bien-être, du bonheur et de l'optimisme.

La réponse apportée aux besoins en santé des minorités ethniques et des groupes confessionnels se heurte à des défis majeurs. Par exemple, les collectivités sud-asiatiques du Royaume-Uni sont particulièrement touchées par les maladies coronariennes, les accidents vasculaires cérébraux, le diabète, le tabagisme, la mortalité infantile (le taux chez les enfants nés de parents pakistanais est deux fois supérieur à la moyenne nationale), mais aussi les lésions auto-infligées et le suicide (le taux de suicide est deux fois plus élevé chez les jeunes femmes sud-asiatiques que chez les jeunes femmes blanches)¹⁹⁷. Les statistiques nationales officielles et le recensement 2001 du Royaume-Uni indiquent que les musulmans vivant dans ce pays sont en moins bonne santé que les Sikhs, les Hindous et d'autres groupes confessionnels¹⁹⁸. Les recherches établissent également que le diabète, l'obésité et la dépression frappent plus durement les musulmans que toute autre collectivité de l'Europe. Ce chapitre décrit les pratiques efficaces d'intervention en santé mises en œuvre localement auprès de collectivités ethniques et confessionnelles.

Collecte des données et statistiques

Alors que l'ethnicité et la religion devraient être prises en considération dans le déploiement des services de santé, la rareté des informations statistiques concernant ces catégories entrave considérablement la concrétisation de cet objectif dans toute l'Europe, mais surtout à l'échelon local. En France, par exemple, les pouvoirs publics ne tiennent pas compte des spécificités ethniques et religieuses dans la mise en œuvre des services de santé. La Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) estime que la catégorisation statistique selon l'origine ethnique et l'appartenance religieuse produit nécessairement des données qui doivent être manipulées avec précaution et qui risquent de mener à la stigmatisation de certains groupes démographiques. Cette absence de données a des répercussions négatives directes sur le déploiement des soins de santé dans les instances locales, mais aussi sur le travail des ONG qui œuvrent dans ce domaine. La rareté des recherches sur la discrimination ethnique et religieuse dans l'offre locale des soins de santé en Europe pose également problème¹⁹⁹.

Il convient par ailleurs de se rappeler que l'évaluation de l'état de santé des populations par rapport à l'ethnicité et à la religion ne peut se concevoir indépendamment d'autres déterminants plus ou moins directs de la santé et du bien-être, par exemple l'âge, le genre, la situation socioéconomique, la région ou le quartier, et les conditions de vie. Ainsi, la précarité et la médiocrité des conditions de vie de nombreux migrants africains en France entravent considérablement la mise en œuvre des traitements délicats, par exemple ceux du sida²⁰⁰ ; le diabète représente par ailleurs un problème important chez les retraités originaires du Maghreb, qui ne bénéficient généralement pas de soins médicaux suffisants à cet égard.

ENQUETE SUR LA SANTE DES TURCS ET DES MAROCAINS Rotterdam (Pays-Bas)

Les Turcs et les Marocains de Rotterdam ont participé à une enquête sur la santé en 2003 et 2004²⁰¹. Les données de ce sondage ont été recueillies par questionnaires postaux (en turc et en néerlandais) et dans le cadre d'entrevues individuelles réalisées au domicile des répondants.

INSTITUT DE LA SANTE PUBLIQUE, UNIVERSITE DE COPENHAGUE Copenhague (Danemark)

Interdisciplinaire et indépendant, l'Institut de santé publique a été fondé à l'Université de Copenhague en 1997. De nouvelles ressources ont alors été affectées à la recherche sur les problèmes de santé spécifiques des minorités ethniques et des immigrants. Depuis 2006, l'Institut administre aussi une base de données électronique qui porte exclusivement sur la santé et les minorités ethniques, et dont l'objectif consiste à favoriser l'actualisation des publications et des recherches médicales dans ce domaine²⁰². Un nouveau centre de recherches sur la migration, l'ethnicité et la santé a également ouvert ses portes à l'Université de Copenhague en 2010, le *Forskningcenter for Migration, Etnicitet og Sundhed* (MESU)²⁰³.

Établissements de soins de santé

HOPITAL DE SLOTERVAART Slotervaart (Pays-Bas)

L'hôpital de Slotervaart est le premier hôpital de propriété commerciale et privée des Pays-Bas. Sa directrice, Aysel Erbudak, est d'ascendance turque. L'établissement possède une salle de prière avec des points d'eau pour les

ablutions des musulmans. Le personnel accorde une attention toute particulière aux entraves culturelles et linguistiques qui pourraient gêner les interactions entre les patients des minorités ethniques non occidentales et les médecins et infirmières. Ainsi, les patients diabétiques marocains peuvent consulter une infirmière marocaine à certaines heures spécialement réservées. L'hôpital prodigue également des conseils sur l'observance responsable du ramadan, un engagement très important pour de nombreux musulmans²⁰⁴.

POLE SANTE GOUTTE D'OR Paris (France)

Le Pôle Santé Goutte d'Or a été fondé en 1985 dans un quartier mal pourvu en services médicaux. Du fait de son emplacement central au cœur du quartier de la Goutte d'Or, il est très fréquenté par les migrants et les personnes d'origine étrangère. Si certains patients se présentent directement au Pôle Santé, nombreux sont ceux qui s'y rendent sur la recommandation d'une ONG locale. Le centre travaille en collaboration avec des organismes qui interviennent auprès des populations immigrantes ou d'origine étrangère, en particulier les jeunes de moins de 18 ans qui sont arrivés en France sans leur famille en demandant le statut de réfugié. Le Pôle Santé Goutte d'Or organise également des séances d'information sur la santé pour les femmes analphabètes en apprentissage du français (dont certaines provenant de pays musulmans).

Le centre adapte ses méthodes et ses langues de travail dans l'optique d'optimiser son accessibilité et l'efficacité de ses activités d'information. Des interprètes interviennent également lors des rendez-vous médicaux, des consultations, des séances d'information destinées aux migrantes, et des rencontres sur les diagnostics réservés aux adultes présentant différents problèmes sociaux. Le Pôle Santé tire parti de la diversité ethnique et

culturelle de son personnel pour assurer ces services d'interprétariat et de traduction.

VISITEURS SANITAIRES BILINGUES, CONSEIL MUNICIPAL DE COPENHAGUE **Copenhague (Danemark)**

La municipalité de Copenhague a recruté des intervenants de terrain spécialisés en santé et des visiteurs sanitaires bilingues. Le site Internet du conseil municipal de Copenhague indique aux résidants qu'ils peuvent solliciter les services gratuits d'un visiteur sanitaire bilingue à domicile pour les conseiller sur différents sujets, par exemple le tabagisme, l'alimentation, le sport, la planification familiale, le diabète et la carence en vitamine D²⁰⁵.

FOYER D'ACCUEIL POUR PERSONNES AGEES **Kreuzberg (Allemagne)**

L'heure de la retraite ayant sonné pour un nombre croissant d'entre eux, les travailleurs immigrés de première génération qui entrent dans le grand âge ont besoin d'un nombre grandissant de places en foyers pour personnes âgées. Le premier centre résidentiel destiné aux retraités turcs a été érigé à Kreuzberg. Il offre à ses résidants l'accès à différentes spécificités culturelles et religieuses, par exemple des salles de prière, un personnel bilingue ainsi qu'une cuisine pouvant accueillir les petites fêtes familiales. Les personnes âgées turques vivant en Allemagne étant souvent astreintes à des conditions économiques difficiles, elles bénéficient d'une réduction de 15 à 20 pour cent sur le coût de ces services²⁰⁶.

REGLEMENTS ET PROCEDURES D'INHUMATION **Brandebourg et Hambourg (Allemagne)**

Les règlements en vigueur dans le Land de Brandebourg et dans la Ville de Hambourg tiennent compte des pratiques traditionnelles musulmanes de

mise en terre, par exemple les rituels consistant à laver la dépouille, l'envelopper dans un linceul et l'enterrer dans les 24 heures (à Hambourg). En 1995, la Ville de Hambourg a assoupli ses lois en autorisant les inhumations en linceul afin de répondre aux obligations religieuses des musulmans.

Les grands cimetières d'Ohlsdorf et d'Öjendorf²⁰⁷ prévoient maintenant des sites d'inhumation musulmans : en 1978 ont été créés huit espaces de sépulture orientés par rapport à la Mecque pour permettre l'inhumation suivant les rites islamiques ; des salles ont également été aménagées pour les ablutions rituelles. Certains Länder allemands n'autorisent pas l'inhumation sans cercueil. La sépulture en linceul (sans cercueil) est en revanche autorisée à Hambourg depuis 1995, et depuis plus récemment à Berlin²⁰⁸. Les *Wahlgräber*, des tombes choisies par les proches, assurent le droit au repos éternel prévu dans la tradition musulmane. En vertu des règlements et lois sur l'inhumation, ces tombes font l'objet d'une concession de 20 à 25 ans ; contrairement aux *Reihengräber* (les tombes attribuées), leur concession peut toutefois être prolongée. Dans la plupart des cimetières musulmans, les proches ont le choix entre les tombes attribuées et les tombes sélectionnées. L'usage en vigueur dans les pays islamiques, et qui consiste à enterrer le défunt le jour même du décès, s'avère inapplicable en raison de motifs administratifs et du délai minimal obligatoire de 48 heures entre le décès et l'enterrement. Cette règle ne fait pas l'objet d'une observance aussi stricte à Hambourg. Quand aucune raison médicale ne s'y oppose, l'inhumation peut avoir lieu plus tôt²⁰⁹.

Initiatives locales d'amélioration des soins de santé

Les soins de santé doivent pouvoir s'adapter aux réalités des collectivités locales et répondre à leurs besoins spécifiques. Les minorités ethniques et les groupes confessionnels sont soumis à un risque plus élevé pour différents problèmes de santé, notamment l'obésité, le diabète, l'hypertension artérielle et les maladies coronariennes. En ce qui concerne le tabagisme, la consommation excessive d'alcool et les grossesses adolescentes, les quartiers les plus touchés sont ceux qui accueillent les populations ethniques les moins nombreuses et présentent les profils socioéconomiques les plus défavorisés.

Ainsi que le montrent ces constats, l'offre de soins de santé ne peut pas être homogène, mais doit au contraire répondre aux besoins spécifiques des minorités ethniques. La « compétence culturelle » recouvre un ensemble de comportements, d'attitudes et de politiques qui, quand ils sont mis en œuvre collectivement, améliorent l'efficacité des systèmes et des professionnels dans les contextes multiculturels. La compétence culturelle s'avère indispensable à la réduction des disparités dans l'offre des services de santé en ceci qu'elle procure aux prestataires de services les outils nécessaires pour bien répondre aux besoins culturels et linguistiques de leurs patients ainsi qu'à leurs pratiques et convictions en matière de santé. De plus, alors que les besoins individuels des patients doivent constamment rester à l'avant-plan des interventions, les préjugés entourant les réalités et l'état de santé de certains groupes confessionnels ou ethniques peuvent entraver leur appréhension et leur compréhension. Ainsi que nous le verrons ci-dessous, de nombreuses organisations et instances locales mettent en œuvre des mesures visant à favoriser le déploiement de réponses efficaces aux besoins des différentes collectivités auprès desquelles elles interviennent.

ÉQUITÉ ETHNIQUE EN SANTE / NHS DE LEICESTER

Leicester (Royaume-Uni)

Dans le cadre du programme Équité ethnique en santé (*Race for Health*)²¹⁰ mis en œuvre par le Service national de la santé (NHS) et financé par le ministère des Finances, l'antenne du NHS à Leicester a implanté un réseau regroupant des membres de son effectif et des ressources externes et s'adressant aux communautés noires et aux minorités ethniques. Il permet aux organismes de terrain d'avoir accès aux politiques et procédures et d'y réagir afin d'en optimiser l'efficacité.

PROGRAMME NATIONAL DE VACCINATION CONTRE LE VIRUS DU PAPILLOME HUMAIN

Leicester (Royaume-Uni)

L'implantation d'un programme national de vaccination contre le virus du papillome humain (VPH) par la Ville de Leicester constitue un bon exemple de gestion et de déploiement des services de santé débouchant sur une meilleure planification des ressources²¹¹. Pour être efficace, ce programme national de vaccination devait absolument bénéficier d'une bonne communication dans tous les groupes constituant la société. La mise en œuvre du programme de vaccination coïncidait avec le mois musulman du ramadan. Or, pendant cette période, les exigences quotidiennes des services religieux imposent une charge de travail considérable aux comités de direction des mosquées, lesquels représentent le principal relais de la collectivité pour les communications sur les thèmes les plus délicats du point de vue culturel. L'administration municipale a choisi une approche intégrée pour optimiser la sensibilisation des différents groupes. Ainsi, plusieurs mécanismes de communication ont été implantés dès le printemps afin que les mosquées soient prêtes à diffuser l'information sur la vaccination contre le VPH dès avant le début du ramadan.

FROTTIS CERVICO-UTÉRINS, GROUPE DE SOINS PRIMAIRES DE L'EST DE LEICESTER

Leicester (Royaume-Uni)

Constatant que sa population mesurait moins bien l'importance des frottis cervico-utérins que celle d'autres groupes des services de santé régionaux, le Groupe de soins primaires (*Primary Care Trust*, PCT) de l'est de Leicester s'est adressé à Ramadan Radio, une organisation locale de radiodiffusion religieuse, pour mieux communiquer avec les femmes de communautés noires et des minorités ethniques, en particulier les musulmanes somaliennes²¹². Par ailleurs, un cabinet de médecine générale de la région intervenant auprès de nombreuses patientes d'origine somalienne a informé les femmes sur le terrain. (Sur l'ensemble des Somaliennes de la région, seulement 60 pour cent avaient bénéficié d'un frottis cervico-utérin dans les cinq années précédentes.) Une réceptionniste parlant le somali s'est également révélée d'une aide précieuse pour les visiteuses somaliennes qui maîtrisaient mal l'anglais et qui éprouvaient une certaine gêne à aborder le sujet avec leur conjoint. Ces mesures ont contribué à accroître le nombre des femmes ayant bénéficié d'un frottis cervico-utérin²¹³.

PROJET DIL, GROUPE DE SOINS PRIMAIRES DE L'EST DE LEICESTER

Leicester (Royaume-Uni)

Le Projet Dil²¹⁴ (*dil* signifiant « cœur ») vise à promouvoir la santé cardiaque par une meilleure sensibilisation de la collectivité sud-asiatique de Leicester aux maladies coronariennes. Le projet repose sur différentes mesures informatives et autres interventions des cabinets de médecine générale. Il fait également appel à la sensibilisation par les pairs pour informer la collectivité et l'inciter à apporter des modifications ciblées à son mode de vie. Le Projet recrute dans la collectivité elle-même des formateurs bénévoles qui comprennent bien ses besoins et ses points de vue, et sont ainsi mieux placés pour communiquer avec elle. Le recours à des pairs éducateurs

provenant du même groupe ethnique et parlant la même langue permet par ailleurs de surmonter les obstacles linguistiques, une entrave majeure à l'efficacité des campagnes d'information sur la santé.

Ayant suivi une formation agréée, ces pairs éducateurs ont continué de travailler pour la collectivité au sein du PCT de l'est de Leicester. De plus, trois d'entre eux ont suivi une formation additionnelle en réadaptation cardiaque et ont été employés pour intervenir auprès de la collectivité sud-asiatique dans les hôpitaux de Leicester. L'éclatant succès du Projet a permis aux autres pairs éducateurs de passer d'un statut de bénévole à celui d'employé du PCT, où ils travaillent sous la supervision d'un intervenant en santé communautaire provenant également du même groupe ethnique.

PREDICATEURS DE LA SANTE / FORUM DES APPARTENANCES RELIGIEUSES DE WALTHAM FOREST

Londres (Royaume-Uni)

Revendiquant le déploiement d'une offre de services de santé qui répondrait mieux à la diversité démographique de Londres, s'enracinerait dans la réalité des collectivités et s'adapterait aux différentes sensibilités culturelles, le Conseil des musulmans de Grande-Bretagne (*Muslim Council of Britain*, MCB)²¹⁵ a proposé d'instaurer dans les mosquées des « centres de santé » qui permettraient de tirer parti du dynamisme de la vie religieuse locale en vue d'œuvrer au mieux-être des musulmans. Dans une optique similaire, le Forum des appartenances religieuses (*Faith Communities Forum*) de Waltham Forest a conclu une entente avec le Partenariat stratégique local (*Local Strategic Partnership*, une instance de collaboration entre les autorités municipales et les secteurs public, privé et bénévole visant à optimiser l'offre de services dans le district) pour former des conseillers dans le cadre du programme Prédicateurs de la santé (*Health Preachers Scheme*). L'objectif principal de ce programme consiste à sélectionner et former des

représentants religieux des collectivités musulmanes, chrétiennes et sikhes du quartier afin qu'ils puissent prendre appui sur leur crédibilité pour sensibiliser leurs fidèles à des questions de santé majeures.

ACTION SOCIALE POUR LA SANTE (SAFH)

Londres (Royaume-Uni)

L'organisme caritatif de développement social Action sociale pour la santé (*Social Action for Health*, SAFH) a été fondé en 1984 pour favoriser l'accès des communautés locales marginalisées à la justice, à l'égalité, à la santé et au bien-être²¹⁶. Le programme intervient surtout dans l'est de Londres, par exemple dans le district de Waltham Forest, et tire l'essentiel de son financement de contrats du NHS. La SAFH emploie quatre personnes à temps plein et 30 à temps partiel, ainsi que plus de 100 personnes sous contrat temporaire.

Le programme recrute des « Champions de la santé » et les forme à intervenir auprès de leur collectivité dans leur propre langue, notamment le bengali, le somali, le turc/kurde, le congolais, le gujarati, l'ourdou, l'arabe et l'anglais. Émanant des collectivités locales, ces intervenants connaissent bien leur quartier ainsi que les espaces publics fréquentés par les résidents, par exemple les marchés, les centres sociaux et les lieux de culte. Leur recrutement a permis à la SAFH de mener un travail très efficace d'information et de rapprochement avec la communauté : du fait de leur enracinement dans la collectivité et de leur connaissance des différents groupes qui la composent, les intervenants s'imposent comme des relais efficaces des instances de santé, et optimisent ainsi la sensibilisation des groupes les plus marginalisés, mais aussi des groupes les plus à risque pour certaines maladies. Par exemple, la SAFH aide actuellement le NHS de Waltham Forest à communiquer avec certaines populations particulièrement exposées au cancer du poumon, du sein ou de l'intestin,

mais aussi avec des groupes démographiques qui ne consultent pas les services de santé assez souvent pour bénéficier d'un dépistage efficace de ces maladies.

En plus de ces projets de sensibilisation, la SAfH procure des formations de conseiller en santé à des membres des collectivités locales et les appuie dans leurs interventions. Elle rédige par ailleurs des rapports et engage des actions ciblées pour réorienter certaines pratiques et politiques. Par exemple, l'organisme a mis sur pied un projet pilote de deux ans dont l'objectif est de sensibiliser la population aux questions de santé mentale et de l'informer sur les services offerts dans ce domaine, en collaboration avec des églises majoritairement noires de l'est de Londres. Le rapport *Hear I Am* (« Écoute-moi ») a été rédigé à la suite d'une enquête d'observation de 12 mois auprès d'hommes soignés dans des pavillons de soins psychiatriques aigus établis dans l'est de Londres et accueillant un fort pourcentage de patients afro-caraïbes. Le projet Rapprochement Écoles et Réfugiés (*Refugee Schools' Outreach Development Project*, ROP) a été établi en avril 2004 pour résorber les inégalités en matière de santé chez les réfugiés du district londonien de Hackney. Depuis, le programme a essaimé vers les collectivités turque, kurde, chypriote turque, somalienne, somalienne de Brava, congolaise, rom et polonaise. Toujours dans le district londonien de Hackney, la SAfH a établi en janvier 2009 un programme d'intervention auprès des sans-abri originaires de la Pologne et de l'Europe de l'Est pour améliorer leur accès aux services locaux de lutte contre l'alcoolisme et les toxicomanies (*Drug and Alcohol Action Team*, DAAT). Enfin, l'organisme a lancé en juin 2011 son Rapport sur le projet d'intervention précoce contre le cancer (*Cancer Early Intervention Project Report*), qui récapitule les principaux constats des recherches de la SAfH sur le diagnostic tardif du cancer dans les collectivités de l'est de Londres.

CAMPAGNES ANTITABAC

Londres (Royaume-Uni)

Le tabagisme représente un problème de santé majeur, notamment pour la communauté musulmane du Royaume-Uni. Dans le district de Waltham Forest, la prévalence des fumeurs est estimée à 30 pour cent, contre une moyenne nationale de 27 pour cent. En 2004, le Conseil de Waltham Forest a mis en œuvre une vaste campagne médiatique de lutte contre le tabagisme reposant notamment sur des publicités dans les journaux locaux et des programmes de collaboration avec des entreprises et des collectivités. Il a également diffusé des infopublicités sur les ondes radiophoniques de la région dans plusieurs langues africaines. Constatant la nécessité de faire participer activement les groupes les plus vulnérables à cette stratégie, le ministère des Communautés et du Gouvernement local du Royaume-Uni mène également sa lutte contre le tabagisme par l'intermédiaire des structures et personnalités locales, notamment les mosquées et les imams. D'autres districts de Londres, par exemple Newham, font également appel aux imams pour diffuser certaines de leurs campagnes de sensibilisation.

AMSTERDAM EN BONNE SANTE, UNE VILLE PLEINE DE VITALITE

Amsterdam (Pays-Bas)

Dans le contexte du programme municipal de santé publique 2008-2011, Amsterdam en bonne santé, Une ville pleine de vitalité (*Kadernota volksgezondheidsbeleid Amsterdam 2008-2011, Alle Amsterdammers gezond, Signalen voor een vitale stad*), la Ville d'Amsterdam s'intéresse plus particulièrement aux groupes à risque²¹⁷. Ainsi, ses interventions visent notamment les habitants d'Amsterdam d'ascendance turque pour la lutte contre le tabagisme ; les femmes d'ascendance turque, marocaine ou afro-surinamaise pour l'excès de poids et l'obésité ; et les hommes et femmes d'origine turque, marocaine ou surinamaise pour le diabète. De la même façon, les activités et les politiques du Service municipal de la santé

(*Gemeentelijke Gezondheidsdienst*, GGD) visant la prévention des problèmes psychosociaux s'adressent en particulier aux populations d'origine turque et marocaine, notamment les jeunes, et se déploient en collaboration avec les organisations religieuses et les organismes de migrants.

S'inscrivant dans une perspective plus générale, l'Observatoire de la santé d'Amsterdam (*Amsterdamse Gezondheidsmonitor*) plaide en faveur d'une approche plus souple en matière de soins de santé – une approche qui considérerait le diabète, les interventions en santé mentale (les Turcs et les Marocains prenant moins d'antidépresseurs) et les maladies touchant les personnes âgées (les problèmes sont plus nombreux chez les Turcs et les Marocains en raison de leurs diagnostics) comme autant d'indicateurs possibles d'inégalités qui rendraient le système de santé des Pays-Bas moins efficace auprès des patients d'origine étrangère.

FILM D'INFORMATION

Amsterdam (Pays-Bas)

Afin de surmonter les obstacles linguistiques et culturels, le Service municipal de santé a tourné un film informatif sur le diabète s'adressant spécifiquement à différentes minorités ethniques. Les dialogues se déroulent dans la langue maternelle du public cible, et le film tient compte de l'univers culturel des auditoires visés.

FONDATION DES CONSULTANTS INTERCULTURELS EN SANTE DES PAYS-BAS

Pays-Bas

La Fondation des consultants interculturels en santé des Pays-Bas (*Stichting Interculturele Zorgconsulenten Nederland*, SIZIN)²¹⁸ a été fondée en 2002 pour éviter que les obstacles culturels ou linguistiques n'entravent l'accès de certains patients au système de soins de santé des Pays-Bas, notamment les migrants. Elle propose des informations et des consultations gratuites et

bénéficie du parrainage de l'Association contre le diabète des Pays-Bas, la Fondation du cœur et le Fonds asthme Pays-Bas. Elle organise des rencontres conviviales dans des environnements bien connus de ses publics cibles, et ces discussions se déroulent dans la langue maternelle des auditoires visés. Les consultants de la SIZIN interviennent également à titre d'intermédiaires entre les médecins généralistes et leurs patients et animent des rencontres d'information destinées aux omnipraticiens et autres professionnels de la santé appelés à travailler avec les minorités ethniques.

PSYCHIATRIE INTERCULTURELLE I-PSY

Pays-Bas

Le Centre de soins de santé psychiatriques et psychologiques interculturels I-Psy²¹⁹ offre des services psychologiques et psychiatriques spécialisés et accessibles concernant l'impact de l'immigration et des changements qu'elle induit dans l'environnement culturel et social des migrants. I-Psy est implanté dans les villes accueillant de vastes populations immigrées : Alkmaar, Almere, Amsterdam, Amsterdam Duivendrecht, La Haye, Rotterdam, Rotterdam (enfants et jeunes), Tilburg, Utrecht et Zaandam.

Dans leurs interventions, les psychiatres, psychologues, thérapeutes et travailleurs sociaux d'I-Psy prennent en considération les réalités culturelles et religieuses de leurs patients et les besoins particuliers des populations immigrantes de leur ville. Les membres de l'équipe d'I-Psy étant eux-mêmes d'origines diverses, ils sont à même de proposer des conseils enrichis de leur expérience personnelle et peuvent s'adresser à leurs patients dans différentes langues, par exemple le turc, l'arabe, le berbère, l'anglais et le français. Les stratégies de traitement sont conçues en fonction des convictions religieuses et des réalités culturelles des patients et s'adaptent, par exemple, au souhait de ceux et celles qui ne veulent pas être traités par un intervenant de l'autre sexe pour des motifs religieux. Dans cette même optique, l'organisme propose des

rencontres de groupes réservées aux hommes ou aux femmes. Il accorde par ailleurs une attention toute particulière aux difficultés psychologiques des personnes marocaines ou turques qui s'établissent aux Pays-Bas pour épouser un partenaire de même ascendance mais né ou élevé aux Pays-Bas, car l'éducation des enfants dans un environnement biculturel induit souvent des problèmes particuliers pour ces couples²²⁰.

MEDIATEURS DE LA SANTE / PROJET MiMi Hambourg (Allemagne)

Dans les secteurs de Schnelsen et Wandsbek, la Ville de Hambourg recourt à des organismes qui forment des médiateurs en santé plurilingues et procurent des services de médiation dans la langue maternelle des clientèles visées. Elle fait ainsi appel au programme Avec les migrants, pour les migrants (*Mit Migranten für Migranten*, MiMi) du Centre ethnomédical (*Ethno-Medizinisches Zentrum*). Présent dans la plupart des régions et des grandes villes de l'Allemagne, cet organisme caritatif privé aide les migrants à mieux comprendre les différentes instances et procédures du système de santé allemand et à surmonter les obstacles linguistiques et culturels qui pourraient les empêcher d'accéder aux services dont ils ont besoin²²¹. Établi en 2003, le programme MiMi est financé par le bureau des Affaires sociales, de la Famille, de la Santé et de la Protection des consommateurs (*Behörde für Soziales, Familie, Gesundheit und Verbraucherschutz*) et l'Association régionale Nord de la Société d'assurance-maladie (*BKK-Landesverband Nord*). Il favorise l'accès des migrants au système de santé allemand et leur procure des informations qui les aident à mieux s'approprier leur état de santé. À cette fin, l'organisme recrute des migrants et leur procure une formation de médiateurs interculturels multilingues, puis les accompagne dans leurs interventions. Cette approche repose sur l'application du concept de « ressources » à la promotion de la santé – un concept selon lequel les migrants constituent de véritables experts de leurs propres réalités. Leurs

parcours personnels les ont souvent amenés à se doter d'outils et de stratégies d'adaptation susceptibles d'enrichir leurs interventions.

Ces médiateurs traduisent des documents produits par le système de santé allemand, qu'ils soient de nature générale ou plus particulière. Ils peuvent par exemple porter sur la santé mentale, la santé des femmes ou des enfants, ou encore la nutrition. Les médiateurs animent également des discussions de groupes sur la santé en différentes langues, appuient le déploiement de campagnes de promotion de la santé, procurent une assistance individuelle dans certaines situations particulières, et implantent d'autres initiatives et contextes d'échanges visant à favoriser une meilleure compréhension mutuelle entre les personnes migrantes ou issues de l'immigration et les prestataires de soins de santé.

Le MiMi propose par ailleurs des séances d'information s'adressant aux collectivités, des guides sur la santé et des démarches de suivi et d'évaluation. Il s'efforce enfin de faire mieux connaître les besoins des immigrants par l'implantation de partenariats, et par le réseautage et les relations publiques.

L'administration de Hambourg considère ce programme comme une réussite, notamment en ce qui concerne ses interventions auprès des personnes âgées migrantes. Cet axe d'intervention sera d'ailleurs incorporé au volet « Hambourg aime les personnes âgées » du programme d'action dont la ville vient de se doter : *Grandir vers l'avenir (Wachsen mit Weitsicht)*. Dans ce contexte, la stratégie globale d'amélioration des interventions auprès des aînés prévoira par exemple la mise en place de soins répondant aux spécificités culturelles des patients des foyers pour personnes âgées²²². D'abord établi à titre de projet pilote dans quatre villes des Länder fédérés de la Basse-Saxe et de la Rhénanie-du-Nord-Westphalie, le programme MiMi a maintenant essaimé dans 38 villes de la Basse-Saxe, de la Hesse, de la Rhénanie-du-Nord-Westphalie, du Brandebourg, du Bade-Wurtemberg, de la Rhénanie-Palatinat, de la Bavière et du Schleswig-Holstein ainsi qu'à Hambourg et à Brême²²³.

LA SANTE EN LANGUE MATERNELLE, CONSEIL MUNICIPAL DE COPENHAGUE Copenhague (Danemark)

Le programme La santé en langue maternelle (*Sundhed på dit sprog*)²²⁴ repose en particulier sur des chargés d'information en santé provenant de minorités ethniques. Ils organisent des rencontres sur différents thèmes tels que le tabagisme, le sport, les soins dentaires et le VIH/sida. Les patients, associations, entreprises et institutions publiques peuvent s'y inscrire gratuitement, et ces rencontres se tiennent dans des contextes locaux, par exemple des écoles de langue, des centres communautaires et des organismes d'immigrants. Le site Internet de l'initiative informe les visiteurs en arabe, en ourdou, en farsi et en somali. En 2009, le programme a ainsi rejoint quelque 8 000 personnes. Dans le quartier Nørrebro seulement, 13 rencontres ont été planifiées à l'automne 2010.

SOINS AUX PERSONNES AGEES, CONSEIL MUNICIPAL DE COPENHAGUE Copenhague (Danemark)

Certaines rencontres du programme La santé en langue maternelle s'adressent spécifiquement aux personnes âgées des minorités ethniques. Les activités sont alors organisées de jour dans des résidences de personnes âgées ou des complexes de logements sociaux. Environ 150 personnes s'y sont inscrites en 2009²²⁵.

Les Services aux personnes âgées (*Tilbud til ældre*), l'un des projets d'intégration de la Ville, constatent que ce groupe démographique connaît mal les services publics qui sont mis à sa disposition²²⁶. Pour résoudre ce problème, l'information est maintenant diffusée sous forme de brochures et dans le site Internet du conseil municipal de Copenhague en ourdou, en turc, en somali, en farsi et en anglais.

CENTRE DES IMMIGRANTES Copenhague (Danemark)

Le Centre des immigrantes (*Indvandrers Kvindecentret, IKC*) de Nørrebro offre une vaste gamme de services aux femmes issues de l'immigration. Fondé il y a plus de 27 ans, le Centre est financé en partie par la municipalité, et en partie par des dons privés. Sa clientèle se compose principalement d'immigrantes de première génération peu alphabétisées et ne possédant pas les compétences nécessaires pour accéder à l'autonomie financière. La plupart d'entre elles viennent de la Turquie, du Pakistan ou de la Somalie. Certaines sont des réfugiées qui n'ont plus droit aux prestations sociales en vertu de la Loi sur l'aide initiale de 2002²²⁷.

Les femmes qui fréquentent régulièrement le Centre y viennent pour les passe-temps et autres activités qu'il offre, mais aussi pour rencontrer d'autres femmes et discuter avec elles. L'organisme conseille par ailleurs 250 femmes en moyenne par an sur des sujets divers tels que la violence conjugale et familiale, les difficultés psychologiques, la pauvreté et les questions financières, les problèmes avec les services sociaux ainsi que l'éducation des enfants.

JEUNES ETUDIANTS EN SANTE, CONSEIL MUNICIPAL DE COPENHAGUE Copenhague (Danemark)

Initiative majeure de promotion de la santé couvrant la période 2008–2011, le programme Jeunes étudiants en santé (*Ung og Sund i uddannelse*) s'adresse aux jeunes particulièrement vulnérables de trois établissements d'enseignement professionnel et de trois « écoles d'apprentissage » (des établissements qui enseignent des compétences pratiques à vocation professionnelle et préparent les étudiants aux programmes éducatifs conventionnels)²²⁸. Fondé sur une approche globale, le programme analyse le quotidien dans les écoles et développe des stratégies d'instauration d'un

contexte d'apprentissage sain et encourageant qui incite les étudiants immigrants à mener leur parcours éducatif à son terme et à adopter de bonnes habitudes de vie.

Le programme comporte notamment les volets suivants.

- Des initiatives de promotion du sport
- Des changements structurels, y compris l'élaboration de politiques de santé dans les écoles et les établissements postsecondaires
- Des projets de perfectionnement professionnel des enseignants visant à intégrer les bonnes pratiques de santé dans le programme d'enseignement

L'information et les mises à jour concernant les activités du programme sont diffusées au moyen d'un bulletin.

UNITE DE REFLEXION ET D'ACTION DES COMMUNAUTES AFRICAINES

France

Dans le système de santé français, les municipalités ne prennent pas de mesures destinées spécifiquement à certains groupes démographiques. Elles s'efforcent cependant d'adapter leur action à leurs besoins. Ainsi, certains secteurs accueillant une population africaine nombreuse (par exemple le quartier de la Goutte d'Or) offrent d'excellents services de consultations dermatologiques et d'information sur la drépanocytose (anémie à cellules falciformes), une maladie particulièrement répandue chez les personnes d'origine africaine.

Les pouvoirs publics et les services de santé travaillent par ailleurs avec des ONG qui proposent des services spécifiques aux collectivités confessionnelles ou ethniques. Ainsi, l'Unité de réflexion et d'action des communautés africaines (URACA)²²⁹ déploie des interventions en santé adaptées aux réalités culturelles et ethniques et aux problèmes sociaux des

collectivités africaines. L'URACA propose par ailleurs des programmes sur le VIH/sida, l'empoisonnement au plomb et la drépanocytose, et organise des consultations ethnopsychiatriques.

L'URACA insiste sur la nécessité de tenir compte des convictions religieuses, des traditions culturelles et des pratiques spécifiques des patients dans les interventions afin d'assurer aux communautés africaines un meilleur accès aux soins de santé. Grâce au travail pertinent et utile qu'elle fournit à l'échelon municipal, l'Unité bénéficie d'une excellente réputation dans les services de soins de santé des arrondissements ainsi qu'auprès des pouvoirs publics locaux. Elle sensibilise également la population et les autorités à l'importance de mettre en œuvre des solutions de santé conçues spécifiquement pour les collectivités africaines.

L'URACA offre des formations aux médecins établis, mais aussi dans les écoles de médecine et de soins infirmiers, afin de sensibiliser le monde médical aux besoins spécifiques des personnes originaires d'Afrique. Enfin, l'Unité fournit un accompagnement aux patients africains hospitalisés et favorise ainsi un meilleur dialogue entre les médecins et les patients.

SOINS DE SANTE DANS LES FOYERS DE TRAVAILLEURS MIGRANTS

France

À Paris, un programme de dépistage annuel gratuit de la tuberculose est désormais implanté dans 40 foyers de travailleurs migrants. Une équipe médicale assure les consultations grâce à des dispositifs mobiles de radiographie. Dans le 18^e arrondissement, ces dépistages sont proposés dans deux foyers, Marc Seguin et Caillé-Chapelle, mais seul ce dernier bénéficie d'un soutien financier. Ce financement provient d'une ONG, Migration Santé, qui informe également les résidents deux fois par mois sur leurs droits en matière de santé et sur leurs droits sociaux.

Maintien de l'ordre et sécurité

La sécurité représente une donnée essentielle de l'intégration sociale des membres des groupes confessionnels. En Europe, la religion occupe pourtant une place beaucoup plus centrale dans les stratégies de lutte contre le terrorisme que dans les autres politiques de maintien de l'ordre et de la sécurité. Depuis les attentats terroristes du 11 septembre 2001, les pays européens s'inquiètent considérablement de la possibilité que d'autres attaques soient perpétrées sur leur sol par des musulmans. De fait de cette inquiétude, certains musulmans font maintenant l'objet d'une vigilance policière accrue, et les pouvoirs publics ont accordé aux services policiers des prérogatives plus étendues en matière de surveillance, d'interpellations et de fouilles sans mandat, et de vérifications d'identité. La plupart des stratégies de lutte contre le terrorisme visant implicitement les musulmans, elles menacent plus lourdement leurs droits individuels que ceux des autres membres de la société. Cette focalisation de la vigilance policière risque en outre, d'une part, de provoquer ou accentuer le sentiment d'aliénation et de marginalisation des groupes minoritaires, sentiment que certains observateurs considèrent comme l'un des moteurs du terrorisme ; et d'autre part, exacerber les positions antimusulmanes susceptibles de se traduire en discrimination et crimes de haine.

Même les initiatives les plus positives des gouvernements, des pouvoirs publics locaux et de la police sont parfois perçues comme l'expression d'une stratégie plus globale de prévention de la radicalisation et du terrorisme. Or, cette stratégie donne aux musulmans l'impression qu'ils sont tous

considérés comme des terroristes potentiels et que l'intérêt manifesté par la société envers leur bien-être témoigne uniquement, en réalité, du souci qu'elle prend de la sécurité des autres²³⁰. Le présent chapitre décrit des initiatives plus efficaces et positives implantées pour répondre aux besoins des collectivités marginalisées en matière de sécurité ou, à tout le moins, pour atténuer l'impact négatif des stratégies antiterroristes.

Collecte des données et statistiques

Les données sur les réalités des groupes confessionnels en matière de crime et de sécurité et sur leurs points de vue concernant le maintien de l'ordre et le système judiciaire criminel restent rares en Europe, surtout à l'échelon des villes et des collectivités locales. Les données fiables sur le recrutement et la présence des groupes confessionnels dans les services policiers et les systèmes judiciaires criminels de l'Europe s'avèrent, elles aussi, très lacunaires²³¹. La plupart des données disponibles n'établissent pas de distinction entre les groupes sociaux ; par ailleurs, ainsi qu'on le constate dans d'autres sphères de la collecte officielle des données, l'appartenance ethnique y tient généralement lieu d'indicateur de l'appartenance religieuse.

ENQUETE DE L'UNION EUROPEENNE SUR LES MINORITES ET LA DISCRIMINATION, AGENCE DES DROITS FONDAMENTAUX DE L'UE Europe

L'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne (FRA) a réalisé en 2008 l'Enquête de l'UE sur les minorités et la discrimination (EU-MIDIS)²³². Premier sondage paneuropéen sur la discrimination et autres agressions touchant les populations immigrantes et les minorités ethniques, l'Enquête vise à combler le manque de données fiables et comparables sur les minorités dans l'UE. Plus particulièrement, elle porte sur les traitements

discriminatoires et les crimes racistes subis par ces collectivités, leur connaissance de leurs droits, et la manière dont elles portent plainte (ou non) en cas d'agression. L'objectif de cette recherche consistait à aider les responsables de l'élaboration des politiques et d'autres instances à développer, à partir des faits constatés, des politiques ciblées de lutte contre la discrimination et le racisme, et à améliorer les structures de soutien aux victimes.

Les données ont été recueillies par des entrevues individuelles réalisées auprès de 23 500 personnes de groupes immigrants et de minorités ethniques sélectionnés dans les 27 pays membres de l'UE. Le même questionnaire standardisé a été soumis à tous les répondants. Aux fins de comparaison, 5 000 personnes de la population ethnique majoritaire ont également été interrogées. Les résultats de cette enquête d'envergure ont été colligés dans une série de rapports intitulés *Données en bref*, et portant sur des thématiques et des groupes minoritaires spécifiques. Dans le cadre du présent chapitre, deux de ces rapports EU-MIDIS s'avèrent particulièrement pertinents : 04- *Contrôles de police et minorités* (octobre 2010) et 02 - *Les musulmans* (mai 2009).

RAPPORT EU-MIDIS : DONNEES EN BREF 04 – CONTROLES DE POLICE ET MINORITES

Les résultats de l'enquête EU-MIDIS révèlent les constats suivants.

- En Belgique, en Allemagne, en Grèce, en Espagne, en France et en Hongrie, la police interpelle les membres des minorités ethniques plus souvent que ceux de la majorité vivant dans les mêmes quartiers. Ce constat ne s'applique pas à la Slovaquie, à la Bulgarie, à l'Italie ni à la Roumanie. Certains groupes minoritaires sont par ailleurs plus souvent contrôlés par la police que les autres ; en Grèce,

par exemple, les répondants roms interpellés par la police l'ont été en moyenne presque six fois sur une période de 12 mois.

- Contrairement aux répondants de la majorité, ceux des minorités estiment généralement que les policiers leur manquent de respect. En Belgique, par exemple, 85 pour cent des répondants de la majorité indiquent que les policiers se sont montrés respectueux envers eux lors de leur dernier contrôle, contre 42 pour cent pour les répondants nord-africains et 55 pour cent pour les répondants turcs.
- Les groupes minoritaires qui considèrent être interpellés en raison de leur statut d'immigrant ou de leur appartenance ethnique font moins confiance à la police que les minorités qui, bien qu'ayant également fait l'objet d'interpellations, n'attribuent pas ces contrôles à leur appartenance minoritaire. Parmi les membres des minorités ethniques qui ont subi une agression, des menaces ou du harcèlement grave, un sur deux n'a pas signalé l'incident à la police parce qu'il n'était pas convaincu qu'elle prendrait sa plainte au sérieux et qu'elle interviendrait concrètement²³³.

RAPPORT EU-MIDIS : *DONNEES EN BREF 02 – LES MUSULMANS* (MAI 2009)

L'enquête EU-MIDIS révèle qu'en moyenne, 79 pour cent des répondants musulmans, en particulier les jeunes, ne signalent pas les incidents de discrimination dont ils sont victimes. Les personnes qui ne sont pas titulaires de la nationalité ou qui se sont établies très récemment dans le pays sont les moins susceptibles de porter plainte en cas de discrimination. Parmi les répondants musulmans, 59 pour cent sont d'avis que « [leur] plainte n'aura aucune conséquence ; elle ne changera rien », et 38 pour cent soulignent qu'ils n'ont pas pris la peine de signaler les incidents parce que « cela arrive tout le temps ».

L'Enquête montre aussi qu'un répondant musulman sur trois a été victime de discrimination dans les 12 mois précédant le sondage, et que 11 pour cent ont subi un acte criminel raciste. C'est dans le secteur de l'emploi que la discrimination est la plus répandue. La plupart des répondants musulmans qui ont été victimes de discrimination dans les 12 mois précédant l'enquête, attribuent ces traitements discriminatoires principalement à leur appartenance ethnique. Seulement 10 pour cent imputent la discrimination subie uniquement à leur religion. Le port de vêtements traditionnels ou religieux (par exemple, le voile) ne semble pas accroître la probabilité de discrimination²³⁴.

ASSOCIATION NATIONALE DE L'EFFECTIF POLICIER MUSULMAN, ENQUETE

DEMOS

Royaume-Uni

En collaboration avec l'institut de recherche Demos, l'Association nationale de l'effectif policier musulman (*National Association of Muslim Police*, NAMP)²³⁵ a réalisé récemment le tout premier bilan de la présence musulmane dans les rangs de la police du Royaume-Uni. Au total, 22 corps policiers ont participé à cette enquête ; un rapport d'envergure a été publié en novembre 2008 sous le titre « La diversité dans la police moderne » (*Diversity in Modern Policing*)²³⁶. Ce sondage a bénéficié du soutien du ministère de l'Intérieur (*Home Office*) et de l'Association des chefs de police (*Association of Chief Police Officers*).

Le questionnaire a été soumis à tous les services policiers du Royaume-Uni entre avril et juillet 2008. La moitié des personnes sollicitées l'ont rempli. Leurs réponses indiquent qu'environ 5 pour cent des membres des forces policières appartiennent aux collectivités noires ou aux minorités ethniques. Les policiers musulmans représentent moins de 1 pour cent de l'effectif total. Ces chiffres montrent que la police pourrait utiliser plus efficacement

certaines catégories de ressources humaines, notamment pour la lutte contre le terrorisme, mais aussi pour la police de quartier et la présence sur le terrain dans les communautés²³⁷.

CENTRE DOCUMENTAIRE ET CONSULTATIF SUR LA DISCRIMINATION RACIALE

Danemark

Les archives du Centre documentaire et consultatif sur la discrimination raciale (*Dokumentations- og rådgivningscenteret om racediskrimination*, DRC)²³⁸ regroupent les dossiers de procès individuels et de poursuites policières concernant la discrimination raciale. Plus particulièrement, certaines études analytiques proposées par le DRC témoignent de la réponse des tribunaux et du résultat des poursuites policières dans des cas de crime ou de discrimination raciale contre des membres de minorités ethniques²³⁹. Ces documents révèlent que la police ne prend pas toujours au sérieux les plaintes pour discrimination raciale ou ethnique déposées par des membres de groupes minoritaires (voir plus loin). Mais le DRC cite aussi plusieurs exemples dignes de mention dans les rapports annuels *Point focal national* qu'il soumet à l'Agence des droits fondamentaux (FRA) de l'UE. Ces documents constituent par ailleurs une bonne source d'information sur les effets discriminatoires indirects du système judiciaire criminel pour les musulmans et les autres membres de minorités ethniques.

CONSEIL D'ACTION CONTRE LA DISCRIMINATION DE ROTTERDAM

Pays-Bas

Fondé en 1983, le Conseil d'action contre la discrimination de Rotterdam (*Rotterdamse Anti Discriminatie Actie Raad*, RADAR)²⁴⁰ est l'un des organismes locaux de lutte contre la discrimination les plus anciens des Pays-Bas. Implanté dans les régions de Rotterdam-Rijnmond (Rotterdam), Zuid-Holland Zuid (Dordrecht) et Midden en West Brabant (Breda), il mène

des recherches, analyse les données et rédige des rapports en vue de promouvoir l'égalité et de lutter contre la discrimination²⁴¹. Ses enquêtes sur la discrimination structurelle s'intéressent notamment aux systèmes policiers et judiciaires, mais aussi à l'éducation, l'emploi et le logement. Le RADAR conseille et appuie les particuliers qui souhaitent porter plainte pour discrimination. Il assure également le suivi des cas et analyse les données compilées pour discerner les problèmes les plus cruciaux et formuler des recommandations ciblées reposant sur des faits avérés.

FONDATION ANNE FRANK

Pays-Bas

La Fondation Anne Frank²⁴² observe l'évolution du racisme et de l'extrémisme aux Pays-Bas depuis 1997²⁴³. Ses recherches montrent que l'islamophobie s'intensifie dans ce pays depuis quelques années. Les sentiments négatifs à l'égard des musulmans et de l'islam ainsi que la violence antimusulmane augmentent²⁴⁴. Les jeunes originaires des Pays-Bas se radicalisent et sont de plus en plus attirés vers les groupes d'extrême droite²⁴⁵.

AMNESTY INTERNATIONAL

Allemagne

L'organisme Amnesty International a publié un rapport de pays sur les mauvais traitements infligés aux étrangers par la police allemande²⁴⁶. En 1995, Amnesty International signalait 70 cas de brutalité policière en Allemagne entre janvier 1992 et mars 1995, dont la moitié émanait de la police de Berlin. L'organisme estime que ces cas ne constituaient pas des incidents isolés, mais s'inscrivaient dans un mode opératoire clairement discernable de brutalité policière à l'encontre des étrangers et des membres des communautés ethniques.

Atténuation des répercussions négatives des politiques antiterroristes

LE DROIT DE VIVRE SANS DISCRIMINATION

Rotterdam (Pays-Bas)

À la suite des attentats terroristes en Europe, du meurtre de Theo van Gogh par un musulman néerlandais radical et des complots fomentés pour attaquer des cibles logistiques des Pays-Bas, la municipalité de Rotterdam a présenté en février 2005, avec le concours de l'Institut pour la sécurité et la gestion des crises (*Instituut voor Veiligheids- en Crisismanagement*), un programme d'action contre la radicalisation intitulé « Participer ou rester en arrière » (*Meedoen of Achterblijven*)²⁴⁷.

Le programme s'est attiré de vives critiques de la part de la communauté marocaine, qu'il décrivait comme étant particulièrement susceptible de se radicaliser²⁴⁸. Les organismes marocains se sont inquiétés du ton de ce rapport, et ont souligné que les organisations musulmanes n'avaient pas été invitées à participer à son élaboration. Ils craignaient qu'il n'attise la discrimination et exacerbe ainsi l'exclusion et la radicalisation. En réponse à leurs préoccupations, le programme *Meedoen of Achterblijven* a financé un projet spécifiquement destiné aux collectivités marocaines, Le droit de vivre sans discrimination (*Recht om niet gediscrimineerd te worden*)²⁴⁹.

La Plateforme des étrangers du Rijnmond (*Platform Buitenlanders Rijnmond*, PBR)²⁵⁰, le Conseil d'action contre la discrimination de Rotterdam (*Rotterdamse Anti Discriminatie Actie Raad*, RADAR), la Fondation des organismes marocains de Rotterdam (*Samenwerkende Marokkaanse Organisaties Rotterdam*, SMOR) et la Plateforme des organismes islamiques du Rijnmond (*Stichting Platform Islamitische Organisaties Rijnmond*, SPIOR) ont également organisé conjointement des

rencontres avec les organismes marocains, diffusé des informations sur la discrimination et la législation antidiscriminatoire, et assuré le suivi des incidents de discrimination, constatés par la loi ou perçus, dans la communauté marocaine de Rotterdam²⁵¹.

LEICESTER

Royaume-Uni

À Leicester, les activités de lutte contre le terrorisme ont induit en définitive un resserrement des relations entre la police et les dirigeants des organismes et groupes communautaires musulmans. Grâce à ces liens, des situations potentiellement difficiles ont pu être résolues sereinement par des interventions concertées de la police et de la communauté musulmane. Ainsi, les arrestations et les opérations policières antiterroristes menées à Leicester à la suite des attentats à la bombe de Londres du 7 juillet 2005 ont intensifié les craintes et les soupçons vis-à-vis de la police. Plusieurs rencontres publiques avec les forces policières ont alors été organisées pour rassurer les collectivités musulmanes et les informer de leurs droits et responsabilités. Le développement de ces relations de confiance à l'échelle locale a permis ensuite à la police et à la collectivité de coopérer d'une manière fructueuse en vue de prévenir la radicalisation et le terrorisme.

STRATEGIE ANTITERRORISTE DE WALTHAM FOREST

Royaume-Uni

Depuis que l'enquête sur un complot visant à faire exploser un avion de ligne transatlantique a permis de remonter jusqu'à des résidents de Walthamstow [une ville du district de Waltham Forest], en août 2006²⁵², la police de Waltham Forest considère la lutte antiterroriste comme une priorité de premier plan. Toutefois, la stratégie de lutte contre le terrorisme du Conseil de Waltham Forest va bien au-delà du seul cadre législatif

normatif et du resserrement du maintien de l'ordre. Elle prévoit notamment plusieurs politiques de résorption des causes économiques et sociales de l'extrémisme violent, et propose une démarche multidimensionnelle faisant intervenir différents services du Conseil.

Au moment des arrestations de 2006, le Conseil de Waltham Forest interagissait relativement peu avec les communautés musulmanes locales, dont il méconnaissait la diversité. Depuis, il s'est doté de mesures ciblées pour renforcer les liens de collaboration avec les collectivités locales, raffermir la cohésion sociale et prévenir la marginalisation. Le Conseil a ainsi implanté différentes politiques et initiatives, notamment : appui à plusieurs événements de la Semaine de sensibilisation à l'islam; organisation d'une semaine interconfessionnelle ; mise sur pied du programme Jeunes chefs de file musulmans (voir le chapitre Participation à la vie publique et civique)²⁵³; nomination d'un ambassadeur confessionnel²⁵⁴. Un agent de liaison confessionnel a par ailleurs été nommé à la Police métropolitaine pour favoriser l'instauration de relations directes avec les différentes collectivités religieuses, y compris musulmanes²⁵⁵, et l'ensemble du personnel de première ligne de la police doit désormais suivre une formation sur les religions²⁵⁶. Le Groupe consultatif indépendant des jeunes de Waltham Forest (*Young Independent Advisory Group*, YIAG)²⁵⁷ a par ailleurs été constitué pour établir des liens de partenariat entre le Conseil, la police et les jeunes du district (voir plus de détails dans la section sur la criminalité chez les jeunes).

Rapprochement avec la collectivité

Les participants aux groupes de discussion des Fondations pour une société ouverte ont estimé que la police devait se rapprocher de la collectivité, par exemple en déployant dans les quartiers des policiers bien connus des

résidents et capables d'établir des relations de confiance avec eux. Les répondants jugeaient par ailleurs indispensable que les enfants et les jeunes connaissent les policiers qui interviennent dans leurs quartiers. Ainsi que nous l'avons indiqué, de telles mesures contribuent à atténuer les répercussions négatives des stratégies de lutte contre le terrorisme. Les opérations et autres activités antiterroristes risquent toutefois de saper ce travail de rapprochement sur le terrain, surtout si ce sont les mêmes policiers locaux qui mènent les deux types d'interventions.

DIRECTEURS DE QUARTIER Amsterdam (Pays-Bas)

Les directeurs de quartier sont nommés pour maintenir l'ordre dans les quartiers, en collaboration avec la police. Ce mandat de sécurité se double d'une mission sociale touchant le maintien de la paix et la qualité de vie. Les directeurs de quartier doivent donc entretenir un contact permanent avec les résidents, les entreprises et les organismes locaux, et se tenir informés de l'actualité dans leur collectivité. Ils doivent aussi investir dans l'établissement de liens de confiance très solides avec le quartier.

Les directeurs de quartier s'efforcent de tisser des relations étroites avec des membres pivots de la collectivité, par exemple des personnalités influentes, ou encore des parents qui se sentent particulièrement attachés à la collectivité et responsables de ce qui s'y passe. Ces interlocuteurs privilégiés servent de traits d'union entre la population et la police, informent les services policiers sur le quotidien du quartier, et expliquent les interventions policières aux résidents²⁵⁸. À Slotervaart, deux des neuf directeurs de quartier proviennent de minorités ethniques non occidentales²⁵⁹.

AMBASSADEURS DE LA POLICE

Rotterdam (Pays-Bas)

À Rotterdam, les « ambassadeurs de la police » sont des policiers locaux chargés d'établir et d'entretenir des liens de réseautage entre la police et les communautés culturelles de la collectivité. Ils peuvent ainsi être invités à intervenir dans les réunions sur le travail de la police et la sécurité afin d'informer les participants, répondre à leurs questions, et proposer des solutions à leurs préoccupations.

AGENT DE LIAISON CONFESIONNEL DE LA POLICE METROPOLITAINE

Waltham Forest, Londres (Royaume-Uni)

Ainsi que nous l'indiquons plus haut, un agent de liaison confessionnel de la Police métropolitaine²⁶⁰ a été nommé à Waltham Forest pour établir des relations directes avec les collectivités religieuses et favoriser la coopération et le dialogue avec les regroupements locaux dans l'optique d'atténuer les tensions dans la communauté. Grâce à cette initiative, les interventions de maintien de l'ordre dans le quartier sont maintenant considérées comme beaucoup plus nuancées et plus proches des gens.

GROUPES CONSULTATIFS INDEPENDANTS

Royaume-Uni

Les Groupes consultatifs indépendants (*Independent Advisory Groups*, IAG)²⁶¹ offrent aux services policiers locaux une structure visant à faciliter leur travail avec les communautés confessionnelles. Plus spécifiquement, leur objectif consiste à établir et renforcer la confiance mutuelle au moyen d'un dialogue régulier ; ils constituent par ailleurs d'excellents relais dans les communautés. La plupart des bénévoles sont devenus des interlocuteurs essentiels pour la police locale et peuvent être appelés à se prononcer sur des problèmes ou questionnements touchant la collectivité.

L'implantation des IAG a notamment produit les résultats suivants.

- Renforcement des liens de réseautage dans les collectivités
- Amélioration du maintien de l'ordre lors des activités et des événements organisés dans la communauté
- Augmentation du nombre des incidents et crimes de haine dénoncés par plainte officielle
- Participation des IAG aux bilans des impacts sur la collectivité en cas d'incident majeur et, par conséquent, atténuation des tensions dans la collectivité²⁶²

POLICES DE PROXIMITE

Hambourg (Allemagne)

Les « polices de proximité » (*Bürgerlicher Beamter*, BUNABE) se composent de policiers qui patrouillent dans les quartiers de manière très visible dans les secteurs accueillant une proportion élevée de musulmans et de migrants, par exemple Wilhelmsburg, Steilshoop et Billstedt.

UNITES TERRITORIALES DE QUARTIER

Marseille (France)

Les Unités territoriales de quartier (UTEQ) sont des équipes policières affectées aux secteurs les plus défavorisés. Elles travaillent quotidiennement au renforcement des relations entre la police et les quartiers²⁶³, dans le cadre d'une stratégie plus globale de solidarisation de la police et des résidents contre les criminels²⁶⁴.

En 2008, le ministère de l'Intérieur a désigné Marseille comme ville-pilote pour mesurer l'efficacité des UTEQ. Marseille compte ainsi deux UTEQ de 20 policiers chacune; elles interviennent à La Cayolle (9^e arrondissement) et à Félix-Pyat/Saint-Mauront (3^e arrondissement).

ADJOINTS DE SECURITE / AGENTS LOCAUX DE MEDIATION SOCIALE Marseille (France)

Les adjoints de sécurité (AS) et les agents locaux de médiation sociale (ALMS) assistent la police nationale dans les secteurs défavorisés accueillant de fortes concentrations d'immigrants. Ces employés de l'État au service de la police nationale ne sont pas des salariés. Ils sont engagés sous contrat pour aider les forces du maintien de l'ordre et les pouvoirs publics à encadrer les populations agitées. Des personnes d'origine maghrébine ou africaine sont recrutées dans ces équipes afin de gagner la confiance des résidents immigrants. Ces adjoints et agents font également bénéficier la police de leurs connaissances linguistiques et de la diversité de leurs cercles sociaux. Ils procurent par ailleurs de l'aide aux victimes, plaignants et résidents les plus vulnérables, contribuant ainsi à apaiser les collectivités dans lesquelles ils interviennent²⁶⁵.

Crimes de haine

La discrimination et les crimes de haine constituent un problème majeur en Europe. Plus spécifiquement, la brutalité et la discrimination policières posent également des difficultés importantes dans certaines villes. Elles touchent plus particulièrement les jeunes hommes des minorités confessionnelles ou ethniques et sont considérées comme l'une des principales causes du ressentiment, de l'isolement, de l'exclusion sociale et de la marginalisation des groupes concernés. Leur impact sur les relations avec les communautés est d'autant plus marqué que la police est naturellement perçue comme la représentante de la volonté de l'État et de la société dans son ensemble. En plus de susciter des réactions de rejet vis-à-vis de la police (et de l'État), surtout de la part des jeunes, la discrimination et la brutalité policières sont généralement considérées comme l'une des

causes majeures des émeutes, témoins de la désagrégation complète du lien social dans certaines collectivités.

La lutte contre la discrimination, les crimes de haine et la brutalité policière devrait constituer une priorité. Pourtant, ainsi que le présent rapport l'a souligné, ces incidents ne sont ni dénoncés, ni consignés de manière systématique. Les victimes pensent souvent que leur plainte ne sera pas prise au sérieux par la police locale ou qu'elle ne débouchera sur aucune intervention concrète ou arrestation. Les membres des minorités ethniques et confessionnelles sont par ailleurs mal informés sur les procédures de dépôt de plaintes et sur les lieux et instances susceptibles de leur procurer assistance et conseil. Ainsi que nous allons le voir, différentes initiatives incitent néanmoins les membres des minorités ethniques à dénoncer la discrimination dont ils sont victimes.

POLICE ET SERVICE DES RENSEIGNEMENTS Copenhague (Danemark)

Au Danemark, la réglementation encadrant les forces policières oblige tous les postes de police à signaler les crimes de haine au Service danois des renseignements et de la sécurité (*Politiets Efterretningstjeneste*, PET)²⁶⁶. Dans son rapport annuel 2006, le PET souligne que la violence raciale augmente depuis quelques années, mais que les statistiques du crime ne rendent pas compte de cet accroissement parce que les victimes estiment inutile de dénoncer les incidents à leur poste de police²⁶⁷. Cette tendance se confirme dans les études de cas du Centre documentaire et consultatif sur la discrimination raciale (*Dokumentations- og rådgivningscenteret om racediskrimination*, DRC), lesquelles indiquent aussi que la police ne prend pas toujours au sérieux les plaintes pour discrimination ethnique ou raciale des membres des minorités²⁶⁸.

Le PET a par la suite annoncé son intention de lancer une campagne pour inciter les minorités ethniques à signaler tous les incidents de discrimination. Depuis quelques années, il organise dans plusieurs villes des rencontres avec des imams et des responsables de mosquées ainsi qu'avec d'autres représentants des minorités.

Certains éléments semblent indiquer que cette approche a effectivement permis d'augmenter le taux de dénonciation des crimes de haine. Les chiffres du PET révèlent ainsi un quintuplement du nombre des infractions criminelles relatives à un crime de haine qui ont été signalées entre 2007 et 2008 (il est passé de 35 à 175 cas)²⁶⁹.

DECLARATION D'INCIDENTS EN LIGNE Copenhague (Danemark)

Le conseil municipal de Copenhague a créé en 2008 une page Web permettant aux victimes de signaler les incidents de discrimination et les crimes de haine fondés sur l'âge, le genre, la race, la couleur de la peau ou l'appartenance ethnique, le handicap, l'origine nationale ou sociale, les convictions religieuses, les opinions politiques ou l'orientation sexuelle. En plus du danois, cette page est accessible en sept langues²⁷⁰. En mars 2009, 209 plaintes avaient été soumises au site Internet²⁷¹. Le Conseil a ensuite distribué des dépliants dans la rue pour faire connaître l'existence de cette page Web et inciter les victimes à dénoncer la discrimination et les crimes de haine.

Il est à souligner que l'unique objectif de ce site Internet est de mener à une évaluation plus exacte de la fréquence des crimes de haine. Il ne sert pas à amorcer des poursuites judiciaires ; pour ce faire, l'incident doit être signalé à la police.

Constatant le succès de cette initiative, le ministère de la Justice a ordonné publiquement à tous les postes de police de constater et de donner suite à

toutes les plaintes pour crime de haine fondé sur l'identité ethnique ou religieuse ou l'orientation sexuelle, et de reprendre à leur compte le système suédois de registre des crimes de haine et de la violence raciale²⁷². En juin 2009, la police a lancé sur son propre site Internet une campagne incitant les victimes de crimes de haine, quels qu'ils soient, à signaler ces agressions²⁷³.

CAMPAGNE NON A LA HAINE ! Copenhague (Danemark)

Toujours dans le but d'éradiquer les crimes de haine, la police de Copenhague, le conseil municipal, la Ville de Frederiksberg et le Centre danois des droits de la personne ont établi en 2011 une ligne téléphonique « Non à la haine ! » pour inciter victimes et témoins à dénoncer les agressions. L'objectif de ce service est de contribuer à la prévention de ces crimes et à la lutte contre ces infractions, et d'augmenter le nombre des cas signalés aux autorités. Dans ce contexte, le crime de haine peut être motivé par la race, la religion ou l'ethnie²⁷⁴.

DECLARATION D'INCIDENTS EN LIGNE, POLICE DE WALTHAM FOREST Londres (Royaume-Uni)

Au Royaume-Uni, les relations entre les musulmans et le système judiciaire sont largement déterminées par les nombreux cas d'agression à motif religieux qui agitent ce pays et par l'efficacité dont la police fait preuve pour résorber cette violence. À la suite de l'adoption de la Loi du Royaume-Uni sur la haine religieuse et raciale de 2006 (*UK Racial and Religious Hatred Act 2006*)²⁷⁵, le Conseil de Waltham Forest a explicitement désigné la haine religieuse comme crime de haine, au même titre que le racisme et l'homophobie²⁷⁶. Le Conseil a mis sur pied un site Internet permettant de dénoncer les crimes de haine de manière anonyme et en toute

confidentialité²⁷⁷. Des employés ayant suivi une formation spécialisée dans le domaine se tiennent également à la disposition des victimes pour discuter de leur cas particulier.

COLLECTIF CONTRE L'ISLAMOPHOBIE EN FRANCE

Paris (France)

Le Collectif Contre l'Islamophobie en France (CCIF) a été créé en 2003 pour répondre à la hausse du nombre des incidents racistes et xénophobes antimusulmans signalés sur le territoire français. Le réseau a pris de l'ampleur depuis sa formation : il se compose désormais d'universitaires, d'avocats et de membres de la société civile. Établi à Paris, le CCIF possède des antennes dans d'autres grandes villes de France telles que Troyes, Lyon et Marseille.

Le CCIF a établi un observatoire sur l'islamophobie qui collige les cas de crimes de haine, de discrimination et de discours publics haineux dirigés spécifiquement contre la communauté musulmane. Le Collectif élabore en outre des analyses quantitatives et qualitatives sur l'islamophobie dans l'intention de mieux en percevoir les rouages et l'idéologie sous-jacente, et de la combattre ainsi plus efficacement. Les données et les statistiques sur les crimes de haine et la discrimination contre les musulmans qui ont été recueillies et colligées par le CCIF sont largement reprises et utilisées par plusieurs institutions et autres organismes nationaux et internationaux.

Le CCIF a mis en place un réseau d'avocats et d'experts juridiques qui procurent aide et conseil aux victimes de l'islamophobie. Jusqu'à présent, tous les cas amenés par le CCIF devant les tribunaux ont fait l'objet d'une décision favorable aux victimes. Le Collectif s'est fixé pour objectif de créer un fonds spécial de prise en charge d'une partie des frais juridiques pour les victimes qui n'ont pas les moyens financiers de les assumer ; il s'est également donné pour but de constituer une équipe chargée spécialement

de procurer de l'aide psychologique aux victimes dans leurs périodes de détresse.

Enfin, le CCIF s'efforce de sensibiliser le grand public, les ONG et les instances et personnalités politiques à l'islamophobie et au racisme antimusulman.

Criminalité chez les jeunes

Quelle que soit leur appartenance religieuse, musulmane ou non, les répondants des recherches des Fondations pour une société ouverte expriment une vive inquiétude envers les groupes de jeunes qui traînent dans les rues et envers le harcèlement, le vandalisme et la criminalité reliés à la drogue qui leur sont souvent associés. De la même façon, les émeutes, les flambées de violence, les affrontements avec la police ainsi que différentes catégories de crimes (par exemple, les agressions et la piraterie routière) leur semblent souvent le fait de jeunes marginalisés déconnectés de la société.

Comme pour la plupart des autres types d'infractions, la prévention de la criminalité chez les jeunes n'incombe pas uniquement à la police, aux instances municipales ou au gouvernement. Ainsi que le montrent les initiatives décrites ci-dessous, la population joue un rôle essentiel dans la construction et le maintien de collectivités épargnées par le crime, et qui procurent un bon niveau de sécurité à tous leurs résidents. Cependant, les recherches des Fondations pour une société ouverte révèlent aussi que les activités policières antiterroristes (par exemple, les interpellations et arrestations sans mandat et les vérifications d'identité) intensifient le sentiment de marginalisation et d'aliénation sociale des jeunes musulmans – d'autant plus qu'elles les visent souvent de manière spécifique.

Plus généralement, les opérations de recherche d'explosifs, de drogues ou d'armes font subir aux jeunes des minorités ethniques et confessionnelles un profilage ethnique auquel le reste de la population est beaucoup moins exposé. Le sentiment d'humiliation, de discrimination et d'aliénation ainsi que le ressentiment que ces interventions suscitent chez eux peuvent les amener à des comportements délinquants et créer des tensions dans la collectivité ; il est par ailleurs avéré qu'ils constituent l'une des causes fondamentales de nombreux affrontements violents ou d'émeutes. Les quartiers et les villes évoluent alors selon une dynamique de cercle vicieux et d'escalade : les opérations policières de profilage ethnique déclenchent différents types de représailles de la part des jeunes, ce qui alourdit leur profil de délinquance et accroît leur part dans les statistiques du crime, ce qui amène la police à multiplier les opérations qui les ciblent spécifiquement²⁷⁸. Les médias qui dépeignent les jeunes des minorités confessionnelles et ethniques comme autant de criminels culturels peuvent également orienter négativement l'attitude des policiers²⁷⁹, exacerbant ainsi la discrimination et la brutalité policières.

Les services de police doivent par conséquent adapter leurs méthodes, mais il s'avère également indispensable de s'attaquer plus sérieusement aux problèmes structurels de la société ainsi qu'aux causes fondamentales du crime. Dans l'immédiat, la police doit par ailleurs prendre des mesures de prévention ou d'atténuation de l'impact négatif des stratégies de sécurité et de maintien de l'ordre sur les jeunes des minorités ethniques. Les paragraphes qui suivent en fournissent quelques exemples.

LES PERES DU QUARTIER

Amsterdam (Pays-Bas)

Les Pères du quartier (*buurtvaders*) se sont donné pour mission de ramener l'ordre dans certaines rues d'Amsterdam et de les rendre plus sûres.

L'organisme a été fondé au lendemain des émeutes du printemps 1998 qui ont opposé des résidants du secteur Overtoomse Veld à la police. Des pères marocains du quartier ont alors décidé de patrouiller chaque nuit dans les rues pour encadrer les jeunes. Il est à noter qu'ils étaient tous également membres de la Fondation Al Mawadda (*Stichting Sociaal Cultureel Centrum Al Mawadda*), un centre social et culturel de migrants marocains d'Amsterdam dont la mission est d'accroître la participation des Marocains à la vie de Slotervaart par des activités diverses, notamment des cours de danois, des événements et des séances de sport et de gymnastique, et des programmes destinés aux résidants marocains âgés ou aux jeunes. Les Pères du quartier ont amélioré notablement la qualité de vie ainsi que la sécurité dans les rues. Le secteur est plus calme et les incidents de trouble de l'ordre public sont devenus plus rares²⁸⁰.

La réussite de cette initiative semble s'expliquer par la détermination des pères qui se sont mobilisés, par le fait qu'ils connaissent bien les jeunes du quartier, et par leur capacité à établir des liens de confiance avec les résidants. Alors que la police et l'arrondissement se montraient plutôt sceptiques au départ, d'excellentes relations de partenariat se sont graduellement développées entre les trois parties. Le programme bénéficie désormais d'une reconnaissance officielle et a remporté des prix prestigieux décernés aux meilleures initiatives citoyennes nationales et européennes²⁸¹ – par exemple, le Prix Hein-Roethof 2000, qui récompense les programmes de prévention du crime particulièrement novateurs²⁸². Cette reconnaissance publique a permis l'incorporation de professionnels au projet et la création d'un protocole méthodologique qui favorisera l'essaimage de cette initiative dans d'autres quartiers.

Il semble toutefois que l'élan initial et l'efficacité des Pères du quartier ont un peu diminué ces dernières années. Des signes de rivalité et de conflit entre différents groupes de pères ont été relevés.

MENTORS DES RUES

Slotervaart (Pays-Bas)

Parallèlement aux interventions de la police locale, les « mentors des rues » travaillent à apaiser les conflits, résorber les affrontements et maintenir l'ordre à Slotervaart. Patrouillant en vélo dans certains quartiers désignés, ils signalent les problèmes à des équipes de visites à domicile qui se rendent ensuite chez les personnes soupçonnées de perturber la paix du quartier. Un nombre important de ces visiteurs à domicile sont d'ascendance marocaine. Ce système de surveillance sur le terrain semble avoir contribué à réduire le nombre des difficultés causées par les jeunes dans Slotervaart²⁸³. Constatant ces résultats, deux autres arrondissements ont également adopté la formule. Les mentors des rues et les visiteurs à domicile ne font pas partie des forces policières, mais sont placés sous la responsabilité de la Fondation de lutte contre la délinquance à Amsterdam (*Stichting Aanpak Overlast Amsterdam*, SAOA), qui bénéficie d'un financement municipal²⁸⁴.

ADJOINTS DES RUES

Copenhague (Danemark)

Des « adjoints des rues » (*medarbejdere på gadeplan*) émanant de la société civile ou d'organismes représentant les minorités ethniques participent à la prévention du crime et de la délinquance dans le quartier Nørrebro de Copenhague.

CLUBS MUNICIPAUX

Copenhague (Danemark)

En collaboration avec la police de Copenhague et SSP-Samarbejde²⁸⁵, le conseil municipal de Copenhague a mis sur pied des clubs qui permettent aux jeunes hommes de se rencontrer au lieu de traîner dans les rues.

GRUPE CONSULTATIF INDEPENDANT DES JEUNES DE WALTHAM FOREST Waltham Forest, Londres (Royaume-Uni)

Le Groupe consultatif indépendant des jeunes de Waltham Forest (*Young Independent Advisory Group, YIAG*)²⁸⁶ rassemble des jeunes de 15 à 21 ans venant de différents secteurs de Waltham Forest, et qui coopèrent avec la police et le Conseil de Waltham Forest pour prévenir les problèmes de sécurité dans la collectivité et relayer les informations sur les politiques locales et nationales. Le Groupe a notamment développé une formation sur les interpellations et les arrestations sans mandat pour indiquer aux nouveaux policiers d'acquiescer des méthodes de contrôle plus acceptables du point de vue des jeunes. Constituant une première pour la Police métropolitaine, cette formation représente une étape importante dans l'amélioration de la cohésion sociale dans le district.

Rôle des mosquées

En tant qu'organismes enracinés au cœur de la collectivité, les mosquées jouent un rôle important dans le développement d'un bon tissu social, ainsi qu'en témoignent les initiatives décrites ci-dessous.

POLICE ET MOSQUEE Amsterdam (Pays-Bas)

Le poste de police et la mosquée du secteur August Allebéplein sont directement voisins. La police sollicite la mosquée pour informer la population sur ses interventions, particulièrement dans les périodes de crise. En 2007, un jeune musulman a voulu agresser un policier au couteau et a été tué par balle. La police et l'arrondissement ont tout de suite tenu à présenter aux résidents du quartier les faits exacts et complets entourant cette affaire. Des policiers ont fait appel à leurs réseaux de contacts

personnels et une réunion d'information a été organisée dans la mosquée ; les imams ont joué un rôle déterminant dans le maintien de la paix et la prévention des tensions dans la collectivité.

TRANSFERT DES COMPETENCES INTERCULTURELLES

Secteur de Neukölln (Allemagne)

En Allemagne, différentes ententes de coopération encadrent les relations entre la police et les mosquées. En 2003, la police du secteur Neukölln a mis sur pied le projet Transfert des compétences interculturelles (*Transfer interkultureller Kompetenz, TiK*), en collaboration avec les associations locales de mosquées. L'objectif de cette initiative consiste à établir des ponts entre les mosquées et les policiers de différents secteurs et à rédiger des lignes directrices indiquant à la police comment se comporter dans ses interactions avec les représentants des mosquées et avec les musulmans. Ces lignes directrices procurent une information de base sur l'islam et sur des enjeux culturels plus délicats pour la communauté musulmane. Ce projet a été mis en œuvre pour éviter les conflits pouvant naître de l'incompréhension mutuelle.

COMITE DES IMAMS

Hambourg (Allemagne)

La police de Hambourg bénéficie des conseils d'un comité d'imams et travaille avec un réseau d'organismes musulmans dans l'optique de prévenir le crime et l'extrémisme islamique. Un groupe informel a commencé de se réunir en 2009 pour envisager des approches préventives dans différents domaines, par exemple la violence familiale et conjugale, le divorce, les communications avec l'administration, la coopération avec les écoles et l'histoire de l'Allemagne. Ce groupe se composait notamment d'imams (de l'Alliance des collectivités islamiques du Nord de l'Allemagne [*Bündnis der*

islamischer Gemeinden in Norddeutschland, BIG] et de l'Union turqueislamique pour les questions religieuses [en turc : *Diyanet İşleri Türk İslam Birliği*; en allemand : *Die Türkisch-Islamische Union der Anstalt für Religion e.V.*, DİTİB], du Consulat général de la Turquie, et de différentes mosquées), de représentants de la police de Hambourg (LKA), et de représentants de l'administration municipale (*Arbeitsstelle Vielfalt*, ASV; *Leitzentrum Integration und Zivilgesellschaft*, LIZ). Cette initiative de coopération s'inscrit dans le cadre d'une nouvelle approche adoptée par la police de Hambourg : Comprendre – S'associer – Prévenir (*Verstehen – Verbünden – Vorbeugen*)²⁸⁷. Elle s'appuie sur le travail du forum interreligieux, qui a permis aux musulmans de Hambourg représentés par le Conseil des collectivités islamiques de Hambourg (*Rat der islamischen Gemeinschaften in Hamburg e.V.*, SCHURA) de rencontrer régulièrement les représentants de l'administration entre 2004 et 2008.

Place des minorités dans les effectifs de la police

Bien que l'insuffisance des données sur le recrutement et les carrières dans la police ne permette pas de l'établir de façon sûre, il est communément admis que les groupes minoritaires ethniques et confessionnels restent relativement peu présents dans les forces policières de l'Europe. Or, la résorption de cette sous-représentation s'avère essentielle à l'amélioration de la prévention du crime, au renforcement de la sécurité, et au resserrement des liens sociaux. Les membres des forces policières locales qui proviennent eux-mêmes de minorités s'imposent comme des relais importants entre la police et les résidents²⁸⁸. Ils peuvent informer leurs collègues sur les réalités culturelles et sociales des groupes minoritaires afin de favoriser la compréhension mutuelle et les interactions avec les communautés, et

contribuer à l'établissement de solides liens de confiance entre la police et l'ensemble de la population. Certains deviennent également des modèles identificatoires positifs pour les jeunes des quartiers dans lesquels ils interviennent.

RECRUTEMENT DE FEMMES ET DE BELGES D'ORIGINE ETRANGERE

Anvers (Belgique)

La police d'Anvers a lancé en 1995 le projet Recrutement de femmes et de Belges d'origine étrangère (*Project Aanwerving van Alloctonen en Vrouwen*). Son objectif consiste à préparer ces groupes démographiques aux examens de sélection, à sensibiliser les effectifs de police aux questions de racisme et de discrimination, et à perfectionner leurs compétences en élaboration des comptes rendus de plaintes pour racisme²⁸⁹.

ACTIVITES DE RECRUTEMENT

Leicestershire (Royaume-Uni)

Des activités de recrutement sont organisées dans toute la région du Leicestershire dans le cadre d'une stratégie plus globale visant à informer le public sur les possibilités d'emploi dans la police et garantir un niveau élevé de compétence policière par la mise en place de parcours de formation poussés. Les activités de sensibilisation permettent aux forces policières d'informer les groupes minoritaires et de les conseiller afin de les inciter à s'engager dans la police. Elles se tiennent notamment dans les centres sociaux et autres lieux de regroupement, par exemple les mosquées, mais également lors d'évènements organisés par la police ou les organismes communautaires – rencontres sportives Khidmah ; matchs de football ou de cricket; etc.²⁹⁰ Les services de police invitent aussi les membres de leur effectif à établir des liens avec les médias locaux en participant aux travaux d'instances telles que le Groupe consultatif multiculturel de Leicester (*Leicester Multicultural Advisory Group*),

et à intervenir sur les ondes radiophoniques de la région. Un rapport de la police fait état de soirées interculturelles annuelles, d'une semaine de l'équilibre vie professionnelle/vie personnelle, d'ateliers sur les questions relatives au genre, et du soutien apporté au Programme d'autonomisation et de développement personnel (*Personal Leadership Programme, PLP*) parrainé par l'Association des policières et policiers noirs (*Black Police Association, BPA*)²⁹¹.

La police organise différents types d'activités de recrutement et assiste à de nombreux festivals qui attirent les groupes minoritaires, par exemple : Diwali (la fête des Lumières), le Carnaval caraïbe, la Gay Pride et le LeicestHER Day (la Journée des femmes). Des techniques spécifiques de marketing sont mises en œuvre auprès des communautés noires et des minorités ethniques. Ainsi, des affiches montrant des hommes et des femmes provenant manifestement de minorités ethniques sont placées dans les établissements hospitaliers qui accueillent une nombreuse clientèle provenant de ces groupes.

Les activités de recrutement ont permis d'augmenter le nombre des agents de proximité (*police community support officers, PCSO*). Complétant le travail des équipes policières conventionnelles, ils patrouillent en uniforme dans les quartiers et assurent sur le terrain une présence accessible et visible afin de rassurer la population et d'améliorer sa qualité de vie. Les agents de proximité coopèrent avec des partenaires et des organismes locaux pour résorber la délinquance, atténuer la peur du crime, et résoudre différents types de problèmes qui nuisent à la qualité de vie des résidents²⁹².

La police du Leicestershire déploie des PCSO d'expérience dans certains secteurs résidentiels sélectionnés. Cette initiative favorise le resserrement des liens entre les policiers et les résidents et contribue à faire baisser le taux de roulement des policiers entre les districts et les régions. Quand les résidents d'un quartier appellent les agents par leurs prénoms et travaillent

avec eux à rendre leur collectivité plus sûre depuis plusieurs années, des relations très fortes de confiance s'établissent nécessairement entre eux.

ASSOCIATION DES POLICIERES ET POLICIERS NOIRS DU LEICESTERSHIRE

L'Association des policières et policiers noirs du Leicestershire (*Leicestershire Black Police Association*, LBPA)²⁹³ est officiellement reconnue depuis 1994. Elle collabore avec l'organisme Pour l'égalité dans les forces policières (*Force Equality Supporters*), la Santé au travail (*Occupational Health*), la Fédération de la police (*Police Federation*) et Unison, le grand syndicat du service public. Ses objectifs sont les suivants.

- Offrir un réseau de soutien aux membres
- Promouvoir le recrutement, la fidélisation des employés et le cheminement de carrière
- Participer à l'élaboration et à l'actualisation des politiques
- Exprimer l'opinion des membres et les préoccupations des communautés
- Appuyer la police dans ses interventions de maintien de la sécurité dans les collectivités

L'Association met également sur pied des groupes d'évaluation chargés de mesurer le chemin parcouru par rapport aux buts qu'elle vise²⁹⁴.

ASSOCIATION NATIONALE DES EFFECTIFS POLICIERS MUSULMANS Royaume-Uni

L'Association nationale des effectifs policiers musulmans (*National Association of Muslim Police*, NAMP)²⁹⁵ est un groupe d'entraide établi en 2007 pour représenter les intérêts des agents de police et autres employés musulmans des services policiers. Ses objectifs sont les suivants.

- Offrir un réseau de soutien, d'aide et de conseil
- Favoriser l'instauration et le maintien de relations de confiance et renforcer la cohésion sociale
- Stimuler le recrutement, la fidélisation et le cheminement professionnel des policiers et autres employés musulmans de la police
- Informer le public sur l'islam et aborder différentes problématiques telles que l'islamophobie²⁹⁶

La NAMP propose également un programme de mentorat s'adressant spécifiquement aux jeunes musulmans de 14 à 16 ans. Ce projet coopératif mis en œuvre conjointement par la NAMP et les conseils locaux vise à soutenir et encadrer les jeunes dans certains domaines tels que le développement de l'estime de soi et l'acquisition de compétences en matière de vie civique, de gouvernance et d'autonomisation personnelle²⁹⁷. Enfin, un groupe de la NAMP se consacre à la promotion des intérêts des policières et autres employées de la police ; il organise notamment des discussions sur différents thèmes concernant les femmes dans la police²⁹⁸.

POLITIQUE DE DIVERSITE Rotterdam (Pays-Bas)

La police de Rotterdam considère la politique de diversité comme une priorité de premier plan. Elle a remporté en 2008 le Prix de la diversité du ministère de l'Intérieur et des Relations au sein du Royaume pour ses activités de recrutement d'employés de provenances diverses et de lutte contre les préjugés dans ses propres rangs. Les policiers de Rotterdam issus de l'immigration représentaient 10,4 pour cent de l'effectif en 2008 ; les services de police visent un taux de 14,5 pour cent dans les prochaines années²⁹⁹. Toujours dans le cadre de la politique de diversité, des

« ambassadeurs de la police » sont chargés d'établir et d'entretenir des liens de réseautage avec différents groupes culturels (voir plus haut).

RECRUTEMENT DANS LA POLICE Copenhague (Danemark)

L'École de police de Copenhague mène depuis quelques années des campagnes de recrutement d'étudiants dans les minorités ethniques. Elle place des publicités dans la presse depuis la fin des années 1990, et son site Internet incite les jeunes hommes et femmes des minorités ethniques à s'engager dans la police³⁰⁰.

Il est communément admis que la présence des minorités ethniques d'origine non occidentale dans les rangs de la police reste très inférieure à leur poids démographique dans la population globale. La législation danoise sur les renseignements personnels et les bases de données interdisant la catégorisation par appartenance ethnique ou religieuse³⁰¹, il n'existe cependant aucune statistique officielle sur le nombre des membres des collectivités minoritaires parmi les étudiants de l'École de police et parmi les policiers.

Formations destinées aux forces policières

ONG ET SERVICES POLICIERS CONTRE LES PREJUGES Commission européenne

Le projet paneuropéen ONG et services policiers contre les préjugés (*NGOs And Police Against Prejudice*, NAPAP) a été mis sur pied par la Commission européenne en 1997 pour aider les forces policières à mieux comprendre le multiculturalisme et à établir des relations cordiales avec tous les groupes ethniques. Il a ainsi appuyé des ONG et des groupes de

terrain dans leurs activités de sensibilisation des policiers aux questions raciales et multiculturelles. Le projet NAPAP repose sur la conviction que la police ne peut, à elle seule, améliorer ses relations avec les minorités, et que la concrétisation de cet objectif exige nécessairement l'instauration d'un partenariat franc, ouvert et égalitaire entre les deux parties ainsi que la participation active des autorités municipales à la démarche³⁰².

Financé par l'UE, le projet NAPAP finançait directement des initiatives locales, régionales et nationales d'ONG et la tenue régulière d'ateliers transnationaux de mise en commun des connaissances acquises sur le terrain. Au total, 11 projets NAPAP locaux ont été mis sur pied en Autriche, en Belgique, au Danemark, en France, en Allemagne, en Italie, aux Pays-Bas, en Espagne et au Royaume-Uni, notamment dans les villes d'Anvers, de Berlin et de Copenhague.

Au Royaume-Uni, à Reading et Greenwich, le NAPAP a débouché sur des engagements publics de la part de plusieurs instances officielles. Il s'exprime désormais dans la Déclaration de Reading et dans l'Accord de Greenwich, deux documents inspirés de la Charte de Rotterdam pilotée en particulier par le Conseil d'action contre la discrimination de Rotterdam (RADAR)³⁰³ – voir ci-dessous.

CHARTE DE ROTTERDAM

Europe

Le Conseil d'action contre la discrimination de Rotterdam (*Rotterdamse Anti Discriminatie Actie Raad*, RADAR), la police de Rotterdam-Rijnmond et la municipalité de Rotterdam ont organisé du 30 mai au 1^{er} juin 1996 une conférence intitulée « Le travail de la police dans une société multiethnique : principes, pratiques et partenariats » en vue d'améliorer les services policiers dans le contexte d'une Europe multiethnique. Tenue à Rotterdam, cette conférence a réuni des policiers, des membres d'ONG et des

représentants des instances locales, nationales et européennes de 17 pays qui ont tous participé aux discussions et à la formulation de la Charte de Rotterdam.

La Charte de Rotterdam souligne la nécessité de partenariats entre la police, les ONG et les pouvoirs publics locaux. Elle aide les services policiers de toute l'Europe à prendre les devants pour adapter leurs interventions à la diversité ethnique des collectivités dans lesquelles ils interviennent. En particulier, elle énonce les principes qui doivent orienter le travail de la police et définit les mesures concrètes à prendre pour les mettre en œuvre. La Charte de Rotterdam couvre cinq sphères d'intervention, toutes reliées entre elles.

- Recrutement et fidélisation de l'effectif policier
- Formation des policiers
- Application des lois antidiscrimination
- Relations entre les minorités ethniques et la police
- Criminalité des migrants et rôle de la police dans la criminalisation des migrants³⁰⁴

Constatant l'importance des thèmes abordés par la Charte, nombreux sont les participants de la conférence de 1996 qui ont exprimé le souhait de voir ses principes essaimer dans toute l'Europe. C'est ainsi que la Fondation Travail de la police dans une société multiethnique³⁰⁵ a été mise sur pied pour promouvoir et diffuser la Charte dans toute l'Europe.

MODULE DE FORMATION LES ETRANGERS DE BERLIN

Berlin (Allemagne)

Le module « Les étrangers de Berlin » a été intégré à la formation professionnelle des employés de la police en 1994. Il présente des données sur l'immigration et met les forces policières en contact avec des ONG. En 1997, Berlin a par ailleurs participé au NAPAP (voir ci-dessus), un projet

de perfectionnement des compétences en communications interculturelles et en échanges internationaux. Cette initiative a mené à l'incorporation d'autres modules de formation au programme d'enseignement de l'École de police de Berlin. En 2000 a été implanté, dans la foulée du NAPAP berlinois, un programme spécialisé de renforcement des liens entre l'administration locale, la police et les organismes des minorités ethniques et religieuses. L'Instance de médiation entre la police et les étrangers (*Clearingstelle Ausländer und Polizei*) a par ailleurs été créée pour encadrer les interactions d'arbitrage entre les victimes de discrimination policière et les policiers. Aujourd'hui, l'Instance participe d'une manière concrète à la formation interculturelle des jeunes policiers en leur présentant des exemples concrets de ses interventions de médiation entre victimes de discrimination policière et employés de la police.

FORMATION DE LA POLICE

Copenhague (Danemark)

Les rares données disponibles sur le sujet montrent que les préjugés sur les minorités ethniques restent assez présents dans les forces policières du Danemark³⁰⁶, mais elles révèlent aussi que l'opinion des policiers sur les musulmans ne diffère pas notablement de celle de la population danoise en général ou des membres d'autres instances de l'État³⁰⁷.

Institution chargée de la formation des policiers au Danemark, l'École de police de Copenhague offre des cours sur les interventions policières en contexte multiculturel, et sur la communication interculturelle et la diversité. En 1997–1999, un module de formation intitulé « Le travail de la police dans une société multiculturelle » a été instauré dans le cadre du projet NAPAP grâce à une collaboration entre la police de Copenhague et le Centre documentaire et consultatif sur la discrimination raciale (*Dokumentations og rådgivningscenter om racediskrimination*, DRC).

Au début du projet NAPAP danois, des entrevues réalisées auprès de policiers et de représentants des minorités ont permis de dresser le bilan des relations entre les deux groupes et de discerner les sphères d'incompréhension et de conflits potentiels. Ces entrevues ont ensuite servi à l'élaboration d'un module de formation destiné à tous les agents de police de Copenhague et comprenant plusieurs conférences sur les conventions internationales relatives aux droits de la personne, la communication interculturelle, les réalités culturelles et religieuses des minorités ethniques, le quotidien des jeunes de ces groupes, et la discrimination dans les institutions et la vie publique danoises³⁰⁸. Les formations duraient trois jours et rassemblaient au maximum 15 policiers. Au total, 158 policiers possédant en moyenne neuf à dix ans d'expérience professionnelle dans la police ont ainsi participé au programme en 1998.

La formation NAPAP danoise insistait notamment sur le fait que tout le monde entretient des préjugés, parfois tenaces, sur les autres personnes, groupes et pays. Ces idées préconçues se révèlent toutefois beaucoup plus problématiques pour les policiers des sociétés multiethniques, car la population les considère non seulement comme des professionnels s'acquittant de tâches, mais aussi comme des représentants de l'État.

Les commentaires des policiers qui ont suivi ces formations révèlent que les préjugés de certains participants vis-à-vis des musulmans se fondaient essentiellement sur leurs interactions difficiles avec des criminels provenant à cette minorité confessionnelle, et sur des stéréotypes largement répandus dans la société et souvent alimentés par les médias³⁰⁹.

En 2000, l'évaluation du projet NAPAP danois a constaté, d'une part, la nécessité d'implanter rapidement des formations s'adressant aux policiers de rang intermédiaire et aux agents nouvellement recrutés et portant sur les interventions auprès des minorités et, d'autre part, l'importance de rappeler la nature multiethnique de la société danoise dans le programme

d'enseignement de l'École de police de Copenhague³¹⁰. L'établissement a pris acte de cette recommandation, intégrant à ses cours un module permanent sur la communication interculturelle et la diversité.

En 2003, une autre étude a cependant jeté un regard plus critique sur la méthodologie implicite du projet NAPAP danois. En particulier, les chercheurs se demandaient si la sensibilisation des policiers aux préjugés ethniques dans le cadre de cours pouvait en elle-même éradiquer des stéréotypes aussi profondément enracinés dans la société. Ils observaient que l'évolution des attitudes envers les minorités ethniques se déploie nécessairement sur la durée, et nécessite l'implantation de réformes institutionnelles³¹¹.

Aucune formation consacrée spécifiquement à la lutte contre les préjugés n'a été mise en œuvre depuis la fin du projet NAPAP danois.

En marge des formations mentionnées, la direction de la police de Copenhague diffuse régulièrement des instructions internes destinées aux équipes policières. Elles décrivent les comportements à adopter dans les collectivités minoritaires ethniques ainsi que les pratiques concrètes à adopter pour respecter l'esprit des normes professionnelles encadrant le travail de la police³¹². Le degré d'adhésion des policiers à ces lignes directrices dans leur réalité quotidienne n'est toutefois pas clairement établi³¹³.

UNITE DE LA DIVERSITE DE LA POLICE D'ANVERS

Anvers (Belgique)

En coopération avec la police de Rotterdam-Rijnmond, l'Unité de la diversité de la police d'Anvers a rédigé un manuel sur la discrimination à l'intention des policiers, et mis sur pied un cours de formation sur la gestion de la diversité. La police d'Anvers a également développé un programme informant les écoliers sur le harcèlement et le racisme. Chaque année, plus de 2 000 élèves assistent ainsi à trois conférences données par l'Unité³¹⁴.

SENSIBILISATION AUX CONVICTIIONS RELIGIEUSES

Waltham Forest, Londres (Royaume-Uni)

L'ancien programme de prévention du Conseil de Waltham Forest accordait une importance toute particulière aux cours de sensibilisation aux convictions religieuses destinés aux employés des premières lignes. Cette initiative visait à lutter contre l'extrémisme violent dans le district³¹⁵.

TRAVAILLER AVEC LES COLLECTIVITES CONFSSIONNELLES : UN GUIDE POUR LES EQUIPES POLICIERES DE QUARTIER ET LEURS PARTENAIRES, AGENCE NATIONALE D'AMELIORATION DES PRATIQUES POLICIERES

Royaume-Uni

L'équipe du programme Police de quartier et coopération avec les résidents (*Citizen Focus and Neighbourhood Policing Programme*) de l'Agence nationale d'amélioration des pratiques policières (*National Policing Improvement Agency*, NPIA) a élaboré un manuel intitulé « Travailler avec les collectivités confessionnelles : Un guide pour les équipes policières de quartier et leurs partenaires » (*Working with Faith Communities: a Guide for Neighbourhood Policing Teams and Partners*). Il conseille aux policiers de proximité différentes pratiques pour resserrer leurs liens avec les groupes confessionnels locaux. Il les aide aussi à répondre plus efficacement aux priorités et aux besoins décrits par les collectivités confessionnelles dans le cadre d'une stratégie plus globale de rapprochement des polices de quartier et des résidents³¹⁶.

POLICE DE ROTTERDAM – LA DIVERSITE, UN ATOUT POUR LE RIJNMOND

Rotterdam (Pays-Bas)

La police de Rotterdam donne à ses 6 000 employés, y compris les secrétaires et les policiers de haut rang, un cours obligatoire sur la diversité intitulé « La diversité, un atout pour le Rijnmond » (*Police Rotterdam*

Rijnmond Offers U Diversity, PRROUD). Portant sur les stéréotypes et les préjugés entourant l'ethnicité, la religion, le genre et autres indicateurs de la diversité, cette formation vise à permettre aux policiers de mieux servir les collectivités dans lesquelles ils interviennent et de répondre plus efficacement à leurs besoins.

FORMATIONS DESTINEES A LA POLICE

France

Le bureau central de la Police nationale française a mis sur pied des formations qui procurent aux jeunes agents un certain nombre de connaissances de base sur les religions, l'histoire de l'immigration et la sociologie des banlieues. Testée à l'École nationale de police de Marseille, cette formation fait appel à des sociologues, des intervenants de terrain, des éducateurs et des policiers d'expérience.

GUIDE NATIONAL SUR LES BONNES PRATIQUES ET LES LOIS DE LUTTE CONTRE LA DISCRIMINATION, POLICE NATIONALE FRANÇAISE ET HALDE

France

En décembre 2006, la Police nationale française et la HALDE³¹⁷ ont produit conjointement un guide national sur les bonnes pratiques et les lois de lutte contre la discrimination. Ce document informe les policiers sur le racisme, la xénophobie, l'antisémitisme et l'homophobie³¹⁸, et leur indique les procédures à suivre pour traiter les plaintes pour discrimination. En décembre 2007, la HALDE a par ailleurs signé une entente de partenariat de trois ans avec le bureau principal de la Gendarmerie nationale³¹⁹ en vue d'élaborer des pratiques ciblées de lutte contre la discrimination.

Participation à la vie publique et civique

La participation à la vie publique et civique est inextricablement liée au sentiment d'appartenance et à l'identité. Le sentiment d'appartenance se mesure aux droits dont la personne bénéficie, mais aussi à sa volonté et à sa capacité d'intervenir activement dans l'évolution de la collectivité. Le sentiment individuel d'appartenir (ou pas) à une communauté donnée dépend de l'identification de la personne considérée à ce groupe et aux institutions chargées de représenter et défendre ses intérêts. Le degré d'identification aux institutions s'exprime par la confiance (ou la méfiance) que la personne éprouve envers elles et par la certitude qu'elle a de pouvoir (ou pas) influencer sur leurs décisions. Ainsi que l'indiquent les recherches des Fondations pour une société ouverte, les populations issues de l'immigration manifestent généralement une certaine suspicion ainsi qu'une déception envers les institutions politiques locales et nationales telles que les parlements, les partis politiques et les autorités municipales. L'intégration des minorités ethniques aux sphères décisionnelles (notamment l'élection de candidats provenant de ces groupes) est souvent accueillie avec scepticisme, considérée comme une percée à valeur strictement symbolique et destinée surtout à séduire un certain électorat. Les consultations menées auprès des organismes des minorités ethniques ne suscitent généralement pas beaucoup plus d'enthousiasme.

Tous ces facteurs influent sur la participation individuelle à la vie publique et civique. Si la personne ne s'identifie pas aux institutions, elle risque de se laisser gagner par une apathie politique et civique qui élargira le fossé entre

elle et le reste de la collectivité, et la désengagera plus encore du devenir de la société. L'apathie politique est par ailleurs largement considérée comme l'un des principaux moteurs de l'extrémisme violent –« la conviction qu'il est inutile de prendre part au processus politique, que ce soit par l'intermédiaire de représentants élus ou par des modalités de contestation et de revendication publiques³²⁰. » Il convient néanmoins de souligner qu'une participation réellement significative suppose nécessairement une certaine dissidence ; les autorités doivent par conséquent savoir établir la distinction entre l'expression d'opinions extrêmes et l'extrémisme violent.

Les recherches des Fondations dressent le bilan de la participation civique et politique de groupes marginalisés, notamment par leurs taux de participation aux élections locales et nationales et leur présence dans les partis politiques, les conseils locaux et les ONG. Les questionnaires des Fondations demandaient également aux répondants s'ils avaient déjà signé des pétitions, pris part à des manifestations ou assisté à des rassemblements ou des réunions publiques portant sur les services locaux. La participation à la vie civique consiste, entre autres choses, à intervenir dans le quotidien éducatif des enfants (faire partie d'un comité d'école, animer un club d'activités, organiser un groupe de jeu, etc.), à favoriser le déploiement d'activités sportives et récréatives, et à contribuer à la propreté et à la sécurité du quartier. Ce chapitre présente des initiatives mises en place pour inciter les groupes marginalisés à participer plus activement à la vie des collectivités locales en Europe.

Promotion de la participation à la société civile

AMSTERDAM (PAYS-BAS)

La municipalité d'Amsterdam offre des bourses pour la mise en place d'initiatives d'amélioration de la participation et de l'intégration. Depuis 2008, elle propose un financement se déployant sur plusieurs années. La municipalité d'Amsterdam considère en effet comme essentiel d'investir dans la société civile, et plus particulièrement dans les réseaux et organismes durables et bien établis, parce qu'ils renforcent le capital social et les liens de confiance dans la collectivité et qu'ils aident les résidents à s'intégrer et à mieux s'approprier leur ville³²¹. Dans ce contexte de financement, la Ville incite les organismes ethniques et religieux à développer des réseaux avec d'autres groupes sociaux. Elle a par ailleurs financé des recherches de l'IMES (Institut d'études sur les migrations et l'ethnicité, *Institute of Migration and Ethnic Studies*)³²² sur la société civile à Amsterdam.

JEUNES CHEFS DE FILE MUSULMANS / JEUNES CHEFS DE FILE DE WALTHAM FOREST

Waltham Forest, Londres (Royaume-Uni)

Mis sur pied et financé par le Conseil de Waltham Forest à titre d'Initiative de renforcement de la cohésion sociale³²³, le programme Jeunes chefs de file musulmans s'adressait aux jeunes musulmans considérés comme les plus susceptibles de se radicaliser. Son objectif consistait à approfondir la connaissance de l'islam chez ces jeunes et à perfectionner leurs compétences en participation civique et en résolution des conflits³²⁴. Ce programme reposait par conséquent sur une volonté de conciliation entre la participation citoyenne, d'une part, et les valeurs et l'éthique de l'islam, d'autre part³²⁵.

La plupart des jeunes du programme ne fréquentaient pas l'école, n'avaient pas d'emploi et ne suivaient pas de formation. Les interventions visaient donc aussi à leur permettre de renforcer leurs capacités pour augmenter leurs possibilités d'action. Le programme a ainsi aidé des jeunes de 16 à 24 ans à accroître leurs savoir-faire communicationnels et décisionnels, et leur a fourni des occasions de les mettre à profit pour améliorer la vie quotidienne dans leurs collectivités locales.

L'ancien Premier ministre a souligné l'excellence de ce programme³²⁶, et les organismes gouvernementaux le considéraient comme un exemple particulièrement réussi de collaboration entre instances. Ayant été désigné comme pratique efficace nationale³²⁷, le programme a essaimé dans d'autres régions du Royaume-Uni.

Sur le conseil des Jeunes chefs de file musulmans eux-mêmes, le projet a été étendu en 2010 à tous les jeunes défavorisés et marginalisés, quelle que soit leur appartenance confessionnelle. Il s'appelle maintenant « Jeunes chefs de file de Waltham Forest ». Cette réorientation témoigne également d'une évolution du contexte social depuis l'implantation du programme initial. Le pouvoir d'attraction du crime et des gangs sur les jeunes représente maintenant une priorité pour les autorités – et cette vulnérabilité des jeunes transcende les appartenances ethniques, confessionnelles et autres.

NOTRE EUROPE COMMUNE / PROGRAMME D'ÉCHANGES JEUNESSE MULTILATÉRAUX, BRITISH COUNCIL & GLOBAL XCHANGE **Royaume-Uni**

En collaboration avec Global Xchange³²⁸, et dans le cadre d'un partenariat administratif avec Services volontaires à l'étranger (*Voluntary Services Overseas, VSO*)³²⁹, le projet Notre Europe commune (*Our Shared Europe*)³³⁰ du British Council a mis sur pied un programme d'échanges jeunesse internationaux et multilatéraux qui permet à de jeunes musulmans de

rencontrer d'autres jeunes du Royaume-Uni, de l'Europe et du reste du monde³³¹. L'objectif de ce programme est de développer le potentiel des jeunes à l'international en leur garantissant une accessibilité égale pour tous, et de favoriser la compréhension mutuelle entre les musulmans et d'autres collectivités du monde. En 2009–2010, le programme a organisé des séjours de 12 semaines à Zagazig (Égypte) et dans le district londonien de Southwark.

Constatant que les musulmans participaient peu aux programmes d'échanges jeunesse, le projet Our Shared Europe et la Fondation Calouste Gulbenkian³³² ont mené des recherches pour discerner les entraves à leur inclusion et pour élaborer des moyens de favoriser leur participation³³³. Les conclusions de ces recherches permettront d'améliorer la conception et le déploiement des échanges jeunesse.

UNIVERSITE DU CITOYEN Marseille (France)

Fondée en 2004, l'Université du Citoyen³³⁴ de Marseille repose sur la démarche participative établie par Jo Ros en 1992, et qui vise à renforcer les capacités civiques et stimuler la participation des résidents des quartiers et des villes, en particulier les plus pauvres et les plus défavorisés.

L'association s'est donné pour mission de résorber la fracture entre les institutions, les prestataires de services publics et les résidents, et d'instaurer des conditions qui favorisent la participation citoyenne à l'action publique.

L'objectif principal de l'organisme est de former des résidents à participer activement aux processus décisionnels. Cet apprentissage s'acquiert dans des rencontres de groupe qui permettent aux participants (tous des volontaires) de perfectionner leurs compétences communicationnelles

verbales et écrites et de s'informer sur les institutions et structures politiques, mais aussi sur des thématiques spécifiques.

L'association organise également des réunions de consultation entre résidents, décideurs et représentants municipaux sur des problématiques locales telles que la planification urbaine, la santé, l'entraide sociale, les jeunes et l'emploi.

Enfin, l'Université du Citoyen tient des journées de débats pour stimuler l'échange d'idées et la formulation de propositions sur des thèmes sociaux.

KIF KIF

Anvers (Belgique)

Le mouvement interculturel de lutte pour l'égalité et contre le racisme Kif Kif³⁵ cherche à bâtir une société démocratique, interculturelle et solidaire. Plus spécifiquement, sa mission consiste à favoriser l'expression de la diversité des points de vue, stimuler la participation active de tous et toutes à la vie de la société, éradiquer les discours négatifs et stéréotypés, et alimenter la réflexion critique.

Kif Kif administre un site Internet d'information sur les acteurs médiatiques et d'éducation aux médias, publie des livres, propose régulièrement des ateliers sur le journalisme et la surveillance des médias, intervient dans le débat public médiatique en Flandre, et anime des rencontres thématiques dans les écoles et les ONG. Considérant par ailleurs le travail comme un moyen d'émancipation de premier plan, Kif Kif organise des salons de l'emploi et des ateliers, anime des séances d'information et de consultation sur les dimensions interculturelles du marché de l'emploi et mène des campagnes de sensibilisation à l'interculturalité dans le contexte professionnel, notamment en ce qui concerne les jeunes issus de l'immigration. Dans la sphère culturelle, Kif Kif met sur pied différentes

compétitions, publie des livres, anime des ateliers sur les cultures urbaines et organise des colloques.

Promotion de la participation politique

LA VILLE EST A TOUT LE MONDE, PARTI VERT

Anvers (Belgique)

Après l'interdiction du foulard à Anvers, le Parti vert de centre gauche, *Groen!*³⁶, a lancé une campagne d'affichage montrant une femme portant le voile, avec le slogan : *'t Stad is van iedereen* (« La ville est à tout le monde »). Aucun autre des grands partis politiques de la Flandre n'a abordé l'électorat des minorités ethniques de manière aussi directe.

CONSEIL DE LA CITOYENNETE DES PARISIENS NON COMMUNAUTAIRES

Paris (France)

Seuls les citoyens de l'UE peuvent voter aux élections municipales. Cette restriction pose problème dans les secteurs qui accueillent une vaste population non originaire de l'UE, par exemple le 18^e arrondissement de Paris. Le maire de Paris, Bertrand Delanoë, considérant la participation politique comme une condition indispensable de l'intégration, l'Hôtel de Ville a établi en 2001 le Conseil de la citoyenneté des Parisiens non communautaires (CCPNC). Ce comité consultatif offre une tribune aux personnes qui vivent et travaillent à Paris mais ne sont pas citoyennes de l'UE (ce qui leur interdit de voter aux municipales). Présidé par le maire de Paris, le CCPNC se compose de 45 femmes et 45 hommes de 36 nationalités, et témoigne de la diversité des citoyens hors UE dans leurs nationalités, leurs professions, leurs réalités sociales et leurs quartiers de

résidence. Les membres du CCPNC ne sont pas élus mais nommés à partir d'un bassin de candidats ayant manifesté leur intérêt envers ses travaux³³⁷. Le Conseil regroupe huit commissions chargées chacune d'un secteur d'action bien précis : accès aux droits fondamentaux ; affaires sociales ; coopération internationale ; développement économique et formation ; information et communication ; jeunes, culture et éducation ; qualité de vie ; égalité hommes-femmes³³⁸.

MA TÊTE, MON CHOIX Anvers (Belgique)

Le programme Ma tête, mon choix (*Baas Over Eigen Hoofd*, BOEH)³³⁹ a été mis sur pied pour favoriser le dialogue avec les représentants de la Ville et lutter contre les stéréotypes sur les musulmanes dans le but spécifique de contester l'interdiction du voile dans l'exercice des fonctions publiques municipales. Ce regroupement utilise également les réseaux sociaux d'Internet pour alimenter la discussion et promouvoir ses vues³⁴⁰.

CONSEIL MUNICIPAL DE COPENHAGUE / NGO FÆLLESINITIATIVET Copenhague (Danemark)

Le conseil municipal de Copenhague appuie différentes activités de renforcement des capacités pour des ONG et autres organismes intervenant auprès des collectivités migrantes. En favorisant le déploiement d'une assistance et d'une information ciblée sur les droits et les services locaux, ces activités encouragent indirectement la participation à la vie politique. Ainsi, en 2010, le Conseil a soutenu la mise sur pied d'un réseau d'ONG de Copenhague, Initiative conjointe ONG (*NGO Fællesinitiativet*). Ce regroupement contre le racisme et la discrimination compte notamment dans ses rangs plusieurs ONG qui luttent spécifiquement contre la discrimination à l'égard des musulmans. Une ligne téléphonique

d'assistance a été mise en œuvre par le Bureau de conseil aux citoyens, le Service de l'emploi et de l'intégration du conseil municipal de Copenhague et diverses ONG, entre autres le DRC, ENAR Danemark, LGBT Danemark et le Conseil des femmes³⁴¹.

Exemples de campagnes et d'organismes de la société civile

CAMPAGNE DES VILLES SANCTUAIRES

Leicester (Royaume-Uni)

La participation à la vie publique et civique représente un enjeu majeur pour les nouveaux arrivants – particulièrement à Leicester, parce que cette ville accueille un nombre élevé de demandeurs d'asile provenant d'horizons très divers. Un groupe réunissant des quakers et d'autres personnes d'appartenances religieuses et humanistes diverses a lancé une campagne pour que Leicester soit reconnue comme «ville sanctuaire»³⁴². D'une manière plus générale, l'Église et les communautés chrétiennes œuvrent très activement à la résolution des besoins et difficultés des demandeurs d'asile.

FORUM DES MINORITES ETHNIQUES ET CULTURELLES

Belgique

Le Forum des minorités ethniques et culturelles (*Minderhedenforum*)³⁴³ chapeaute 17 fédérations d'organismes représentant des groupes minoritaires, par exemple la Fédération des organismes marocains, l'Union turque de Belgique et l'Union des organismes turcs. Le Forum compte également dans ses rangs des instances représentant les minorités

italiennes, africaines et latino-américaines et des membres de la Flandre et de Bruxelles. Il défend les droits des groupes minoritaires et lutte pour l'égalité de traitement. Il s'efforce notamment d'influer sur les politiques gouvernementales concernant la diversité, la discrimination, les représentations dans les médias, l'éducation, l'emploi, le logement social et le traitement des personnes âgées.

FEDERATION DES ORGANISMES MUSULMANS

Leicestershire (Royaume-Uni)

La Fédération des organismes musulmans (*Federation of Muslim Organisations*, FMO) favorise le développement de liens de coopération entre les collectivités, institutions, projets et organismes musulmans de la région du Leicestershire. Elle déploie par ailleurs un forum permettant aux groupes de s'exprimer et de se positionner sur différents thèmes tels que l'éducation, la culture, la société, l'économie, la religion et la santé. Enfin, la Fédération exprime les besoins de la communauté musulmane dans ces secteurs auprès du gouvernement national, des autorités locales et d'autres instances légales ou consultatives.

La FMO s'efforce également de garantir une représentation efficace de la communauté musulmane dans tous ces domaines. Pour ce faire, elle propose des consultations spécialisées, et offre assistance et conseils aux personnes les plus défavorisées. La Fédération joue aussi un rôle central dans les discussions interconfessionnelles, et discute des enjeux locaux avec le conseil municipal et d'autres instances. Elle réalise des projets très divers, qui se rapportent par exemple à la toxicomanie, l'élimination des représentations négatives des musulmans dans les médias, et l'implantation de normes rigoureuses dans les madrasas. La Fédération offre des cours intensifs sur l'islam et anime Radio Ramadhan, une station radiophonique qui diffuse annuellement dans la région de Leicester, durant le mois du ramadan.

Chaque année, les Prix Jeunesse et collectivité de la FMO (*FMO Youth & Community Awards*)³⁴⁴ récompensent les succès remportés par de jeunes musulmans dans différents domaines : collectivité, créativité, éducation, humanité, littérature et sports.

CLUB DIVERSITE

Marseille (France)

Le Club Diversité³⁴⁵ travaille à l'amélioration de la représentation de la diversité dans toutes les sphères de la société française ainsi qu'à la promotion de la tradition républicaine. Sa mission consiste à établir des ponts entre les groupes minoritaires, les institutions républicaines et les entreprises privées par le déploiement d'idées novatrices permettant une meilleure prise en compte des minorités dans la société. Le Club Diversité rassemble des personnes de milieux sociaux et professionnels très variés, et s'attache à faire connaître des parcours individuels de réussite en tant qu'exemples stimulants pour tous³⁴⁶.

Plus particulièrement, l'action du Club Diversité s'articule en deux volets.

- Emploi et entrepreneuriat – Inciter les entreprises à adopter une Charte de la diversité et accompagner de jeunes diplômés dans leur cheminement professionnel
- Participation politique – Appuyer l'adoption d'une Charte de la diversité politique et promouvoir la participation de personnes d'horizons très divers à la vie publique³⁴⁷

ESPACE DES FRANCO-ALGERIENS ET ALGERIENS DE PACA-MEDITERRANEE

Marseille (France)

L'Espace des Franco-algériens et Algériens de PACA-Méditerranée³⁴⁸ est un groupe constitué autour des valeurs et des principes républicains de

respect, de tolérance, de dialogue et d'ouverture. Depuis l'intérieur de la société française, mais en lien constant avec l'Algérie, il s'efforce de bâtir un espace commun pour garantir l'avenir des Franco-algériens et des Algériens. Ses objectifs sont les suivants.

- Promouvoir la participation citoyenne pleine et entière des Franco-algériens et des Algériens de France à la vie sociale, économique, politique, culturelle et intellectuelle française, avec les mêmes droits et devoirs que tous les autres membres de cette société
- Contribuer activement au rétablissement de relations de solidarité et de coopération entre la France et l'Algérie, dans l'optique de favoriser l'instauration d'un espace méditerranéen fondé sur la paix, le respect des autres cultures et la prospérité des nations
- Soutenir toute initiative de promotion des représentations positives des Franco-algériens et des Algériens de France
- Défendre les intérêts moraux, matériels et légaux des Franco-Algériens et des Algériens de France
- Se montrer solidaire des autres populations issues de l'immigration dans leurs luttes contre la discrimination et pour l'égalité des droits³⁴⁹

Les membres de l'Espace des Franco-algériens et Algériens de PACA-Méditerranée insistent sur les compétences riches et variées de la communauté franco-algérienne, se démarquant ainsi du concept traditionnel français d'assimilation.

Promotion de la participation des collectivités aux décisions des instances locales

CONSEIL CONSULTATIF SUR L'INTEGRATION DU DISTRICT DE FRIEDRICHSHAIN-KREUZBERG

Berlin (Allemagne)

Le Conseil consultatif sur l'intégration de Friedrichshain-Kreuzberg se réunit une fois par mois pour discuter d'enjeux touchant l'arrondissement et l'administration. Ce forum compte parmi ses membres des représentants de deux organismes musulmans, l'Union turque islamique pour les questions religieuses (*Türkisch-Islamische Union der Anstalt für Religion e.V.*, DITIB)³⁵⁰ et Inssan. Plateforme de promotion de la participation, il a instauré une collaboration et un dialogue fructueux entre des représentants de haut rang de l'arrondissement et des organismes musulmans dans le cadre d'un projet européen contre les mariages forcés, une initiative mise en œuvre par l'organisme SPIOR des Pays-Bas.

FORUM ISLAM

Berlin (Allemagne)

Forum islam (*Islamforum*)³⁵¹ a été constitué en 2005 par le Commissariat à l'intégration de Berlin et l'Académie musulmane d'Allemagne (*Die Muslimische Akademie in Deutschland*) afin de permettre à des organismes musulmans de rencontrer régulièrement des représentants du gouvernement berlinois et de la société civile. Le Forum compte 12 membres provenant d'organismes islamiques, six de la société civile, et plusieurs autres de la communauté juive et des églises protestante et catholique romaine de Berlin. Des délégués des arrondissements et des administrations sénatoriales (y compris le bureau du Sénateur aux affaires intérieures de Berlin) participent également aux rencontres. Elles se

tiennent généralement quatre fois l'an, à l'Hôtel de Ville, et portent par exemple sur la sécurité, la coopération, la participation à la vie publique et civique, et les relations dans la collectivité.

Par sa « Prière du vendredi pour la paix et la réconciliation », Forum islam entend favoriser le développement de relations conviviales dans la collectivité. Il propose aux imams de la région une formation qui les aide à mieux comprendre les structures de la vie publique en Allemagne. Il met aussi en œuvre plusieurs autres initiatives : des formations destinées aux collectivités et aux organismes musulmans et portant sur le contenu, les répercussions et l'implantation de la législation antidiscriminatoire³⁵² ; la diffusion d'une brochure expliquant aux services publics de Berlin comment travailler d'une manière efficace avec les organismes musulmans ; etc.

Les participants musulmans estiment généralement que Forum islam a permis de resserrer les liens avec la municipalité, de promouvoir une meilleure compréhension mutuelle, et de faciliter l'implantation de solutions mieux adaptées aux besoins des musulmans. Par exemple, il a suscité des appuis à la construction d'une mosquée dans le secteur Charlottenburg-Wilmersdorf en dépit de l'opposition de certains médias et politiciens locaux.

CONFERENCE ISLAM Berlin (Allemagne)

Le ministre de l'Intérieur a établi en 2006 la Conférence islam (*Islamkonferenz*)³⁵³ en vue de favoriser le développement d'un dialogue durable et régulier avec les représentants de la communauté musulmane, et de renforcer ainsi la cohésion sociale. Plus particulièrement, l'objectif de la Conférence est de « définir le futur ensemble » par des actions conjointes de lutte contre le terrorisme et par des mesures de résorption du chômage et des inégalités éducationnelles³⁵⁴.

En Allemagne, la Conférence islam est considérée comme le principal forum de discussion entre l'État et les musulmans. Ses groupes de discussion et de travail ont notamment formulé des recommandations sur les thèmes suivants :

- la cohésion sociale et l'intégration des musulmans d'Allemagne ;
- la mise en place d'un consensus sur des valeurs de la vie quotidienne ;
- l'incorporation de cours sur la religion musulmane aux programmes d'enseignement des écoles publiques allemandes ;
- la construction et la gestion des mosquées ;
- les questions pratiques d'ordre religieux dans la vie quotidienne des établissements scolaires ;
- la formation des imams ;
- l'implantation d'établissements universitaires théologiques islamiques en Allemagne ;
- les relations avec les médias ;
- les actions conjointes contre les extrémistes³⁵⁵.

CONSEIL DE COORDINATION DES MUSULMANS D'ALLEMAGNE Allemagne

Le Conseil de coordination des musulmans d'Allemagne (*Koordinierungsrat der Muslime in Deutschland*, KRM) fédère les quatre organismes-cadres musulmans les plus importants du pays, et s'impose ainsi comme le principal interlocuteur institutionnel musulman du gouvernement allemand. Les quatre organismes-cadres qui le constituent sont les suivants : l'Union turque islamique pour les questions religieuses (DITIB), le Conseil islamique d'Allemagne, le Conseil central des musulmans d'Allemagne

(ZMD), et l'Association des centres culturels islamiques (VIKZ)³⁵⁶. Il est à noter que certains observateurs doutent de la capacité d'une seule et même entité à représenter adéquatement la diversité des collectivités et des organismes musulmans³⁵⁷.

MARSEILLE ESPERANCE

Marseille (France)

Le forum Marseille Espérance³⁵⁸ permet au Premier magistrat de Marseille de réunir des représentants des principales religions de la ville, notamment bouddhiste, catholique, juive, musulmane et protestante. Ce forum vise à renforcer la cohésion sociale par le maintien d'un dialogue permanent qui favorise la compréhension et le respect mutuels et invite les groupes confessionnels à élaborer des réponses concertées aux conflits et aux tensions.

Rôle des mosquées

Les mosquées jouent un rôle majeur dans la promotion de la participation des musulmans à la vie politique et civique. Elles sont souvent sollicitées à l'occasion des scrutins, notamment pour diffuser les informations relatives aux élections dans la collectivité.

Anvers (Belgique)

Bien que ses politiques municipales ne soient pas spécifiquement conçues pour les musulmans, la Ville d'Anvers considère les mosquées comme des acteurs majeurs de la vie locale. La municipalité accueille positivement l'intégration des mosquées aux processus publics ainsi que l'intensification de leurs activités, estimant qu'elles favorisent le développement de réseaux éducationnels et culturels islamiques plus vastes et regroupant des gens

d'horizons très divers. Par exemple, les mosquées stimulent de manière très concrète la participation des résidents dans le district de Borgerhout. Elles établissent également des groupes de jeunes ou de femmes et organisent des cours de langue, favorisant ainsi l'insertion de personnes que leurs activités religieuses n'intéressent guère par ailleurs.

PROJET BIENVENUE A LA MOSQUEE! Anvers (Belgique)

Le projet Bienvenue à la mosquée! procure à de jeunes hommes et femmes parlant le flamand une formation de guides bénévoles leur permettant de faire mieux connaître l'islam et leurs réalités personnelles à l'ensemble de la population d'Anvers. Ce projet permet également à de nombreux membres de la communauté de développer leurs compétences et d'accroître leur autonomie en participant à l'émancipation et à l'intégration de leur collectivité. À plus long terme, les objectifs du programme consistent à cultiver dans les mosquées un esprit d'ouverture ainsi qu'une culture de la paix et du dialogue, à renforcer la cohésion sociale à Anvers, et à stimuler la compréhension mutuelle entre des groupes de convictions différentes, en particulier les musulmans et les non-musulmans.

Le projet Bienvenue à la mosquée! s'articule en trois volets : la formation des guides bénévoles; la collaboration avec les mosquées d'Anvers; l'organisation des visites guidées des mosquées pour le grand public. L'équipe du projet a établi des relations avec des organismes intervenant auprès des personnes âgées, des femmes, des handicapés ou des personnes défavorisées, et avec des écoles et des organismes de quartier.

En 2011, le projet comptait 27 guides et regroupait 20 mosquées. Au cours des six premiers mois de l'année 2011, il a accueilli 2 390 visiteurs. Les guides ainsi que les mosquées rendent compte d'une grande diversité ethnique et culturelle; ils représentent notamment les communautés

bosniaque, turque, marocaine, pakistanaise, sierra-léonaise, sénégalaise et belge flamande.

Mis sur pied en 2009, le projet a été conçu pour durer cinq ans. C'est actuellement la Ville d'Anvers qui l'administre et le finance (dans le cadre de la Division des réseaux sociaux), mais elle prévoit, à terme, en confier la gestion aux collectivités elles-mêmes.

Amsterdam (Pays-Bas)

À Amsterdam, la mosquée marocaine la plus importante s'appelle El Oumma, et elle est implantée dans le secteur August Allebéplein ; la mosquée turque la plus importante s'appelle Aya Sofia et s'élève tout près du quartier Slotervaart, dans l'arrondissement de De Baarsjes. Ces deux mosquées organisent des activités sociales pour les hommes, les femmes et les jeunes.

La « mosquée du polder » (*De Poldermoskee*)³⁵⁹ a ouvert ses portes en 2008 afin d'offrir aux jeunes musulmans un environnement accueillant pour développer leurs compétences citoyennes, raffermir leur estime de soi, perfectionner leurs capacités de réflexion critique, et préciser leur connaissance de l'islam et du monde qui les entoure. En dépit d'un important soutien moral et financier, la « mosquée du polder » a dû fermer ses portes en raison de difficultés financières associées à son emplacement. Ses défenseurs indiquent toutefois que ses principes fondamentaux restent bien vivaces et qu'elle pourrait rouvrir à une autre adresse³⁶⁰.

ALLIANCE DES COLLECTIVITES ISLAMIQUES DU NORD DE L'ALLEMAGNE

Allemagne

L'Alliance des collectivités islamiques du nord de l'Allemagne (*Bündnis der islamischer Gemeinden in Norddeutschland, BIG*)³⁶¹ regroupe 17 mosquées

de Hambourg, de la Basse-Saxe et du Schleswig-Holstein. Certaines d'entre elles offrent d'importants services religieux et sociaux depuis les années 1970. L'Alliance est un organisme-cadre islamique dont la mission consiste à soutenir les collectivités musulmanes et offrir des services de consultation et d'instruction religieuses. Elle se prononce sur les enjeux sociaux en s'efforçant de les aborder selon une perspective de modernité. Les mosquées de l'Alliance accueillent des visiteurs très divers provenant du monde entier. Elles perpétuent une longue tradition de dialogue interconfessionnel avec les non-musulmans, mais aussi de coopération intra-islamique au sein du Conseil des collectivités islamiques de Hambourg (SCHURA).

Rôle des médias

Les études des Fondations pour une société ouverte confirment les constats de recherches antérieures qui établissent la négativité des représentations des musulmans dans les médias européens³⁶². Sensationnalisme, stéréotypes, stigmatisation, approximations ou faussetés terminologiques, unilatéralité de la couverture médiatique, insistance démesurée sur certains évènements et questionnements (et indifférence complète envers les autres) : au total, la représentation médiatique des musulmans ne fait que diviser les collectivités.

Les recherches des Fondations révèlent par ailleurs l'insuffisance des médias qui s'adressent aux groupes minoritaires, ou qui sont pilotés par eux. Pour améliorer la perception des minorités dans l'ensemble de la société et favoriser le déploiement d'un sentiment d'appartenance réciproque, il est pourtant crucial que ces groupes bénéficient d'une représentation et d'une contribution équitables aux médias généraux.

En dépit de ces préoccupations, les recherches soulignent aussi de nombreuses initiatives qui combattent les représentations négatives des minorités ou qui favorisent leur représentation, leur intégration et leur participation dans le paysage médiatique.

Amélioration de la couverture médiatique et de la cohésion sociale

Les recherches des Fondations relèvent plusieurs exemples d'initiatives destinées à résorber les partis pris dans la couverture médiatique, et à renforcer la cohésion sociale des villes.

GRUPE CONSULTATIF MULTICULTUREL DE LEICESTER

Leicester (Royaume-Uni)

Le Groupe consultatif multiculturel de Leicester (*Leicester Multicultural Advisory Group*, LMAG)³⁶³ tend un miroir critique aux médias locaux et les aide à développer une meilleure compréhension mutuelle avec les collectivités de la ville. Fondé en 2001, le LMAG est un regroupement indépendant de personnalités et d'organismes influents qui cherchent à instaurer et maintenir des relations harmonieuses entre les différents groupes qui composent la population de Leicester et du Leicestershire³⁶⁴. Il se compose de représentants nommés des médias locaux, de la police, des services de santé, des écoles et du Conseil, de personnalités de la communauté et de membres d'appartenances ethniques et confessionnelles diverses.

FORUM DES MINORITES ETHNIQUES ET CULTURELLES

Belgique

Organisme-cadre, le Forum des minorités ethniques et culturelles (*Minderhedenforum*) propose un site Internet sur les relations entre les groupes minoritaires et les médias. Il présente des résultats de recherche et d'autres données susceptibles de contribuer à la résorption des biais et préjugés relevés dans les médias³⁶⁵.

Europe

1. L'Institut de la diversité médiatique (*Media Diversity Institute, MDI*)³⁶⁶ procure aux organismes et médias travaillant à l'international différents outils qui les aident à déployer une couverture médiatique « responsable » de la diversité. L'Institut plaide en faveur d'une meilleure compréhension mutuelle entre les groupes démographiques et culturels par l'équité, l'exactitude, l'ouverture à l'autre et la sensibilité à ses réalités dans les médias. Il intervient aussi pour empêcher les médias de diffuser, intentionnellement ou non, les préjugés, l'intolérance et la haine, causes ou facteurs d'exacerbation des tensions sociales, des conflits et des affrontements violents.
2. Aux Pays-Bas, le Manuel du Conseil des journalistes (*Leidraad van de Raad voor de Journalistiek*) stipule que les membres de cette profession peuvent mentionner l'appartenance ethnique, la nationalité, la religion ou l'orientation sexuelle des personnes dont ils parlent seulement si cette information s'avère nécessaire dans le contexte de l'évènement couvert³⁶⁷. En favorisant l'instauration d'une couverture médiatique plus pondérée, ce document a certainement contribué à atténuer l'onde de choc quand un garçon d'ascendance turque vivant à Osdorp (un arrondissement voisin de Slotervaart) a poignardé et tué un garçon d'ascendance marocaine vivant à Slotervaart dans un établissement scolaire de ce quartier, en octobre 2007³⁶⁸.
3. Publié en 2006 par le British Council et l'Association des professionnels des sciences sociales musulmans du Royaume-Uni (*Association of Muslim Social Scientists*), le manuel intitulé « Les musulmans britanniques : Un guide pour les médias » (*British*

Muslims: Media Guide) procure aux journalistes des repères historiques sur la présence des musulmans en Grande-Bretagne, un bilan de leur répartition dans différentes professions ainsi qu'une liste de personnalités musulmanes influentes³⁶⁹. Bien qu'il ait été conçu pour les journalistes, ce guide s'avère également très utile pour quiconque écrit des articles sur les musulmans, s'exprime à leur sujet ou interagit avec eux, en Grande-Bretagne comme à l'étranger³⁷⁰.

Médias s'adressant aux groupes minoritaires

Les recherches des Fondations pour une société ouverte montrent que de nombreux groupes minoritaires ne consultent que les médias de leur pays d'origine en raison des représentations négatives qu'ils constatent dans ceux de leur pays de résidence. Ceux qui ont essayé, en vain, de participer à la vie médiatique de leur pays de résidence éprouvent un sentiment de rejet plus fort encore. La ségrégation médiatique qui en résulte ne fait que creuser la division dans la collectivité et accentuer la marginalisation des groupes minoritaires. Le recours exclusif aux médias extérieurs témoigne également des barrières linguistiques entre les groupes minoritaires et la majorité, mais aussi de la divergence des centres d'intérêt entre les générations d'un même groupe ; dans certaines villes, rares sont ainsi les médias qui peuvent répondre aux préoccupations des jeunes des minorités. Les enquêtes des Fondations pour une société ouverte révèlent néanmoins que la situation s'améliore dans plusieurs agglomérations urbaines. Cette section présente des exemples de médias qui s'adressent aux groupes minoritaires ; la suivante s'intéressera à des médias que ces groupes conçoivent et animent.

TELEVISION

Dans les grandes villes d'Amsterdam, Rotterdam, Utrecht et La Haye, la Télévision multiculturelle des Pays-Bas (*Multiculturele televisie Nederland*, MTNL) coopère avec des organismes locaux et régionaux de diffusion dans l'optique de produire des émissions directement destinées à un public urbain multiculturel et de promouvoir l'inclusion et l'ouverture à la diversité³⁷¹.

RADIO

Dans le sud-ouest de l'Allemagne, Radio Sud-ouest (*Südwestrundfunk*, SWR) diffuse une émission sur l'islam le premier vendredi de chaque mois et propose une page Web consacrée à l'islam et aux enjeux touchant les musulmans d'Allemagne³⁷².

SITES WEB

4. La chaîne de télévision publique ZDF a créé une émission sur Internet intitulée « Le forum du vendredi » (*Forum am Freitag*). Elle présente des entrevues d'experts et d'universitaires musulmans sur différents thèmes d'intérêt public³⁷³.
5. De nombreux sites Web s'adressent aux collectivités musulmanes de Hambourg et du reste de l'Allemagne. Ils répertorient par exemple les entreprises et les prestataires de services musulmans (médecins, avocats, coiffeurs, etc.), indiquent l'emplacement des mosquées et précisent l'heure de la prière dans la plupart des villes allemandes. Ils renvoient également à des restaurants halal, informent les visiteurs sur les cimetières proposant des services d'inhumation conformes aux rites musulmans, et fournissent les coordonnées de portails de voyages ou de mises en contact s'adressant plus

particulièrement aux musulmans. L'un de ces sites procure des formats de lettres pour inviter les services policiers locaux à la mosquée, et des modèles de demandes d'exemption des cours de natation pour les enfants musulmans (tout en recommandant de leur apprendre à nager et de les faire participer le plus activement possible aux cours de sport et aux sorties scolaires).

Médias animés par des groupes minoritaires : amélioration de l'inclusion et de la participation

Pour que le paysage médiatique rende mieux compte des réalités des groupes minoritaires, ceux-ci doivent en faire partie intégrante et contribuer activement à ses contenus. Constatant la persistance des représentations négatives de leurs collectivités dans les médias, les partis pris des reportages et l'insuffisance des moyens de communication représentant véritablement leurs préoccupations, certains organismes et personnes des groupes minoritaires ont entrepris de produire eux-mêmes des contenus médiatiques. Ainsi que l'indiquent les exemples ci-dessous, des initiatives des gouvernements locaux ou des communautés permettent aussi de stimuler l'inclusion et la participation des groupes minoritaires au paysage médiatique.

L'Œil CITOYEN Leicester (Royaume-Uni)

Le site Internet d'actualités L'Œil citoyen (*Citizens' Eye*)³⁷⁴ a été mis sur pied en 2007 pour offrir un lieu de diffusion aux reportages réalisés par les habitants de Leicester et du Leicestershire ainsi qu'une plateforme

d'actualités à l'ensemble de la collectivité. Le site est animé par des bénévoles et procure ses services gratuitement.

En faisant appel au journalisme citoyen et en accueillant les commentaires de la population dans son ensemble, le site entend favoriser la diffusion de reportages représentant toutes les collectivités avec exactitude et impartialité, et mettre ainsi un terme à l'ignorance qui menace la cohésion sociale.

Cette agence d'information s'est également fixé pour mission d'offrir une tribune et un soutien aux collectivités les plus vulnérables. L'Œil citoyen s'adresse notamment aux jeunes, aux personnes âgées, aux handicapés, aux ex-détenus, aux réfugiés et aux nouveaux arrivants – des groupes qui se sentent souvent exclus de la société en raison des préjugés.

L'Œil citoyen appuie différents événements et diffuse ses pratiques les plus efficaces parmi les organismes similaires. Il offre aussi à l'ensemble de la collectivité des formations en interventions médiatiques : les participants apprennent par exemple à rédiger un communiqué de presse ou produire un bulletin d'information.

iMUSLIM, CONSEIL DE WALTHAM FOREST Waltham Forest, Londres (Royaume-Uni)

iMuslim a été le premier projet mis sur pied par le Conseil de Waltham Forest après qu'il eut obtenu un prix d'excellence Beacon pour son travail de promotion de la cohésion sociale, en 2009–2010. Ce projet consiste en une série de films réalisés par de jeunes musulmans de la région et portant sur la représentation des musulmans dans les médias³⁷⁵. Il s'est déployé dans la foulée d'une activité organisée pendant la Semaine de sensibilisation à l'islam de novembre 2008, et qui invitait les jeunes musulmans à exprimer leurs points de vue sur les représentations médiatiques de leur religion³⁷⁶.

Les jeunes réalisateurs ont participé à la sélection de l'entreprise de production et ont reçu une formation en écriture de scénario, réalisation, montage et animation. Ils ont travaillé avec un professionnel de Fair Knowledge, une société de production cinématographique spécialisée ; ils ont aussi mené des entrevues et animé des discussions avec des représentants des médias londoniens (journalisme, diffusion, rédaction) et des personnalités bien connues des actualités télévisées nationales³⁷⁷. Ce projet a notamment permis d'obtenir les résultats suivants.

- Il a nourri les discussions entre les jeunes musulmans, les journalistes et les auteurs.
- Les jeunes ont acquis des compétences en écriture de scénario, réalisation, montage et animation, et ont produit des films porteurs de leur propre parole.
- Les films ont été projetés à la Société royale des arts (*Royal Society of Arts*) dans le cadre du Festival international du documentaire de Londres (*London International Documentary Film Festival*).

SOMALIE MEDIA AFRIQUE/EUROPE Leicester (Royaume-Uni)

Le projet Somalie Média Afrique/Europe (*Somali Afro European Media Project, SAEMP*) est une chaîne de télévision en ligne mise sur pied par le Centre communautaire et éducatif somalien de Leicester (*Leicester Somali Education and Community Centre*). Elle bénéficie de l'appui et du financement du Conseil municipal de Leicester. Administrée par la communauté somalienne locale, cette chaîne de télévision entend favoriser l'intégration des Somaliens d'origine à la société de Leicester et du Royaume-Uni et promouvoir le développement de relations conviviales et fructueuses entre eux et les autres collectivités de Leicester. En appuyant l'intégration et la cohésion sociale, ce projet facilite aussi l'accès à

l'éducation, à l'emploi, au commerce et aux autres réseaux et mécanismes d'aide de la collectivité³⁷⁸.

WEST SIDE, AT5 Amsterdam (Pays-Bas)

Pour promouvoir la diversité à Amsterdam, la municipalité parraine la diffusion d'un feuilleton multiculturel réaliste sur les ondes de la chaîne de télévision locale AT5³⁷⁹. *West Side* met en scène quatre familles d'appartenances ethniques différentes (des Marocains, des Turcs, des Hollandais blancs et des Surinamo-Hollandais) et vise à stimuler la discussion des enjeux entourant le multiculturalisme, et résorber ainsi les tensions entre les groupes ethniques de la ville.

RADIO

1. Établie à Marseille au début des années 1980 par de jeunes Marseillais d'origine maghrébine, **Radio Gazelle**³⁸⁰ est souvent citée comme un exemple de réussite éclatante du secteur des médias communautaires. Dans le paysage médiatique marseillais, les groupes issus de l'immigration sont plus souvent scrutés par les médias que sollicités par eux pour proposer des points de vue et des contenus. En ce sens, Radio Gazelle a de toute évidence comblé un vide. Ses émissions ajoutent de la diversité à l'offre des médias locaux, et contribuent à faire mieux connaître et apprécier les cultures méditerranéennes. Alors qu'elle s'intéressait initialement à des thématiques spécifiques telles que le racisme et la discrimination, ses analyses sociopolitiques ont graduellement cédé la place à des émissions musicales (qui diffusent notamment du raï et des musiques populaires du Maghreb, par exemple chaabi, chaoui

ou mezoued) et religieuses (appels à la prière, lecture et commentaires du Coran) afin d'élargir l'auditoire.

2. La radio multilingue **Radio Multikulti** s'est développée de 1994 à 2008 dans le cadre de la station locale de radio et télévision RBB (Radio Berlin Brandebourg). Mise sur pied juste après les meurtres à motifs raciaux perpétrés à Mölln et dans d'autres villes allemandes, la station diffusait dans 21 langues et témoignait ainsi de la diversité linguistique de Berlin. La durée des émissions correspondait au poids démographique relatif des différentes collectivités de la ville. Ainsi, la station diffusait en turc une heure par jour, mais en vietnamien 45 minutes par semaine. Radio Multikulti a également joué un rôle majeur dans la formation et le perfectionnement professionnel de journalistes radio issus de groupes minoritaires.

La station a été fermée sous le motif qu'elle n'attirait pas un auditoire assez nombreux – mais les mesures d'audience ne tenaient compte que des citoyens allemands. Comme la plupart des auditeurs de Radio Multikulti n'étaient pas de nationalité allemande, ces chiffres sous-estimaient sans doute très largement son auditoire réel. Même si le nombre exact de ses auditeurs est resté inconnu, les vives protestations exprimées dans les médias turcs d'Allemagne au moment de sa fermeture ont montré son importance pour cette communauté³⁸¹. La Commissaire fédérale à l'intégration, Maria Böhmer, a aussi déclaré que cette mise hors d'ondes risquait de fausser la perception des politiques d'intégration dans la population (« *Das wäre aus integrationspolitischer Sicht das falsche Signal* »)³⁸².

3. La radio communautaire **Streetlife FM**³⁸³ de Waltham Forest a été conçue par Stanton La Foucade en 2004 alors qu'il était responsable de la supervision des patrouilleurs de rue au Conseil du district. La station rassemble une grande diversité de résidents de Waltham

Forest autour d'une passion commune pour la musique et leur permet ainsi de partager d'excellents moments dans le contexte d'un travail d'équipe. En ouvrant ses ondes à des hommes et des femmes de différents âges, appartenances ethniques et convictions religieuses, ainsi qu'à des personnes handicapées, elle témoigne avec éloquence de la diversité du quartier. L'objectif de Streetlife FM est d'offrir aux habitants du district une plateforme rassembleuse leur permettant de s'exprimer et de discuter, ainsi qu'un lieu de convergence susceptible de resserrer les liens dans la collectivité, favoriser la compréhension mutuelle et raffermir la cohésion sociale.

En plus d'ouvrir aux jeunes de Waltham Forest une tribune pour s'exprimer, la station leur a permis dès le départ de s'approprier ce projet radiophonique en leur confiant la responsabilité de le développer et de l'administrer au fil des ans. Elle les a ainsi aidés à acquérir des compétences transposables à d'autres domaines, en plus de les motiver, de leur donner confiance en eux et de les responsabiliser. Ainsi que l'indique le site Internet de la station : « Nous proposons des aventures culturelles stimulantes et des possibilités d'apprentissage accessibles pour stimuler les jeunes et dynamiser toute la collectivité³⁸⁴. »

La programmation de Streetlife FM comprend notamment une « heure communautaire » d'entrevues avec des conseillers locaux, des émissions thématiques sur l'actualité régionale, et des plages horaires permettant aux animateurs de faire connaître la musique de leurs racines aux auditeurs. L'importance de cette radio pour la collectivité s'exprime notamment par le nombre élevé des instances locales qui contribuent maintenant à son financement, par exemple le Conseil de Waltham Forest, l'Association du logement London & Quadrant, le Collège de Waltham Forest et le regroupement d'aide aux personnes âgées Age Concern Waltham Forest.

La station est actuellement établie dans le Collège de Waltham Forest et offre des cours agréés sur les carrières en musique et en production et présentation radiophoniques. Elle dispose d'une équipe relativement fixe de 10 bénévoles, mais aussi d'un bassin de plus de 300 bénévoles de la région qui ont animé une émission sur ses ondes ou participé à la production, au soutien informatique ou à l'administration. Streetlife FM évolue à l'heure actuelle vers un statut de regroupement d'intérêt communautaire indépendant et s'appellera désormais « Streetlife Radio ». La station reste néanmoins déterminée à poursuivre la mission qui la passionne et dans laquelle elle excelle : servir et représenter la collectivité locale.

4. La Fédération des organismes musulmans (*Federation of Muslim Organisations*, FMO) assure chaque année, autour du mois du ramadan, une période de radiodiffusion très écoutée dans le Leicestershire. **Radio Ramadhan** invite des universitaires, des imams, des personnalités de la communauté ainsi que des militants et des représentants d'organismes à exprimer leurs points de vue, présenter des émissions d'information et participer à des débats d'actualité tout au long de ce mois de jeûne.

SITES WEB

5. Les jeunes Marocains des Pays-Bas ont leur propre site Internet en néerlandais, *maroc.nl*⁸⁵. Très fréquenté, ce site offre à ses visiteurs des espaces de chat, des blogs, des pages de discussions et de rencontres, des jeux, photos et vidéos ainsi que des sections sur l'actualité (nationale, internationale, sportive, culturelle, médiatique et religieuse) et sur l'islam.
6. Parrainé par l'ACSE, le site Internet **Med'in Marseille**⁸⁶ a été lancé en 2007 par Ahmed Nadjar, un Français d'ascendance tunisienne.

Ce site a su améliorer l'image des personnes issues de l'immigration aux yeux des Marseillais. Il leur donne aussi une voix forte dans les débats entourant la participation citoyenne. Pour lutter contre les stéréotypes négatifs, il diffuse les parcours d'excellence de personnes d'origine maghrébine, africaine ou comorienne et donne de la visibilité à des personnalités noires, arabes ou musulmanes actives sur les scènes politiques, artistiques ou culturelles locales.

Accueillant maintenant plusieurs milliers de visiteurs par jour, le site Med'in Marseille s'est graduellement imposé comme une véritable institution dans le paysage médiatique de la ville – à tel point que les politiciens de la région, les organismes de la société civile, les instances d'entraide sociale et les autres acteurs médiatiques le considèrent maintenant comme un média de référence.

Med'in Marseille a également stimulé l'intérêt des jeunes générations d'ascendance maghrébine ou africaine envers les médias locaux. Alors que les radios communautaires conventionnelles constatent une érosion constante de leur auditoire jeune, Med'in Marseille les attire grâce à des reportages sur des enjeux touchant les quartiers défavorisés, des secteurs que les autres médias locaux ont tendance à laisser dans l'ombre. Le succès de ce site pourrait inciter les membres des collectivités marginalisées à participer plus activement aux contenus et à l'animation des médias locaux.

Notes

- 1 Voir www.soros.org/initiatives/home (site consulté en mars 2011).
- 2 Voir par exemple At Home in Europe Project, *Muslims in Amsterdam*, Open Society Foundations (Projet Chez nous en Europe, Les musulmans d'Amsterdam, Fondations pour une société ouverte), Budapest/Londres, 2010, p. 46, document disponible à cette adresse : www.soros.org/initiatives/home/articles_publications/publications/muslims-amsterdam-20101123/a-muslims-amsterdam-report-en-20101123.pdf (site consulté en mars 2011) ; Sociaal en Cultureel Planbureau (Bureau de planification sociale et culturelle, SCP), *Uit elkaars buurt. De invloed van etnische concentratie op integratie en beeldvorming* (L'influence des concentrations ethniques sur l'intégration et l'imaginaire), La Haye, SCP, 2005.
- 3 Voir par exemple, At Home in Europe Project, *Muslims in Waltham Forest*, Open Society Foundations (Projet Chez nous en Europe, Les musulmans de Waltham Forest, Fondations pour une société ouverte), Budapest/Londres, publication à venir, chapitre 4, section 4.1.
- 4 Voir par exemple, At Home in Europe Project, *Muslims in Rotterdam*, Open Society Foundations (Projet Chez nous en Europe, Les musulmans de Rotterdam, Fondations pour une société ouverte), Budapest/Londres, 2010, p. 49, document disponible à cette adresse : www.soros.org/initiatives/home/articles_publications/publications/muslims-rotterdam-20101119/a-muslims-rotterdam-report-en-20101119.pdf (site consulté en mars 2011).
- 5 Voir www.opzoomermee.nl (site consulté en mars 2011).
- 6 Voir www.rotterdam.nl/pdc:opzoomeren (site consulté en mars 2011).

- 7 Voir www.dagvandedialoog.nl/Wat-is-de-Dag-v-d-Dialoog (site consulté en mars 2011).
- 8 Voir www.art1.nl (site consulté en mars 2011).
- 9 Voir www.copenhagen.dk/dk/det_sker/kommende_saerudstillinger/befolkn_ingen_af_koebenhavn. Voir également Niels Thorsen, « Da ghettoen kom til København » (L'arrivée du ghetto à Copenhague), *Politiken*, 30 octobre 2010, document disponible à cette adresse : <http://politiken.dk/kultur/ECE1097471/da-ghettoen-kom-til-koebenhavn> (site consulté en mars 2011).
- 10 Voir www.ufm13.org/aid-edito.htm (site consulté en mars 2011).
- 11 Voir www.lacse.fr (site consulté en mars 2011).
- 12 Voir www.roravolere.nl (site consulté en mars 2011).
- 13 Voir www.islamendialoog.nl/_/index.php?p=home (site consulté en mars 2011).
- 14 Voir www.islamendialoog.nl/_/index.php?p=mission-statement (site consulté en mars 2011).
- 15 Voir www.voem-vzw.be (site consulté en janvier 2011). Voir également European Foundation for the Improvement of Living and Working Conditions [Fondation européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail], *Intercultural policies and intergroup relations. Case study: Antwerp (Belgium), cities for local integration policy (CLIP)* (Politiques interculturelles et relations intergroupes. Étude de cas : Anvers (Belgique), Réseau de villes européennes pour une politique locale d'intégration des migrants – CLIP), Dublin, 2010, document disponible à cette adresse : www.eurofound.europa.eu/pubdocs/2010/3811/en/1/EF103811EN.pdf (site consulté en mars 2011).
- 16 Voir www.thisisleicestershire.co.uk/news/Bishop-s-solidarity-plea-ahead-protest-EDL/article-2698655-detail/article.html (site consulté en mars 2011).
- 17 Voir www.leicestercounciloffaiths.org.uk/about_us.html (site consulté en mars 2011).
- 18 Voir www.leicestercounciloffaiths.org.uk (site consulté en mars 2011).
- 19 Voir www.islamic-foundation.org.uk/User/AboutUs.aspx (site consulté en mars 2011).

- 20 Voir www.youngfoundation.org.
- 21 Voir www.gulbenkian.org.uk.
- 22 Voir www.britishcouncil.org.
- 23 Voir www.soros.org/about/locations/london.
- 24 Voir www.pearsfoundation.org.uk.
- 25 Voir www.unltd.org.uk.
- 26 Voir www.psta.org.uk.
- 27 Voir www.paintingandpatronage.com.
- 28 Voir www.oursharedeurope.org.
- 29 Voir www.thebookoftravels.org.
- 30 Voir www.caringforyourheart.org, www.maslaha.org/about/whats-happening/projects/diabetes-westminster, www.maslaha.org/about/whats-happening/projects/your-healthy-pregnancy, www.diabetesintowerhamlets.org.
- 31 Voir www.diabetes.org.uk.
- 32 Voir www.icanbeshe.org.
- 33 Voir le site Web du Centre des cultures du monde, *Eid på Slotspladsen* (L'Aïd à la Place du Château) :
<http://kubik.kk.dk/verdenskulturcentret/arrangementer/eid-pa-slotspladsen-2010> (site consulté en janvier 2011).
- 34 Voir <http://www.spior.nl> (site consulté en mars 2011).
- 35 Voir www.radicalmiddleway.co.uk (site consulté en janvier 2011).
- 36 Voir www.radicalmiddleway.co.uk/about (site consulté en mars 2011).
- 37 Voir www.noorulislam.co.uk.
- 38 Voir www.noorulislam.co.uk/wp/who-are-we.
- 39 Voir www.ams-uk.org/awards/past-winnders/2010.
- 40 Voir www.mjd-net.de (site consulté en mars 2011).
- 41 M. de Gruiter et N. Boonstra, *Allochtone vrouwen doen mee! Eerste generatie vrouwen in Rotterdam en hun perspectief of activering* (Les femmes allochtones participent à la vie publique ! Femmes allochtones de première

génération : leur point de vue sur la participation à la vie publique),
SPR/Verweij Jonker Instituut, Utrecht, 2007.

- 42 Voir www.kiemnet.nl/dossiers/socialecohesie/Arbeidsparticipatie/PaVEM-Pagina_1016.html (site consulté en janvier 2011).
- 43 Voir www.duizendeneenkracht.nl (site consulté en mars 2011).
- 44 Voir www.stichtinglov.nl (site consulté en mars 2011).
- 45 Voir www.lovroterdam.nl (site consulté en janvier 2011).
- 46 Voir www.stichtingnisaformisa.nl (site consulté en mars 2011).
- 47 Voir www.mpwt.nl/Default.aspx?id=11028&mid=10366&midpath=,10363,,10366, (site consulté en mars 2011).
- 48 Voir www.kubik.kk.dk/verdenskulturcentret/arrangementer/copy9_of_sprogcafe-for-kvinder (site consulté en janvier 2011).
- 49 Voir www.flygtning.dk (site consulté en mars 2011).
- 50 Voir www.shahrazad.dk (site consulté en mars 2011).
- 51 Voir www.freiwilligendienste-aller-generationen.de/hamburg-kulturschluessel-detailinformationen.html (site consulté en mars 2011); www.leben-mit-behinderung-hamburg.de/Kultur-erleben-Hamburger-Kulturschluessel.176.o.html?&no_cac
[he=1&sword_list\[0\]=kultur&sword_list\[1\]=schl per centC3 per centBCssel](http://www.leben-mit-behinderung-hamburg.de/Kultur-erleben-Hamburger-Kulturschluessel.176.o.html?&no_cac) (site consulté en mars 2011).
- 52 Voir www.leben-mit-behinderung-hamburg.de/home.1.o.html (site consulté en mars 2011).
- 53 Voir <http://crossover-ev.de> (site consulté en mars 2011).
- 54 Voir www.hamburger-sportbund.de/service/bildungsprogramm.php5?programm=0000001058&detail=1 (site consulté en janvier 2011).
- 55 Voir www.hamburg.de/abinswasser (site consulté en mars 2011).
- 56 Voir <http://shemoves.hamburg.de> (site consulté en mars 2011).
- 57 Werner Schiffauer, « Staat-Schule Ethnizität » (Ethnicité de l'école publique), dans Frank Gesemann (dir.), *Migration und Integration in Berlin*, Opladen, Leske + Budrich, 2001, p. 233-250.

- 58 Voir <http://schools.leicester.gov.uk/home/ebulletin/archivedbulletins/autumnterm2008/?entryid38=42691&p=7> (site consulté en mars 2011).
- 59 Voir http://schools.leicester.gov.uk/EasySiteWeb/EasySite/StyleData/StyleSchoolsExtranet/schoolsextranet_hp.asp (site consulté en mars 2011).
- 60 Voir par exemple N. Hirtt, I. Nicaise et D. De Zutter, *De school van de ongelijkheid* (L'école de l'inégalité), EPO, Berchem, 2007.
- 61 Voir www.leicester.gov.uk/your-council--services/education--lifelong-learning/about-us/lea-services/special-needs-teaching/3-early-years-support-team (site consulté en mars 2011).
- 62 Voir www.leicester.gov.uk/your-council--services/education--lifelong-learning/about-us/lea-services/special-needs-teaching/3-early-years-support-team (site consulté en mars 2011).
- 63 Voir www.lsep.co.uk/projects/aqooneducationservices.html (site consulté en mars 2011).
- 64 Voir www.aqoon.org (site consulté en mars 2011).
- 65 On compte plus de 100 conseils SACRE en Angleterre et au Pays de Galles. Chacun d'eux se compose de membres de quatre groupes représentatifs (ou trois au pays de Galles) : chrétiens et autres appartenances religieuses ; Église anglicane (sauf au Pays de Galles) ; associations d'enseignants ; conseillers élus.
- 66 Jonathan Yazer et Nejra Kalkan Ahmed, *A Rough Way Forward: The Struggles of Allochtone Students in Amsterdam Schools* (Parcours accidenté en vue : les difficultés des étudiants allochtones dans les écoles d'Amsterdam), 2009, p. 5–6, document disponible à cette adresse : www.docstoc.com/docs/17746297/%E2%80%9CA-Rough-Way-Forward-The-Struggles-of-Allochtonen-Students-in (site consulté en mars 2011) – ci-après : Yazer et Ahmed, *A Rough Way Forward*.
- 67 Yazer et Ahmed, *A Rough Way Forward*, p. 7.
- 68 Voir www.hetcentrum.net (site consulté en janvier 2011).
- 69 Voir par exemple www.nbhs.de/Elterncafes.90.0.html (site consulté en mars 2011).
- 70 Voir www.nt2antwerpen.be/school_en_ouders (site consulté en mars 2011).

- 71 Voir www.nt2antwerpen.be/school_en_ouders (site consulté en mars 2011).
- 72 Voir www.stichtingwittetulp.nl (site consulté en mars 2011); <http://steinhardt.nyu.edu/immigration/featured/wittetulpe> – en anglais (site consulté en mars 2011).
- 73 Au sujet de l'importance de cette démarche, voir également : M. Crul, *Succes maakt succesvol. Leerlingbegeleiding in het voortgezet onderwijs door Turkse en Marokkaanse studenten* (La réussite appelle la réussite. Les mentors étudiants marocains et turcs dans les écoles secondaires des Pays-Bas), Spinhuis, Amsterdam, 2001.
- 74 Conseil municipal de Copenhague, *Politique d'intégration*, Secrétariat à l'emploi et à l'intégration, Conseil municipal de Copenhague, Copenhague, 2007 – ci-après : Conseil municipal de Copenhague, *Politique d'intégration*.
- 75 C. Hüttemeyer et D. Saietz, « Folkeskoler tager religiøse hensyn » (Les écoles publiques s'intéressent à la diversité religieuse), *Politiken*, 14 février 2010, document disponible à cette adresse : <http://politiken.dk/indland/ECE901770/folkeskolen-tager-religioese-hensyn> (site consulté en janvier 2011).
- 76 Le questionnaire annuel du conseil municipal de Copenhague sur la qualité de vie des élèves est envoyé à 12 000 élèves de la fin du primaire à la fin du secondaire.
- 77 District londonien de Waltham Forest, *Waltham Forest Community Cohesion Strategy 2005–2008* (Stratégie de cohésion sociale de Waltham Forest 2005–2008), 2005, p. 5, document disponible à cette adresse : [www1.walthamforest.gov.uk/moderngov/Published/000000287/M00001202/A100004285/\\$12CommunityCohesionStrategyAppendixRevisedDraft12v2.DOCA.ps.pdf](http://www1.walthamforest.gov.uk/moderngov/Published/000000287/M00001202/A100004285/$12CommunityCohesionStrategyAppendixRevisedDraft12v2.DOCA.ps.pdf) (site consulté en mars 2011).
- 78 Voir www.walthamforest.gov.uk/index/social/community-cohesion/cohesion-with-young-people/swapping-cultures.htm (site consulté en mars 2011).
- 79 Voir www.spior.nl/index.php?option=com_content&view=article&id=158:islamitisch-vormingsonderwijs-&catid=57:educatie&Itemid=50 (site consulté en janvier 2011).
- 80 Voir N. Clycq, *Van keukentafel tot "God". Belgische, Italiaanse en Marokkaanse ouders over identiteit en opvoeding* (De la table de la cuisine à « Dieu ». Les

parents belges, italiens et marocains se prononcent sur l'éducation et l'identité.), Garant, Anvers, 2009.

- 81 J. Leman (dir.), *Moedertaalonderwijs bij allochtonen. Geïntegreerd onderwijs in de eigen taal en cultuur* (Les cours de langue maternelle pour les migrants. L'éducation intégrée dans sa propre langue et sa propre culture), ACCO, Louvain, 1999.
- 82 Voir www.foyer.be/?lang=nl&pageb=article&id_article=795 (site consulté en mars 2011).
- 83 Voir www.foyer.be/?lang=en&pageb=article&id_article=797 – en anglais (site consulté en 2011).
- 84 Ingrid Gogolin, Ursula Neumann et Hans-Joachim Roth, *Förderung von Kindern und Jugendlichen mit Migrationshintergrund* (Promouvoir l'évolution des enfants et des jeunes issus de l'immigration), Bund-Länder-Kommission für Bildungsplanung und Forschungsförderung, Bonn, juillet 2003, document disponible à cette adresse : www.bmbf.de/pub/studie_foerderung_migration.pdf (site consulté en mars 2011).
- 85 Voir www.blk-foermig.uni-hamburg.de/web/de/all/lpr/berlin/index.html (site consulté en mars 2011).
- 86 Voir www.foermig-berlin.de (site consulté en mars 2011).
- 87 Voir www.raa.de (site consulté en mars 2011).
- 88 L. Timm, *Danmark har ondt I modersmålset – en kortlægning af kommunernes modersmålsundervisning I skoleåret 2007/2008* (Danemark – Les vicissitudes des cours de langue maternelle; enquête sur l'enseignement des langues maternelles dans les municipalités pour l'année scolaire 2007–2008), Dokumentations og Rådgivningscenter om Racediskrimination (Centre documentaire et consultatif sur la discrimination raciale), 200, Copenhague, 2008 – ci-après : Timm, *Danmark*.
- 89 Timm, *Danmark*.
- 90 Voir www.schoolslinkingnetwork.org.uk (site consulté en mars 2011).
- 91 Voir www.pearsfoundation.org.uk (site consulté en mars 2011).
- 92 Voir <http://www.jinc.nl/Default.aspx?id=16931&mid=45718&midpath=,45718> – en anglais (site consulté en mars 2011).

- 93 Le projet de logements sociaux Miljonprogrammet a été implanté en Suède de 1965 à 1974. Ces secteurs situés en banlieue accueillent maintenant de fortes concentrations d'immigrants et souffrent de divers problèmes sociaux, par exemple : taux élevé de chômage, criminalité importante, ségrégation raciale et sociale. À Stockholm, les districts de Rinkeby, Tensta et Husby, par exemple, ont émergé du projet Miljonprogrammet.
- 94 Aide financière suédoise pour l'éducation supérieure et avancée.
- 95 Conseil municipal de Copenhague, *Politique d'intégration*.
- 96 Conseil municipal de Copenhague, *Politique d'intégration*, p. 19–21.
- 97 Conseil municipal de Copenhague, *Politique d'intégration*, p. 20, « Dans la ville de Copenhague dans son ensemble, 25 % des élèves étaient inscrits dans une école privée en 2007, alors que la moyenne nationale s'établissait à 13 % à peine », p. 24.
- 98 Voir At Home in Europe Project, *Muslims in Copenhagen*, Open Society Foundation (Projet Chez nous en Europe, Les musulmans de Copenhague, Fondations pour une société ouverte), Budapest/Londres, chapitre 6, section 6.2.
- 99 Sanne Dan Jensen, *Københavnmodellen for Integration* (Le modèle éducationnel de Copenhague), Copenhague, 2006, document disponible à cette adresse : <http://www.tosprogede.kk.dk> (site consulté en mars 2011) ; Jill Mehlbye et Olaf Rieper, *Kvalitetsløft til folkeskolen – et skoleudviklingsprojekt i Københavns kommune* (Améliorer l'école publique – Un programme de développement scolaire implanté dans la municipalité de Copenhague), 2006, document disponible à cette adresse : http://www.akf.dk/udgivelser/2006/kvalitetsloeft_folkeskolen (site consulté en mars 2011).
- 100 Conseil municipal de Copenhague, *Kvalitetsrapport 2010 for Københavns Kommunes folkeskoler* (Rapport 2010 sur les résultats scolaires dans les écoles de la municipalité de Copenhague), Copenhague, 2010, p. 6–7, document disponible à cette adresse : www.bufnet.kk.dk/Skole/EvalueringOgProever/Kvalitetsrapport/~/_media/bufnet/Kvalitetsrapport%202010/Kommunerapport_Til%20udvalgsbeslutning%203.ashx (site consulté en janvier 2011).
- 101 J. Koefod, Peter Allerup, Jane Larsen et André Torre, *Med Spredning som muligt svar: Følgeforskning af Københavnmodellen for integration* (La

répartition des étudiants est-elle souhaitable ? Enquête de suivi du Modèle de Copenhague pour l'intégration), DPU, Université Aarhus, 2010 – ci-après : Koefod *et al.*, *Med Spredning som muligt svar*.

- 102 Entrevues réalisées auprès d'Öman German, enseignant responsable (*Funktionslærer*) de l'enseignement du turc à Copenhague, Valby, 28 février 2010 ; Anita Kedia, responsable de projet pour les services Conseil et coordination de l'éducation des jeunes de Copenhague, Copenhague, 22 février 2010 ; et Assad Ahmed, consultant en éducation pour l'enseignement des langues maternelles dans la municipalité de Copenhague, Ballerup, 2 avril 2010. Voir également *Flere Vælger folkeskole på Nørrebro* (Ils sont encore plus nombreux à choisir l'école publique à Nørrebro), Berlingske Tidende, 9 juillet 2009, document disponible à cette adresse : www.b.dk/koebenhavn/flere-vaelger-folkeskole-paa-noerrebro (site consulté en mars 2011).
- 103 On trouvera ici une analyse ainsi qu'une évaluation plus détaillées du Modèle de Copenhague : At Home in Europe Project, *Muslims in Copenhagen*, Open Society Foundations (Projet Chez nous en Europe, (Les musulmans de Copenhague, Fondations pour une société ouverte), Budapest / Londres, chapitre 6, section 6.1.
- 104 Koefod *et al.*, *Med Spredning som muligt svar*.
- 105 En 2005, la note moyenne (sur une échelle de 0 à 13) aux examens de fin d'études des écoles publiques de Copenhague s'établissait à 8,0 pour les élèves originaires du Danemark, contre 7,1 pour les élèves bilingues d'origine non occidentale – Conseil municipal de Copenhague, *Politique d'intégration*, p. 20–21.
- 106 Conseil municipal de Copenhague, *Politique d'intégration*, p. 21.
- 107 Conseil municipal de Copenhague, *Politique d'intégration*.
- 108 Conseil municipal de Copenhague, *Politique d'intégration*, p. 20. La politique relève que quelque 95 pour cent des jeunes entreprennent des études ou une formation professionnelle au sortir de l'école– mais environ 20 pour cent abandonnent chaque année. Ce taux de décrochage est beaucoup plus élevé pour les cours de formation professionnelle, puisqu'il peut atteindre 50 pour cent dans ce cas.
- 109 Voir <http://schools.leicester.gov.uk/home/ls/wholeschoolissues/multicultural-education/multicultural-education/advisory-teacher/islam-education> (site consulté en mars 2011).

- 110 Voir www.leicester.gov.uk/EasySiteWeb/getresource.axd?AssetID=10069&type=full&servicetype=Attachment ou <http://schools.leicester.gov.uk/EasySiteWeb/getresource.axd?AssetID=9679&type=full&servicetype=Attachment> (site consulté en mars 2011).
- 111 Clive Billingham, *Faith and Education: Responding to School-based Issues – Islam. Guidance for Schools and Colleges*, Islam and Education Network (Faire face aux défis en milieu scolaire – l’islam. Guide d’orientation pour les écoles et les établissements postsecondaires, Réseau islam et éducation), Leicester, 2007.
- 112 Voir *Curriculum Reflecting Experiences of African Caribbean and Muslim Pupils – CREAM* (Pour des programmes scolaires témoignant des réalités des élèves afro-caraïbes et musulmans), Leicester, SDSA, 2004, document disponible à cette adresse : www.learning-exchange.org.uk/files/Cream_Report.pdf (site consulté en mars 2011); ministère de l’Éducation et de la Formation (*Department for Education and Skills*, DfES), Royaume-Uni, *Curriculum Review: Diversity and Citizenship* (Bilan des programmes d’enseignement : diversité et participation à la vie publique et civique), 2007, document disponible à cette adresse : [http://education.gov.uk/publications/standard/Download?DownloadPublicationReference=DFES-00045-2007&DownloadItemReference=Diversity%20and%20Citizenship%20Curriculum%20Review%20PDF\(DfES%20Online%20Store\)&DocumentType=PDF&Url=%2Fpublications%2ForderingDownload%2FDfES_Diversity_and_Citizenship.pdf](http://education.gov.uk/publications/standard/Download?DownloadPublicationReference=DFES-00045-2007&DownloadItemReference=Diversity%20and%20Citizenship%20Curriculum%20Review%20PDF(DfES%20Online%20Store)&DocumentType=PDF&Url=%2Fpublications%2ForderingDownload%2FDfES_Diversity_and_Citizenship.pdf) (site consulté en mars 2011) – ci-après : DfES, *Curriculum Review: Diversity and Citizenship*.
- 113 DfES, *Curriculum Review: Diversity and Citizenship*, p. 40.
- 114 Voir www.berlin.de/imperia/md/content/sen-bildung/politische_bildung/islam_und_schule.pdf?start&ts=1285848856&file=islam_und_schule.pdf (site consulté en mars 2011).
- 115 Voir www.walthamforest.gov.uk/envpl-religion-or-faith-in-focus.pdf (site consulté en mars 2011).
- 116 District londonien de Waltham Forest, *Economic Profile Update* (Profil économique actualisé), 2005, p. 8, document disponible à cette adresse : www.walthamforest.gov.uk/envpl-econ-profile-update05.pdf (site consulté en janvier 2011).

- 117 Open Society Institute (Institut pour une société ouverte), *Muslims in the UK: Policies for Engaged Citizens* (Les musulmans au Royaume-Uni : Des politiques pour favoriser la participation civique), Open Society Institute, Budapest, 2004, p. 196, document disponible à cette adresse : www.soros.org/initiatives/home/articles_publications/publications/muslims_20041122 (site consulté en mars 2011).
- 118 Sue Yeandle, *Gender and Employment in Local Labour Markets Research Programme – Director’s Final Report* (Le programme de recherche Genre et emploi dans les marchés du travail locaux – Rapport final de la direction), Centre for Social Inclusion (Centre pour l’inclusion sociale), Université Sheffield Hallam, Sheffield, 2006 – ci-après : Yeandle, *Gender and Employment in Local Labour Markets*.
- 119 Yeandle, *Gender and Employment in Local Labour Markets*, p. 4.
- 120 Voir www.adnb.de (site consulté en mars 2011).
- 121 Antidiskriminierungsnetzwerk Berlin des Türkischen Bundes in Berlin-Brandenburg (dir.), *Antidiskriminierungsreport Berlin 2006–2008* (Rapport contre la discrimination, Berlin 2006–2008), Berlin, décembre 2008, p. 10 – ci-après : ADNB/TBB, *Antidiskriminierungsreport Berlin 2006–2008*.
- 122 ADNB/TBB, *Antidiskriminierungsreport Berlin 2006–2008*, p. 8–12.
- 123 ADNB/TBB, *Antidiskriminierungsreport Berlin 2006–2008*, p. 10.
- 124 Voir www.aub-berlin.de (site consulté en mars 2011).
- 125 Voir www.aub-berlin.de/fuer-jugendliche/kumulus (site consulté en mars 2011).
- 126 Voir www.ep-nobi.de (site consulté en mars 2011); http://ep-nobi.de/upload/pdf/Transnational/NOBI_Handbook_5Nov07.pdf – en anglais (site consulté en mars 2011) et www.ep-nobi.de/front_content.php?idcat=53 – en anglais (site consulté en mars 2011). Voir également *Diversité de l’entrepreneuriat dans une Europe unifiée : Les migrants entrepreneurs / Entrepreneuriat des minorités ethniques*, Commission européenne, Bruxelles, 5 mars 2008, p. 64–67, document disponible à cette adresse : http://ec.europa.eu/enterprise/newsroom/cf/_getdocument.cfm?doc_id=3316 (site consulté en février 2012) – ci-après : *Diversité de l’entrepreneuriat dans une Europe unifiée*.

- 127 Voir http://ep-nobi.de/front_content.php?idcat=7 (site consulté en mars 2011); http://ep-nobi.de/upload/pdf/Netzwerk_IQ/Flyer_NetzwerkIQ.pdf (site consulté en mars 2011); www.content-zwh.de/intqua (site consulté en mars 2011).
- 128 Voir www.inbez.de (site consulté en mars 2011).
- 129 Voir www.integra-net.org (site consulté en mars 2011).
- 130 Voir www.kumulplus.de (site consulté en mars 2011).
- 131 Voir www.migranet.org (site consulté en mars 2011).
- 132 Voir www.proqua.de (site consulté en mars 2011).
- 133 Voir http://ec.europa.eu/employment_social/equal/index_en.cfm (site consulté en mars 2011).
- 134 Voir http://ep-nobi.de/front_content.php?client=1&lang=1&parent=16&subid=16&idcat=22&idart=36 (site consulté en mars 2011); http://ep-nobi.de/upload/pdf/Transnational/NOBI_Handbook_5Novo7.pdf – en anglais (site consulté en mars 2011); www.ep-nobi.de/front_content.php?idcat=53 – en anglais (site consulté en mars 2011). Voir également *Diversité de l'entrepreneuriat dans une Europe unifiée*, p. 64–67.
- 135 Voir www.awo-bremen.de (site consulté en mars 2011).
- 136 Voir http://ec.europa.eu/employment_social/equal/data/document/etgi-suc6-ntn-de-immigrants_en.pdf (site consulté en mars 2011).
- 137 Voir *Diversité de l'entrepreneuriat dans une Europe unifiée*, p. 64–67.
- 138 Voir <http://www.deutsche-kultur-international.de/de/org/organisationen/bundesamt-fuer-migration-und-fluechtlinge-bamf.html> – en allemand ou www.deutsche-kultur-international.de/en/org/organisations/federal-office-for-migration-and-refugees-bamf.html – en anglais (site consulté en mars 2011).
- 139 Voir <http://integrationskurse-hamburg.de> (site consulté en mars 2011).
- 140 Voir www.basisundwoege.de (site consulté en mars 2011).
- 141 Voir www.lrec.org.uk/RASAP.htm (site consulté en mars 2011).
- 142 Conseil municipal de Copenhague, *Politique d'intégration*.

- 143 Conseil municipal de Copenhague, Centre d'orientation et d'emploi (*Center for Afklaring og beskæftigelse*). Certaines parties de cette évaluation ont été transmises aux Fondations pour une société ouverte par courrier électronique le 25 octobre 2010.
- 144 Dansk Byggeri (Association danoise de la construction), *Reviewrapport for projektet 'Fra 2. indvandrertil 1. generations håndværker* (Bilan du projet « D'immigrant de deuxième génération à travailleur qualifié de première génération »), période allant du 1^{er} octobre 2009 au 30 mars 2010, Praktikpladsnetværket, Copenhague, décembre 2010.
- 145 Voir <http://projektbank.kk.dk/projektreview/Sider/Integrationsmedarbejderebibliotekerne.aspx> (site consulté en mars 2011).
- 146 Conseil municipal de Copenhague, *Politique d'intégration*, p. 16.
- 147 Voir www.kk.dk/Borger/Integration/Integrationsindsatser/AktiveIndsatser.aspx (site consulté en février 2011).
- 148 Ville de Copenhague, *2010 Status Integrationspolitikken* (Bilan 2010 de la politique d'intégration), Copenhague, Ville de Copenhague (Københavns Kommune), 2010, p. 10.
- 149 Voir www.pvdarotterdam.nl/nieuws/nieuws_item/t/nieuwe_subsidiebanen_voor_45_plussers_in_bijstand (site consulté en janvier 2011).
- 150 Voir www.reisburoopzuid.nl/projecten.php?id=100 (site consulté en janvier 2011).
- 151 Voir www.reisburoopzuid.nl/projecten.php?id=100 (site consulté en janvier 2011).
- 152 Voir www.hamburg.de/bist-du-dabei (site consulté en mars 2011); voir également www.eukn.org/E_library/Social_Inclusion_Integration/Social_Inclusion/%E2%80%9CWe_are_Hamburg_Won%E2%80%99t_you_join_us_%E2%80%9D-en_anglais (site consulté en mars 2011).
- 153 Bürgerschaft der Freien und Hansestadt Hamburg – 19. Wahlperiode, Drucksache 19/5601. Voir http://www.andre-trepoll.de/wp-content/files/Drs_19_5601.pdf (site consulté en août 2011).

- 154 Voir www.bqm-hamburg.de (site consulté en mars 2011).
- 155 Voir www.kwb.de/bqm.html (site consulté en mars 2011).
- 156 Voir www.hwk-hamburg.de (site consulté en mars 2011).
- 157 Handwerkskammer Hamburg, *Integration von MigrantInnen im Hamburger Handwerk* (L'intégration des migrants dans le secteur des métiers de Hambourg), tapuscrit non publié, 2009 – ci-après : Handwerkskammer Hamburg, *Integration von MigrantInnen*.
- 158 Voir www.imsentreprendre.com (site consulté en mars 2011).
- 159 Voir <http://www.imsentreprendre.com/en> anglais (site consulté en mars 2011).
- 160 Flüchtlingsrat Schleswig-Holstein e.V., Projekt access – Agentur zur Förderung der Bildungs- und Berufszugänge für Flüchtlinge und Migrant/innen in Schleswig-Holstein (Conseil des réfugiés du Schleswig-Holstein e.V., Projet Accès, Agence pour la promotion de l'accès à l'éducation et à l'emploi pour les réfugiés et les migrants du Schleswig-Holstein), *Leitfaden zur Anerkennung ausländischer Schul- und Berufsabschlüsse in Schleswig-Holstein* (Lignes directrices pour la reconnaissance au Schleswig-Holstein des qualifications éducationnelles et professionnelles acquises à l'étranger), 2008, document disponible à cette adresse : http://ep-nobi.de/upload/pdf/Publikationen_2008/Leitfaden__Anerkennung_Abschluesse_2_Auflage_0809.pdf (site consulté en janvier 2011).
- 161 Bundesministerium für Arbeit und Soziales, BMAS (ministère fédéral du Travail et des Affaires sociales), Berlin, *Kompetenzen wahrnehmen, anerkennen und fördern. Vorschläge des BMAS für ein Gesetz zur Anerkennung ausländischer Qualifikationen* (Reconnaître les compétences et les mettre en valeur. Les propositions du BMAS pour une loi sur la reconnaissance des qualifications acquises à l'étranger), 28 mai 2009, document disponible à cette adresse : http://www.bmas.de/coremedia/generator/33838/property=pdf/2009__06__18__eckpunkt Papier__auslaendische__arbeitskraefte.pdf (site consulté en janvier 2011).
- 162 Voir www.proasyl.de (site consulté en mars 2011).
- 163 Voir www.uog-ev.de (site consulté en mars 2011).
- 164 Voir www.atu-ev.de (site consulté en mars 2011).

- 165 Handwerkskammer Hamburg, *Integration von MigrantInnen*.
- 166 Voir <http://www.ifs.a.se/en/Olika-sprak/Engelska/Home/>.
- 167 Voir <http://almi.se/ifs-radgivning>.
- 168 Voir www.hh-plus.de (site consulté en mars 2011).
- 169 Voir www.asm-hh.de (site consulté en mars 2011).
- 170 Voir www.stiftung-fuer-migranten.de (site consulté en mars 2011).
- 171 Voir www.berlin.de/ba-friedrichshain-kreuzberg/wirtschaftsfoerderung/aktuell/abgeschlosseneprojekte.html (site consulté en mars 2011).
- 172 Conseil municipal de Copenhague, *Fælles evaluering af Bydelsmødre* (Évaluation du projet Les mères du district), conseil municipal de Copenhague, Copenhague, 2010.
- 173 Voir www.nyidanmark.dk/NR/rdonlyres/931A4EF8-A8EE-4E2A-B073-A028A3C8DFD9/0/evaluering_af_bydelsmoedreprojekter.pdf (site consulté en janvier 2011).
- 174 Voir www.berlingske.dk, en particulier *Ghettoprojekter droppes I København* (Fermeture des projets ghettos à Copenhague), 14 octobre 2010, document disponible à cette adresse : www.berlingske.dk/koebenhavn/ghettoprojekter-droppes-i-koebenhavn (site consulté en janvier 2011).
- 175 Voir www.vlamnieuwwest.nl (site consulté en mars 2011).
- 176 Voir www.stichtingnisaformisa.nl (site consulté en mars 2011).
- 177 Dans le présent guide, le « quartier » correspond aux quelques rues immédiatement voisines du domicile tandis que le « voisinage » correspond au secteur inscrit dans une distance de 15 à 20 minutes de marche du domicile.
- 178 Voir http://www.sm.dk/data/Dokumentertilnyheder/2010/29_udvalgte_omraader.pdf (site consulté en mars 2011).
- 179 Voir http://www.sm.dk/Nyheder/Sider/Vis_percent20Nyhed.aspx?NewsItem=516 (site consulté en mars 2011).
- 180 Voir par exemple Omar Shah, « Parallel Samfund » (Société parallèle), *Politiken*, 29 juin 2005.

- 181 Voir C. Lehmann, *Hård retorik gør mere skade end gavn in Information* (Durcir le ton : une stratégie destructrice), Information.dk, 12 octobre 2010, document disponible à cette adresse : www.information.dk/print/247552 (site consulté en mars 2011); Marie Saehl, « Man har glemt at der er noget der hedder social arv » (Ils ne savent rien de l'héritage social), *Politiken*, 17 octobre 2010, p. 4.
- 182 Projektbank for Integration (Liste des projets d'intégration), document disponible à cette adresse : www.kk.dk/Borger/Integration/Projektbank.aspx (site consulté en mars 2011).
- 183 Voir www.halde.fr (site consulté en mars 2011).
- 184 Voir www.halde.fr/-Brochures,228-.html?page=rubrique_fr (site consulté en mars 2011).
- 185 Conseil municipal de Leicester, Housing Marketing and Information Unit – GP (Service de l'information et de la mise en marché – Secteur résidentiel – GP), *Black and Minority Ethnic Housing Strategy 2004* (Stratégie de logement 2004 pour la communauté noire et les minorités ethniques), octobre 2004, document disponible à cette adresse : www.leicester.gov.uk/your-council-services/housing/about-us/policy-strategy-and-performance/equality-policies (site consulté en janvier 2011) – ci-après : Conseil municipal de Leicester, *Black and Minority Ethnic Housing Strategy*.
- 186 Conseil municipal de Leicester, *Black and Minority Ethnic Housing Strategy*, p. 11.
- 187 Conseil municipal de Leicester, *Black and Minority Ethnic Housing Strategy*.
- 188 Voir www.foundationhousing.org (site consulté en mars 2011).
- 189 Voir T. Brown, R. Lishman, M. Oxley et J. Richardson, *Black and Minority Ethnic Communities and Housing in the East Midlands: A strategy for the Region* (Communauté noire et minorités ethniques : problématique du logement dans la région des East Midlands – Une stratégie pour la région), février 2008, p. 13, document disponible à cette adresse : www.emregionalstrategy.co.uk/write//Black-Minority-Ethnic-Communities-Housing-in-EM-Feb2008.pdf (site consulté en mars 2011).
- 190 Voir www.muetter-ohne-grenzen.eu/html/uberuns.htm (site consulté en mars 2011).

- 191 Voir www.muetter-ohne-grenzen.eu/html/Presse.htm (site consulté en mars 2011).
- 192 Voir www.stadtteilmuetter.de (site consulté en mars 2011).
- 193 Voir www.mhmhamburg.de/data/home/index.php (site consulté en mars 2011).
- 194 Voir www.centrevillepour tous.asso.fr (site consulté en mars 2011).
- 195 Voir www.cdad-paris.justice.fr/lieu_accueil/pad.html et le dépliant disponible à cette adresse : www.paris.fr/portail/viewmultimediacdocument?multimediacdocument-id=48194 (site consulté en mars 2011).
- 196 Voir www.accueilgouttedor.fr (site consulté en mars 2011).
- 197 Voir www.raceforhealth.org/resources/case_studies/leicester_city (site consulté en janvier 2011).
- 198 Voir www.statistics.gov.uk/ci/nugget.asp?id=959 (site consulté en mars 2011).
- 199 En 1999, une étude quantitative réalisée au Danemark à partir d'un questionnaire standardisé, et portant sur les différents groupes ethniques d'immigrants, indiquait qu'un certain nombre de répondants provenant de pays majoritairement musulmans estimaient s'être butés à des attitudes désobligeantes ou conflictuelles dans leurs relations avec les systèmes de santé (environ 12 à 16 pour cent des répondants provenant de la Bosnie, de la Turquie, du Liban et de la Palestine) ou à un incident de discrimination raciale dans leurs interactions avec les services sociaux de leur municipalité – au total, 14 pour cent des Bosniaques, 19 pour cent des Turcs, 24 pour cent des Libanais et Palestiniens, et 38 pour cent des Somaliens. Pour ces groupes musulmans, ces pourcentages étaient les plus élevés de l'ensemble des catégories de discrimination alléguée couvertes par le questionnaire. Voir B. Møller et L. Togeby, *Oplevet Diskrimination* (La discrimination telle qu'elle se vit), Conseil pour l'égalité ethnique, Copenhague, 1999.
- 200 Institut de veille sanitaire, « Parcours sociomédical des personnes originaires d'Afrique subsaharienne atteintes par le VIH, prises en charge dans les hôpitaux d'Île-de-France, 2002 », *Bulletin épidémiologique hebdomadaire* no 5, 27 janvier 2004, p. 55.
- 201 L. P. van Buren et E. Joosten-van Zwanenburg, *Gezondheidsenquête Turken en Marokkanen* (Enquête sur la santé des Turcs et des Marocains), Gemeente

- Rotterdam, Rotterdam, décembre 2006, document disponible à cette adresse : www.ggdkennisnet.nl/kennisnet/paginaSjablonen/raadplegen.asp?display=2&atoom=41944&atoomsrt=17&actie=2 (site consulté en mars 2011).
- 202 Institut de santé publique de l'Université de Copenhague, base de données électronique La santé et les minorités ethniques, accessible à cette adresse : www.pubhealth.ku.dk/ifsv_en (site consulté en février 2011).
- 203 Voir <http://mesu.ku.dk> (site consulté en février 2011).
- 204 Voir www.slotervaartziekenhuis.nl/diabetes/DiabetesenRamadan/tabid/1472/language/nl-NL/Default.aspx (site consulté en janvier 2011).
- 205 Voir [www.kk.dk/Borger/Sundhed/Sund per cent20livsstil/SundhedPaaDitSprog.aspx](http://www.kk.dk/Borger/Sundhed/Sund%20per%20olivsstil/SundhedPaaDitSprog.aspx) (site consulté en janvier 2011).
- 206 Thomas Loy, « Erstes Pflegeheim für türkische Senioren » (Une première maison de santé pour les personnes âgées turques), *Der Tagesspiegel*, 14 janvier 2006, article disponible à cette adresse : www.tagesspiegel.de/berlin/art270,2056808 (site consulté en janvier 2011).
- 207 Voir www.friedhof-hamburg.de (site consulté en mars 2011).
- 208 Voir www.friedhof-hamburg.de/oejendorf/grabstaetten/grabstaetten-verschiede-ner-nationen-und-religionen.html (site consulté en janvier 2011).
- 209 Voir www.deutsche-islam-konferenz.de/cln_101/nn_1875380/SubSites/DIK/DE/Magazin/AlltagMuslime/Bestattungen/islamische-bestattungen-node.html?__nnn=true – en allemand, www.deutsche-islam-konferenz.de/cln_117/nn_1875308/SubSites/DIK/EN/Magazin/AlltagMuslime/Bestattungen/islamische-bestattungen-node.html?__nnn=true – en anglais (sites consultés en février 2012).
- 210 Voir www.raceforhealth.org (site consulté en mars 2011).
- 211 Le programme national de vaccination s'adresse aux filles de 12 et 13 ans et vise à réduire l'incidence du cancer du col de l'utérus.
- 212 Voir www.raceforhealth.org/resources/case_studies/leicester_city/ramadan_radio_reaches_its_audience (site consulté en janvier 2011).
- 213 Voir www.raceforhealth.org/resources/case_studies/leicester_city/ramadan_radio_reaches_its_audience (site consulté en janvier 2011).

- 214 Voir www.raceforhealth.org/resources/case_studies/leicester_city/project_dil (site consulté en mars 2011).
- 215 Voir www.mcb.org.uk (site consulté en mars 2011).
- 216 Voir www.safh.org.uk (site consulté en août 2011).
- 217 Gemeente Amsterdam, *Amsterdamse Gezondheidsmonitor 2004* (Observatoire de la santé d'Amsterdam 2004), Amsterdam, 2004, document disponible à cette adresse : www.gezond.amsterdam.nl/GetDocument.aspx?DocumentID=2423&name=Gezond-zijn-en-gezond-leven-in-Amsterdam (site consulté en janvier 2011).
- 218 Voir www.sizin.nl (site consulté en mars 2011).
- 219 Voir www.i-psy.nl (site consulté en février 2011).
- 220 Voir <http://www.slotervaartziekenhuis.nl/diabetes/DiabetesenRamadan/tabid/1472/language/nl-NL/Default.aspx> (site consulté en août 2009).
- 221 Voir www.mimi-hamburg.de, www.hamburg.de/migrantinnen-migranten/123190/mimi.html and www.ethno-medizinisches-zentrum.de/index.php?option=com_content&view=article&id=35 (site consulté en janvier 2011).
- 222 Voir www.hamburg.de/contentblob/2115436/data/download-objekt-leitbild.pdf (site consulté en janvier 2011).
- 223 Voir www.ethno-medizinisches-zentrum.de/index.php?option=com_content&view=article&id=35 (site consulté en août 2011).
- 224 Voir www.spds.kk.dk (site consulté en mars 2011).
- 225 Voir www.kk.dk/Borger/Integration/Integrationsindsatser/AktiveIndsatser.aspx (site consulté en février 2011).
- 226 Voir www.kk.dk/Borger/SundhedOgAeldre/~media/776DE3A9EA71442D98D80AC81F800ABD.ashx (site consulté en février 2011).
- 227 Cette loi a par la suite fait l'objet de plusieurs amendements. Dans sa forme actuelle, elle fait partie de la Politique sociale active (*Aktive socialpolitik*) du ministère de l'Emploi et est inscrite au chapitre 4 de la Loi, circulaire no 1460 du 12 décembre 2007 (*Lovbekendtgørelse nr. 1460 af 12. december 2007*);

document disponible à cette adresse :

www.retsinformation.dk/Forms/R0710.aspx?id=127214&exp=1 (site consulté en février 2011).

228 Voir www.folkesundhed.kk.dk/TilFagfolk/Ungdomsuddannelser/UngOgSundUddannelse.aspx (site consulté en février 2011).

229 Voir www.uraca.org (site consulté en mars 2011).

230 Par exemple, les répondants des enquêtes des Fondations pour une société ouverte à Waltham Forest indiquent que la focalisation des interventions de lutte contre le terrorisme et de sécurité nationale sur les collectivités musulmanes, sous couvert d'améliorer la cohésion sociale, ne font en réalité que créer de nouveaux problèmes et accroître le sentiment de marginalisation dans la majorité musulmane parfaitement respectueuse des lois : At Home in Europe Project, *Muslims in Waltham Forest*, Open Society Foundations (Projet Chez nous en Europe, Les musulmans de Waltham Forest, Fondations pour une société ouverte), Budapest/Londres, publication à venir, chapitre 10, section 10.6. En ce qui concerne les questionnements entourant le « programme de prévention », voir également, par exemple, House of Commons, *Preventing Violent Extremism*, Sixth Report of Session 2009–10 (Chambre des Communes, La prévention de l'extrémisme violent, sixième rapport de la session 2009–2010), rapport commandé par la Chambre des Communes, 16 mars 2010, document disponible à cette adresse : www.publications.parliament.uk/pa/cm200910/cmselect/cmcomloc/65/65.pdf (site consulté en mars 2011); British Council, « Young Muslims and Youth Exchange Opportunities », *Our Shared Europe* (Les jeunes musulmans et les échanges jeunesse, Notre Europe commune), juin 2010, p. 4, document disponible à cette adresse : www.oursharedeurope.org/documents/uk_youth_research_2010_full_report.pdf (site consulté en mars 2011).

231 Une étude comparative de l'Université de Hambourg sur les pratiques de recrutement en Allemagne et en Angleterre constate que l'Angleterre fournit des données différenciées pour l'analyse et le suivi des progrès réalisés dans l'embauche de policiers des minorités ethniques, et que l'Allemagne procure très peu de recherches et données de ce type. Voir Oksan Karakus, *Recruitment of Ethnic Minority Police Officers: Ethnic Minority Recruitment from a Multi-Cultural Perspective in England and Germany* (Le recrutement de policiers provenant des minorités ethniques : Le recrutement de membres des minorités

- ethniques d'un point de vue multiculturel en Angleterre et en Allemagne)
tapuscrit, Fakultät für Wirtschafts- und Sozialwissenschaften, Wirtschaft und
Politik, Institut für Kriminologische Sozialforschung (Faculté d'économie et de
sciences sociales, département des sciences économiques et politiques, Institut
de recherches sociales criminologiques), Université de Hambourg, 2008,
p. 62.
- 232 Voir http://fra.europa.eu/fraWebsite/research/projects/proj_eumidis_en.htm;
http://fra.europa.eu/fraWebsite/eu-midis/index_en.htm (site consulté en mars
2011).
- 233 Voir http://fra.europa.eu/fraWebsite/research/publications/publications_per_year/2010/pub_dif4_en.htm (site consulté en mars 2011).
- 234 Voir http://fra.europa.eu/fraWebsite/research/publications/publications_per_year/2009/pub_dif2_en.htm (site consulté en mars 2011).
- 235 Voir www.namp-uk.com (site consulté en mars 2011).
- 236 Voir www.demos.co.uk/files/File/diversity_in_modern_policing.pdf (site
consulté en mars 2011).
- 237 Voir www.demos.co.uk/blog/muslimsinthepoliceforce (site consulté en mars
2011).
- 238 Voir www.drcenter.dk (site consulté en mars 2011).
- 239 Voir les rapports à la FRA *Point focal national* produits par le Centre
documentaire et consultatif sur la discrimination raciale (*Dokumentation- og
rådgivningscenteret om racediskrimination*, DRC), documents disponibles à
cette adresse : www.drcenter.dk (site consulté en août 2011).
- 240 Voir www.radar.nl (site consulté en mars 2011).
- 241 Voir www.radar.nl/read/publicaties (site consulté en mars 2011).
- 242 Voir www.annefrank.org (site consulté en janvier 2011).
- 243 Voir www.annefrank.org/en/Worldwide/Racism--Extremism-Monitor;
www.monitorracisme.nl/content.asp?pid=1&lid=1 (sites consultés en janvier
2011).
- 244 W. Wagenaar et J. Donselaar, « Racistisch en extreemrechts geweld in 2007 »
(Violence raciale et d'extrême droite en 2007), dans J. Donselaar et
P. Rodriguez (dir.), *Monitor Racisme en Extremisme* (Le point sur le racisme et

- l'extrémisme), Anne Frank Stichting/Amsterdam University Press, Amsterdam, 2008, p. 17-39 – ci-après : Wagenaar et Donselaar, « Racistisch en extreemrechts geweld ».
- 245 Wagenaar et Donselaar, « Racistisch en extreemrechts geweld », p. 43-63.
- 246 Voir Amnesty International, *Länderbericht Deutschland: Ausländer als Opfer, Polizeiliche Misshandlungen in der Bundesrepublik Deutschland* (Rapport pays : Allemagne – Les étrangers victimes : La brutalité policière en République fédérale d'Allemagne), Amnesty International, Secrétariat international, Londres, 1995, document disponible à cette adresse : <http://www.amnesty.de/umleitung/1995/eur23/006> (site consulté en mai 2011).
- 247 Gemeente Rotterdam, *Meedoen of achterblijven. Actieprogramma tegen radicalisering en voor kansen voor Rotterdammers* (Conseil municipal de Rotterdam, Participer ou rester en arrière – Programme d'action contre la radicalisation et pour la participation des habitants de Rotterdam), Rotterdam, 4 février 2005.
- 248 Voir www.spior.nl/index.php?option=com_content&view=article&id=141:aanpak-discriminatie&catid=55:signalering&Itemid=37 (site consulté en janvier 2011).
- 249 Voir www.spior.nl/index.php?option=com_content&view=article&id=141:aanpak-discriminatie&catid=55:signalering&Itemid=37 (site consulté en janvier 2011).
- 250 Voir www.pbr.nu/nl (site consulté en mars 2011).
- 251 R. Schriemer et S. Kasmi, *Gevalen en Gevoelens van Discriminatie onder Rotterdamse Marokkanen* (Discrimination perçue ou constatée chez les Marocains de Rotterdam), RADAR/SMOR, Rotterdam, 2007, document disponible à cette adresse : www.radar.nl/read/7/publicaties (site consulté en janvier 2011).
- 252 Don van Natta Jr, Elaine Sciolino et Stephen Grey, « Details Emerge In British Terror Case » (De nouveaux détails sur les attentats terroristes en Grande-Bretagne), *New York Times*, 28 août 2006, article disponible à cette adresse : www.nytimes.com/2006/08/28/world/europe/28plot.html?_r=1&scp=1&sq=Details%20Emerge%20In%20British%20Terror%20Case&st=cse (site consulté en mars 2011).

- 253 Voir www.walthamforest.gov.uk/index/social/community-cohesion/cohesion-community.htm (site consulté en mars 2011).
- 254 Voir www.walthamforest.gov.uk/index/social/equality-strand-faith/faith-communities.htm (site consulté en mars 2011).
- 255 District londonien de Waltham Forest, *Community Cohesion Strategy Action Plan Year Two 2009/10* (Stratégie de cohésion sociale, Plan d'action An 2, 2009–2010), p. 15, document disponible à cette adresse : www.walthamforest.gov.uk/cohesion-action-planning.pdf (site consulté en janvier 2011) – ci-après : Waltham Forest, *Community Cohesion Strategy Action Plan Year Two*.
- 256 District londonien de Waltham Forest, *Draft: Working Together, Living Together, Being Together – Waltham Forest Community Cohesion Strategy 2008–2011*, (Document de travail : Travailler ensemble, vivre ensemble, s'épanouir ensemble – Stratégie de cohésion sociale de Waltham Forest 2008–2011), 2008, p. 8, document disponible à cette adresse : [www1.walthamforest.gov.uk/ModernGov/Published/C00000287/M00001812/A100009757/\\$9AppendixJuly08CommunityCohesionStrategyv2.docA.ps.pdf](http://www1.walthamforest.gov.uk/ModernGov/Published/C00000287/M00001812/A100009757/$9AppendixJuly08CommunityCohesionStrategyv2.docA.ps.pdf) (site consulté en janvier 2011) – ci-après : Waltham Forest, *Waltham Forest Community Cohesion Strategy 2008–2011*.
- 257 Voir Groupe consultatif indépendant des jeunes de Waltham Forest (*Waltham Forest Young Independent Advisory Group*), document disponible à cette adresse : www.shapeyourcity.org.uk/fileadmin/_temp_/Case_Study_-_Waltham_Forest_Young_Independent_Advisory_Group.pdf (site consulté en mars 2011).
- 258 E. Bervoets, *Tussen respect en doorpakken. Een onderzoek naar de politieke aanpak van Marokkaanse jongeren in Gouda, Utrecht en Amsterdam* (Entre respect et opérations musclées. Analyse des interventions de maintien de l'ordre auprès des jeunes marocains de Gouda, Utrecht et Amsterdam), Proefschrift Universiteit Twente, Enschede, 2006. Ce document souligne l'importance du capital social que représentent pour la police les experts et les organismes du terrain.
- 259 Voir www.politie-amsterdam-amstelland.nl/get.cfm?id=500 (site consulté en janvier 2011).

- 260 Waltham Forest, *Community Cohesion Strategy Action Plan Year Two* (Stratégie de cohésion sociale, Plan d'action An 2), p. 15, document disponible à cette adresse : www.walthamforest.gov.uk/cohesion-action-planning.pdf (site consulté en mars 2011).
- 261 Voir <http://www.apa.police.uk/your-police-authority/get-involved/independent-advisory-groups> (site consulté en septembre 2011).
- 262 Voir National Policing Improvement Agency (NPIA), *Working with Faith Communities: A Guide for Neighbourhood Policing Teams and Partners* (Agence nationale d'amélioration des pratiques policières, Travailler avec les collectivités confessionnelles : Un guide pour les équipes policières de quartier et leurs partenaires), p. 29, document disponible à cette adresse : www.npiadocuments.co.uk/faithguidance.pdf (site consulté en mars 2011) – ci-après : NPIA, *Working with Faith Communities*.
- 263 Isabelle Mandraud, « Marseille, police des cités », *Le Monde*, 25 juin 2009.
- 264 Romain Luongo, « “MAM” expérimente sa police de quartier à Félix-Pyat. Le ministre de l'Intérieur a lancé son plan anti-délinquance dans la cité de Saint-Mauront », *La Provence*, 9 juin 2008; voir également, à titre de comparaison, Sophie Manelli, « Marseille : la police de proximité sera bientôt de retour », *La Provence*, 4 juin 2008.
- 265 Préfecture des Bouches-du-Rhône, www.bouches-du-rhone.pref.gouv.fr/index.php (site consulté en mars 2011).
- 266 PET, *Årsberetninger, Politiets Efterretningstjeneste* (Rapport annuel du Service des renseignements et de la sécurité du Danemark), Copenhague, 2006. Au Danemark, la police nationale assure le maintien de l'ordre, tandis que le PET se charge de la lutte contre le terrorisme.
- 267 PET, *Årsberetninger, Politiets Efterretningstjeneste*.
- 268 Voir les rapports à la FRA *Point focal national* produits par le Centre documentaire et consultatif sur la discrimination raciale (*Dokumentation- og rådgivningscenteret om racediskrimination*, DRC), documents disponibles à cette adresse : www.drcenter.dk (site consulté en février 2011).
- 269 Voir *Kriminelle forhold i 2008 med mulig racistisk eller religiøs baggrund* (Incidents criminels à motif potentiellement raciste ou religieux, 2008), document disponible à cette adresse : www.pet.dk/Nyheder/raci2008.aspx (site consulté en février 2011).

- 270 Voir www.registrerdiskrimination.kk.dk (site consulté en mars 2011).
- 271 Article dans *Politiken*, 28 mars 2009.
- 272 Article dans *Politiken*, 28 mars 2009.
- 273 Voir le site Web de la police danoise à cette adresse : www.politi.dk (site consulté en février 2011).
- 274 Voir www.stophadforbrydelser.dk (site consulté en août 2011).
- 275 Voir www.legislation.gov.uk/ukpga/2006/1/introduction (site consulté en janvier 2011).
- 276 District londonien de Waltham Forest, *Hate crime: common questions* (Crimes haineux : Quelques questions courantes), www.walthamforest.gov.uk/index/safety/hate-crime/common-questions.htm (site consulté en janvier 2011).
- 277 Voir www.walthamforest.gov.uk/index/safety/hate-crime/report-hate-crime.htm (site consulté en janvier 2011).
- 278 Voir par exemple A. Ansel-Henry et S. B. Jespersen, *Konflikt på gadeplan – når etnisk minoritetsungdom og politiet mødes* (Les conflits dans la rue – La police et les jeunes des minorités ethniques face à face), Center for Ungdomsforskning (Centre de recherche sur la jeunesse), Roskilde Universitetscenter (Centre universitaire de Roskilde), Roskilde, 2003, document disponible à cette adresse : www.cefu.dk/media/56432/konfliktpaagadeplan.pdf (site consulté en février 2011) – ci-après : Ansel-Henry et Jespersen, *Konflikt på gadeplan*.
- 279 À ce sujet, voir M. Hussain et J.-M. Monnier, « Politiet – Statens discrimination » (Police – La discrimination d'État), dans C. Fenger-Grøn, K. Qureshi et T. Seidenfaden, *Når du strammer garnet, kvæler du jo barnet* (Serre trop la corde, et tu étrangleras l'enfant), Aarhus University Press, Aarhus, 2003 – ci-après : Hussain et Monnier, « Politiet – Statens discrimination ».
- 280 Voir *Moroccan 'neighbourhood fathers' win 2000 Hein Roethof Prize* (Les « Pères du quartier » marocains remportent le prix Hein-Roethof 2000), <http://english.justitie.nl/currenttopics/pressreleases/archives2000/-Moroccan-neighbourhood-fathers-win-Hein-Roethof-Prize.aspx?cp=35&cs=1578> – en anglais (site consulté en mars 2011) – ci-après : *Moroccan 'neighbourhood fathers' win 2000 Hein Roethof Prize*.

- 281 « Europa beloont buurtvaders met preventieprijs » (L'Europe décerne un prix de la prévention aux Pères du quartier), *De Volkskrant*, « Van onze verslaggever », 19 décembre 2000, article disponible à cette adresse : www.volkskrant.nl/archief_gratis/article870908.ece/Europa_beloont_buurtvaders_met_preventieprijs (site consulté en janvier 2011).
- 282 *Moroccan 'neighbourhood fathers' win 2000 Hein Roethof Prize.*
- 283 Voir www.eenveiligamsterdam.nl/thema's/thema's/jeugd/straatcoaches (site consulté en janvier 2011).
- 284 Voir www.eenveiligamsterdam.nl/thema's/thema's/jeugd/straatcoaches (site consulté en janvier 2011).
- 285 Le SSP-Samarbejde (« Coopération SSP ») est une structure municipale de coopération entre la police, les écoles et les instances sociales; sa mission consiste à observer et prévenir le crime et les comportements délinquants chez les élèves. Voir www.politi.dk/da/ompolitiet/sspsamarbejde (site consulté en mars 2011).
- 286 Voir Groupe consultatif indépendant des jeunes de Waltham Forest (*Waltham Forest Young Independent Advisory Group*), www.shapeyourcity.org.uk/fileadmin/_temp_/Case_Study_-_Waltham_Forest_Young_Independent_Advisory_Group.pdf (site consulté en août 2011).
- 287 Irmgard Schrand, « Vom Problem der Anderen. Islamischer Extremismus. Eine Einschätzung über die Notwendigkeit des Hamburger Präventionskonzeptes » (Le problème des autres. L'extrémisme islamique. Une évaluation de la pertinence du concept de prévention de Hambourg), *Hamburger Polizei Journal* 6 (2009), p. 10–11.
- 288 « De politie, mooi alternatief voor de AH kassa » (Un emploi dans la police... beaucoup mieux qu'un boulot de supermarché !), *Contrast* 15 (avril 2008), p. 26–29.
- 289 Hassan Bousetta et Tariq Modood (dir.), *Anti-Discrimination Good Practice Guide, Eurocities Anti-Discrimination Exchange (EADE)*, University of Bristol, DG Employment & Social Affairs of the European Commission (Guide des pratiques antidiscriminatoires efficaces, Réflexion des villes Eurocities sur la lutte contre la discrimination, Université de Bristol, DG Emploi et affaires sociales de la Commission européenne), 2001, p. 37, document disponible à cette adresse : www.dorsetrec.org.uk/Static/Docs/ELibrary.pdf (site consulté en

- mars 2011) – ci-après : Bousetta et Modood, *Anti-Discrimination Good Practice Guide*.
- 290 Ruth Gledhill, « Fervour but Never Foul Play » (La foi, pas les coups bas), *The Times*, 30 avril 2009, article disponible à cette adresse : www.timesonline.co.uk/tol/comment/faith/article6194635.ece (site consulté en janvier 2011).
- 291 Leicestershire Constabulary, *Employment Statistics* (Police du Leicestershire, Statistiques de l'emploi), document disponible à cette adresse : www.leics.police.uk/files/library/documents/employment_statistics_0305.pdf (site consulté en janvier 2011). Voir également : www.leics.police.uk/advice/2_information_zone/37_leicestershire_black_police_association (site consulté en janvier 2011).
- 292 Voir www.policecommunitysupportofficer.com/welcome.html (site consulté en mars 2011).
- 293 Voir www.leics.police.uk/advice/2_information_zone/37_black_police_association (site consulté en mars 2011).
- 294 Voir www.leics.police.uk/advice/2_information_zone/37_black_police_association (site consulté en mars 2011).
- 295 Voir www.namp-uk.com (site consulté en janvier 2011).
- 296 Voir NAMP, *About Us* (Qui sommes-nous?) : www.nampuk.com/index.php?option=com_content&view=article&id=2&Itemid=2 (site consulté en mars 2011).
- 297 Voir NAMP, *Initiatives and Research* (Projets et recherches) : www.namp-uk.com/index.php?option=com_content&view=article&id=6&Itemid=6 (site consulté en mars 2011).
- 298 Voir NAMP, *Initiatives and Research* (Projets et recherches) : www.namp-uk.com/index.php?option=com_content&view=article&id=6&Itemid=6 (site consulté en mars 2011).
- 299 Données fournies par le Service du personnel et de l'organisation (Gestion des ressources humaines) de la police de Rotterdam-Rijnmond dans le cadre d'un entretien avec un conseiller en élaboration et implantation des politiques de la police de Rotterdam, 26 juin 2009.

- 300 Pour en savoir plus, voir : www.politiskolen.dk (site consulté en février 2011).
- 301 Loi n° 429 du 13 mai 2000 sur les renseignements personnels (*Persondataloven*). Le bureau du recrutement de l'École de police de Copenhague a cependant établi et diffusé des estimations indiquant les tendances observées depuis 2001; elles seront présentées dans *At Home in Europe Project, Muslims in Copenhagen*, Open Society Foundations (Projet Chez nous en Europe, Les musulmans de Copenhague, Fondations pour une société ouverte), Budapest/Londres, chapitre 10, section 10.1, tableaux 37 et 38.
- 302 Voir Robin Oakley, « Promoting Community Involvement in Police Training » (L'amélioration de la formation des policiers aux réalités des collectivités), *Runnymede Bulletin* 322 (juin 2000), p. 6–7, document disponible à cette adresse : www.runnymedetrust.org/uploads/bulletin/pdfs/322BulletinJune00.pdf (site consulté en mars 2011); voir également R. Oakley, « The 'NAPAP' Project: NGOs and Police Against Prejudice », *European Lookout: Newsletter of the UK Secretariat of the EUMC*, (Le projet NAPAP – ONG et services policiers contre les préjugés; Regard sur l'Europe, bulletin du secrétariat du Royaume-Uni de l'Observatoire européen de phénomènes racistes et xénophobes [EUMC]), Londres, septembre 2000.
- 303 Voir www.radar.nl (site consulté en août 2011).
- 304 Voir la Charte de Rotterdam : www.rotterdamcharter.nl – en anglais; <http://www.rotterdamcharter.nl/read/2466> – en français (sites consultés en février 2012).
- 305 Voir *Work and Structure of the Foundation* (Mission et structure de la Fondation) : www.rotterdamcharter.nl/read/work_and_structure (site consulté en mars 2011).
- 306 Voir L. Holmberg, *Inden for lovens rammer – politiets arbejdsmetoder og konkrete skøn* (Dans les limites de la loi – Les méthodes de travail de la police et les jugements concrets), Gyldendal, Copenhague (d'après une thèse de doctorat soutenue à l'Université de Copenhague), 1999; Ansel-Henry et Jespersen, *Konflikt på gadeplan*; Hussain et Monnier, « Politiet – Statens discrimination ».
- 307 Voir Hussain et Monnier, « Politiet – Statens discrimination ».
- 308 John Wrench et Lulu Hjarnø, *Evaluation Report – Copenhagen Police Training Project*, Dansk Center for Migration og Etniske Studier (DAMES), Syddansk

- Universitet (SDU) (Rapport d'évaluation – Projet de formation de la police de Copenhague, Centre danois d'études sur les migrations et l'ethnicité [*Danish Centre for Migration and Ethnic Studies, DAMES*], Université du Sud du Danemark [SDU]), Esbjerg, 2000 – ci-après : Wrench et Hjarnø, *Evaluation Report – Copenhagen Police Training Project*.
- 309 Notes prises lors d'une formation NAPAP destinée à la police et tenue en 1998 au Centre des cultures du monde de Nørrebro. Voir également Hussain et Monnier, « Politiet – Statens discrimination ».
- 310 Wrench et Hjarnø, *Evaluation Report – Copenhagen Police Training Project*.
- 311 N. Lassen et L. Tranekjær, *Holdningsændringer – at konfrontere og tilpasse holdnings-praksis* (Faire évoluer les attitudes – Une analyse critique des pratiques de réorientation des attitudes), mémoire de maîtrise, Roskilde Universitetscenter (Centre universitaire de Roskilde), Roskilde, 2003.
- 312 Instructions régulièrement diffusées à l'interne (en danois) par la direction de la police de Copenhague, « Les orientations du Chef de la police de Copenhague concernant les minorités ethniques ».
- 313 Le programme NAPAP de formation de la police de Copenhague a révélé que la plupart des policiers ne connaissaient pas les instructions régulièrement diffusées à l'interne (en danois) par la direction de la police de Copenhague (« Les orientations du Chef de la police de Copenhague concernant les minorités ethniques »). Source : notes prises par le coordonnateur des cours de formation.
- 314 Bousetta et Modood, *Anti-Discrimination Good Practice Guide*, p. 37.
- 315 Waltham Forest, *Waltham Forest Community Cohesion Strategy 2008–2011*, p. 8.
- 316 Voir NPIA, *Working with Faith Communities*.
- 317 En mai 2011, la HALDE a été intégrée, en même temps que d'autres instances de promotion de l'égalité, à une institution nouvellement créée : le Défenseur des droits.
- 318 Dans le guide, le terme « discrimination » renvoie à la discrimination fondée sur l'appartenance ou la non-appartenance, réelle ou supposée, à un groupe ethnique, une nation, une race ou une religion.

- 319 La Gendarmerie nationale est un effectif militaire chargé du maintien de la sécurité et de l'ordre public.
- 320 Institute for Public Policy Research, *Shared Destinies: Security in a Globalised World* (Institut de recherche sur les politiques publiques, Destinée commune : La sécurité à l'heure de la mondialisation), IPPR, Londres, 2008, p. 79.
- 321 Gemeente Amsterdam, *Op weg naar verbinding. Jaarplan 2008, Unit Diversiteit en Integratie* (Vers le rapprochement. Plan annuel 2008, Unité de la diversité et de l'intégration), Dienst Maatschappelijke Ontwikkeling, DMO (Service du développement social), Gemeente Amsterdam (Conseil municipal d'Amsterdam), p. 13.
- 322 Voir www.imes.uva.nl/imes/home.cfm (site consulté en janvier 2011).
- 323 Voir www.walthamforest.gov.uk/index/social/community-cohesion/cohesion-community.htm (site consulté en août 2011).
- 324 *Ibid.*
- 325 Cosgrove, S. (2009), *Waltham Forest: Young Muslim leaders praised by PM* (Waltham Forest : Le Premier ministre félicite les Jeunes chefs de file musulmans), article en ligne, *Guardian*, Actualité Est de Londres et Ouest de l'Essex, samedi 1^{er} décembre 2007, document disponible à cette adresse : www.guardian-series.co.uk/news/wfnews/1873660.WAL (site consulté en janvier 2011).
- 326 Cosgrove, S. (2009), *Waltham Forest: Young Muslim leaders praised by PM* (Waltham Forest : Le Premier ministre félicite les Jeunes chefs de file musulmans), article en ligne, *Guardian*, Actualité Est de Londres et Ouest de l'Essex, samedi 1^{er} décembre 2007, document disponible à cette adresse : www.guardian-series.co.uk/news/wfnews/1873660.WAL (site consulté en janvier 2011).
- 327 Voir [www1.walthamforest.gov.uk/ModernGov/Published/C00000552/M00002532/AI00014634/\\$6PreventScrutinyReport.docA.ps.pdf](http://www1.walthamforest.gov.uk/ModernGov/Published/C00000552/M00002532/AI00014634/$6PreventScrutinyReport.docA.ps.pdf) et Cosgrove, S. (2009), *Waltham Forest: Young Muslim leaders praised by PM* (Waltham Forest : Le Premier ministre félicite les Jeunes chefs de file musulmans), article en ligne, *Guardian*, Actualité Est de Londres et Ouest de l'Essex, samedi 1^{er} décembre 2007, document disponible à cette adresse : www.guardian-series.co.uk/news/wfnews/1873660.WAL (site consulté en janvier 2011).

- 328 Pour en savoir plus sur Global Xchange : www.globalxchange.org.uk (site consulté en mars 2011).
- 329 Voir www.vso.org.uk (site consulté en mars 2011).
- 330 Voir www.oursharedeurope.org (site consulté en mars 2011).
- 331 Voir *Youth and Leadership* (Jeunesse et action), www.oursharedeurope.org/project-overview/project/youth-and-leadership (site consulté en mars 2011).
- 332 Voir www.gulbenkian.org.uk (site consulté en mars 2011).
- 333 Le rapport de recherche et le résumé publiés sont disponibles à cette adresse : www.oursharedeurope.org/resources/reports (site consulté en mars 2011).
- 334 Voir <http://www.universiteducitoyen.org> (site consulté en août 2011).
- 335 Voir www.kifkif.be (site consulté en octobre 2011).
- 336 Voir www.groen.be (site consulté en mars 2011).
- 337 La sélection des membres est indépendante de toute considération politique ou idéologique, par exemple l'appartenance à un parti.
- 338 Pour en savoir plus, voir Conseil de l'Europe, *La participation des résidents étrangers à la vie publique locale : Les conseils consultatifs*, Stuttgart, décembre 2001, Études et travaux n° 78, 2003.
- 339 Voir www.baasovereigenhoofd.be (site consulté en janvier 2011).
- 340 Voir www.facebook.com/board.php?uid=22529864113 et www.youtube.com/user/Baasovereigenhoofd (sites consultés en janvier 2011).
- 341 Voir www.diskrimination.kk.dk (site consulté en août 2011)
- 342 Voir www.cityofsanctuary.com (site consulté en janvier 2011).
- 343 Voir www.minderhedenforum.be/leden.htm (site consulté en janvier 2011).
- 344 Voir FMO Leicestershire, *Youth & Community Awards 2010* (les Prix Jeunesse et collectivité de la FMO), document disponible à cette adresse : www.fmo.org.uk/Projects/YouthCommunityAwards2010/tabid/160/language/en-GB/Default.aspx (site consulté en mars 2011).
- 345 Voir www.club-diversite.org (site consulté en mars 2011).

- 346 Voir les objectifs de l'organisme à cette adresse : www.club-diversite.org/objectifs.html (site consulté en mars 2011).
- 347 D'après le mot d'introduction de Club Diversité, *Bilan de l'année 2008*, dossier spécial.
- 348 Voir www.espace-franco-algerien.org (site consulté en octobre 2009).
- 349 Document de présentation reçu d'Akim Allik, cofondateur de l'Espace, 31 mars 2009.
- 350 Voir www.ditib.de (site consulté en mars 2011).
- 351 Voir www.berlin.de/lb/intmig/islamforum (site consulté en mars 2011).
- 352 *Allgemeines Gleichbehandlungsgesetz AGG* (Loi générale sur l'égalité de traitement).
- 353 Voir www.deutsche-islam-konferenz.de/cln_117/SubSites/DIK/DE/Startseite/home-node.html?__nnn=true (site consulté en mars 2011).
- 354 Propos de Wolfgang Schäuble, fondateur de la Conférence islam d'Allemagne (DIK) et ministre de l'Intérieur de l'époque, novembre 2006, peu après la mise sur pied de la Conférence; voir http://www.deutsche-islam-konferenz.de/cln_110/nn_1318820/SubSites/DIK/DE/AufgabenZiele/Hintergrund/hintergrund-node.html?__nnn=true (site consulté en mars 2011).
- 355 Voir http://www.deutsche-islam-konferenz.de/cln_110/nn_1318820/SubSites/DIK/DE/AufgabenZiele/Hintergrund/hintergrund-node.html?__nnn=true (site consulté en mars 2011).
- 356 Voir Ursula Spuler-Stegemann, *The Inhibitions of Islamic Organisations in Germany Continue to Fall* (Les organismes islamiques d'Allemagne, de plus en plus visibles), 4 mai 2007, document disponible à cette adresse : www.qantara.de/webcom/show_article.php/_c-478/_nr-606/i.html (site consulté en janvier 2011).
- 357 Voir At Home in Europe Project, *Muslims in Berlin*, Open Society Institute (Projet Chez nous en Europe, Les musulmans de Berlin, Institut pour une société ouverte), Budapest/Londres, 2010, p. 132-133, document disponible à cette adresse : http://www.soros.org/initiatives/home/articles_publications/publications/berlin-muslims-report-20100427/a-muslims-berlin-corrected-en-20100527.pdf (site

consulté en mars 2011). Voir également Bundesamt für Migration und Flüchtlinge (Bureau fédéral pour les migrants et les réfugiés), *Muslimisches Leben in Deutschland* (Être musulman en Allemagne), sur demande de la Conférence islam d'Allemagne (*Islamkonferenz*), rapport de recherche n° 6, 2009, p. 179, document disponible à cette adresse : www.bamf.de/SharedDocs/Anlagen/EN/Migration/Publikationen/Forschung/Forschungsberichte/fb6-muslimisches-leben,templateId=raw,property=publicationFile.pdf/fb6-muslimisches-leben.pdf (site consulté en janvier 2011).

- 358 Voir « Marseille Espérance » : www.marseille.fr/sitevdm/jsp/site/Portal.jsp?page_id=689 (site consulté en mars 2011).
- 359 Voir www.poldermoskee.nl (site consulté en janvier 2011).
- 360 Voir www.poldermoskee.nl (site consulté en janvier 2011).
- 361 Voir www.centrum-moschee.de (site consulté en mars 2011).
- 362 Par exemple, C. Boe et P. Hervik, « Integration through insult? » (L'intégration par l'insulte?), dans Elisabeth Eide, Risto Kunelius et Angela Phillips (dir.), *Transnational media events. The Mohammed cartoons and the imagined clash of civilizations* (Événements médiatiques transnationaux. Les caricatures de Mahomet et l'imaginaire choc des civilisations), Nordicom, Gothenburg, Université de Gothenburg, 2008; H. G. Boomgaarden et Claes H. de Vreese, « Dramatic Real-World Events and Public Opinion Dynamics: Media coverage and its impact on public reactions to an assassination » (Tragédies réelles et dynamiques de l'opinion publique : La couverture médiatique et ses répercussions sur les réactions publiques à un assassinat), *International Journal of Public Opinion Research* 1-13 (2007); L. D'Haenens et S. Brink, « Islam in de Nederlandse media. Focus op het Algemeen Dagblad » (L'islam dans les médias des Pays-Bas. Le cas Algemeen Dagblad), *Tijdschrift voor Communicatiewetenschap* 34(4) (2006), p. 351-367; D. Frost, « Islamophobia: examining causal links between the media and 'race hate' from 'below' » (Islamophobie : Les liens de causalité entre les médias et la « haine raciale » « d'en bas »), *International Journal of Sociology and Social Policy* 28(11/12) (2008), p. 564-578; M. Hussain, « Mapping minorities and their media. The national context – Denmark » (Cartographie des minorités et de leurs médias. Le contexte national – Le Danemark), rapport de recherche EMTEL II, *Diasporic Minorities and their Media in the EU* (Les minorités en diaspora et

- leurs médias dans l'UE), London School of Economics and Political Science (École d'économie et de science politique de Londres), Londres, 2002; Kerry Moore, Paul Mason et Justin Lewis, *Images of Islam in the UK: The Representation of British Muslims in the National Print News Media 2000–2008* (Images de l'islam au Royaume-Uni : Les représentations des musulmans britanniques dans les médias d'actualité nationaux imprimés 2000–2008), Cardiff School of Journalism, Media and Cultural Studies (École de journalisme de Cardiff, Programme Culture et médias), Cardiff, 2008.
- 363 Voir www.media4diversity.eu/en/content/leicester-multicultural-advisory-group; www.cogentcomputing.org/researchnet/content/1/c4/57/07/Leicester%20Multicultural%20Advisory%20Group_app.pdf, et *Report to the Leicester Partnership and Leicestershire Together, Proposal for a Joint Community Cohesion Charter* (Rapport soumis au Partenariat de Leicester et à Leicestershire ensemble – Proposition de Charte conjointe de la cohésion sociale), document disponible à cette adresse : www.lcr.nhs.uk/Library/ReporttotheLeicesterPartnershipandLeicestershireTogether.doc (site consulté en mars 2011).
- 364 Voir *Report to the Leicester Partnership and Leicestershire Together, Proposal for a Joint Community Cohesion Charter*.
- 365 Voir www.minderhedenforum.be (site consulté en mars 2011).
- 366 Voir www.media-diversity.org (site consulté en mars 2011).
- 367 A. van den Broek et S. Keuzenkamp (dir.), *Het dagelijks leven van allochtone stedelingen* (La vie quotidienne des citoyens d'origine ethnique non occidentale), CSP, La Haye, 2008, p. 146 – ci-après : Van den Broek et Keuzenkamp, *Het dagelijks leven*.
- 368 Van den Broek et Keuzenkamp, *Het dagelijks leven*.
- 369 Document disponible à cette adresse : www.britishcouncil.org/scotland-enews-june-2006-british-muslims-book-mailing.pdf (site consulté en mars 2011).
- 370 Voir www.amssuk.com/publications.html (site consulté en mars 2011).
- 371 Voir www.mtnl.nl (site consulté en mars 2011).
- 372 Voir www.swr.de/islam/-/id=7039298/1mcj09q/index.html (site consulté en mars 2011).
- 373 Voir www.forumamfreitag.zdf.de (site consulté en mars 2011).

- 374 Voir www.citizenseye.org (site consulté en mars 2011).
- 375 Voir www.walthamforest.gov.uk/index/social/community-cohesion/cohesion-with-young-people/imuslim.htm (site consulté en mars 2011).
- 376 Voir www.walthamforest.gov.uk/index/council/leader/leader-news/leader-visits-nov2010.htm (site consulté en mars 2011).
- 377 Voir www.walthamforest.gov.uk/index/social/community-cohesion/cohesion-with-young-people/imuslim.htm (site consulté en mars 2011).
- 378 Voir www.saemp.org.uk/home.htm (site consulté en mars 2011).
- 379 Voir www.at5.nl/tv/west-side (site consulté en mai 2011). Pour consulter une analyse, voir Joke Hermes et Robert Adolfsson, *Verhalen maken een stad. Deelrapportage kwalitatieve evaluatie West Side* (La ville est tissée d'histoires. Rapport provisoire d'évaluation de *West Side*), sur demande du Conseil municipal d'Amsterdam, Université d'Amsterdam, Centre d'études sur le conflit, Gemeente Amsterdam, met UvA Centrum voor Conflictstudies, 2007.
- 380 « Une radio multiculturelle à Marseille : Radio Gazelle », dans Pascal Berque, Evelyne Foy et Bruce Girard (dir.), *La passion radio. Vingt-trois expériences de radio participative et communautaire à travers le monde*, Syros/Alternatives, Paris, 1993, p. 215-219.
- 381 Les journaux turcs d'Allemagne *Hürriyet* et *Milliyet* ont publié les protestations de politiciens et de résidents de Berlin d'ascendance turque.
- 382 Suzan Gülfirat, « Aufregung um Radio Multikulti » (Controverse autour de Radio Multikulti), *Der Tagesspiegel*, 19 mai 2008, document disponible à cette adresse : www.tagesspiegel.de/berlin/art270,2533542 (site consulté en mars 2011).
- 383 Voir www.streetlifefm.com.
- 384 Voir www.streetlifefm.com/about.
- 385 Voir www.maroc.nl (site consulté en mars 2011). Voir également Van den Broek et Keuzenkamp, *Het dagelijks leven*, p. 137-144.
- 386 Voir www.med-in-marseille.info (site consulté en mars 2011).

Index

Belgique

Anvers

- Kif Kif, 151
- Ma tête, mon choix (*Baas Over Eigen Hoofd*, BOEH), 153
- Les parents à l'école (*School en Ouders*, KAAP), 38

Échelon national

- Forum des minorités ethniques et culturelles (*Minderhedenforum*), 154, 166
- Foyer, 42
- Organisation pour l'avancement et l'émancipation des musulmans (*Vereniging voor Ontwikkeling en Emancipatie van Moslims*, VOEM), 15

Danemark

Copenhague

- Centre des immigrantes (*Indvandrers Kvindecentret*, IKC), 106
- Conseil municipal de Copenhague, 27, 40, 44, 47, 64, 65, 66, 67, 77, 81, 92, 105, 106, 124, 130, 153
- Musée municipal de Copenhague (*Københavns Bymuseum*), 12
- École de police de Copenhague, 138, 141
- École technique de Copenhague (*Københavns Tekniske Skole*), 65
- Université de Copenhague, 90

- Conseil danois des réfugiés (*Dansk Flygtningehjælp*), 27
- Institut de la santé publique, 90
- Café linguistique (*Sprog Cafe*), 27
- Shahrazad, 28
- Centre des cultures du monde (*Verdenskulturcentret*), 20
- Centre danois des droits de la personne, 125

Échelon national

- Service danois des renseignements et de la sécurité (*Politiets Efterretningstjeneste*, PET), 123
- Centre documentaire et consultatif sur la discrimination raciale (*Dokumentations- og rådgivningscenteret om racediskrimination*, DRC), 114, 123, 141, 154

France

Marseille

- Agence pour la cohésion sociale et pour l'égalité des chances (ACSE), 13
- Un centre-ville pour tous, 86
- Union des Familles Musulmanes des Bouches-du-Rhône, 13
- Université du Citoyen, 150

Paris

- Conseil de la citoyenneté des Parisiens non communautaires (CCPNC), 152
- Accueil Goutte d'Or, 87
- Pôle Santé Goutte d'Or, 91
- Migration Santé, 108

Échelon national

- Collectif Contre l'Islamophobie en France (CCIF), 126
- Club Diversité, 156
- Unité de réflexion et d'action des communautés africaines (URACA), 107

Allemagne

Berlin

- Réseau contre la discrimination de l'Alliance turque de Berlin Brandebourg (*Antidiskriminierungsnetzwerk Berlin des Türkischen Bundes in Berlin-Brandenburg*, ADNB/TBB), 57
- Travail et formation (*Arbeit & Bildung e.V.*), 58
- Instance de médiation entre la police et les étrangers (*Clearingstelle Ausländer und Polizei*), 141
- FÖRMIG, 43
- Mères du district (*Stadtteilmütter*), 85
- Sénat de Berlin, 52, 57, 59

Hambourg

- Association des jeunes entreprises et des entrepreneurs turcs (*Arbeitsgemeinschaft türkischer Unternehmer und Existenzgründer*, ATU), 74
- Basis & Woge e.V., 62
- Centre de compétences pour les migrants de Hambourg (*Kompetenzzentrum für Migranten in der Hamburger City*), 76
- Centre de coordination pour la formation et l'emploi (*Koordinierungsstelle Weiterbildung und Beschäftigung*, KWB), 70
- Entrepreneurs sans frontières (*Unternehmer ohne Grenzen*, UoG), 74
- Chambre des métiers de Hambourg (*Handwerkskammer*), 71
- Hamburg GmbH Plus, 76
- Fédération des sports de Hambourg (*Hamburger Sport Bund*), 29
- À l'eau – en toute sécurité! (*Ab ins Wasser – aber sicher!*), 30
- Vivre avec un handicap à Hambourg (*Leben Mit Behinderung Hamburg*), 28

- Sénat de Hambourg, 69, 70
- Entraide des locataires (*Mieter helfen Mieter*), 85

Échelon national

- Alliance des collectivités islamiques du Nord de l'Allemagne (*Bündnis der islamischer Gemeinden in Norddeutschland*, BIG), 133, 163
- Conseil des réfugiés (*Flüchtlingsrat*), 73
- Croisement (*Crossover e.V.*), 29
- Centre ethnomédical (*Ethno-Medizinisches Zentrum*), 103
- Bureau fédéral pour les migrants et les réfugiés (*Bundesamt für Migration und Flüchtlinge*, BAMF), 62
- Ministère fédéral du Travail et des Affaires sociale, 61
- Ministère des Affaires intérieur, 69
- Académie musulmane d'Allemagne (*Die Muslimische Akademie in Deutschland*), 158
- Jeunes musulmans d'Allemagne (*Muslimische Jugend Deutschland*, MJD), 23
- Réseau IQ (*Netzwerk Integration durch Qualifizierung*), 60, 61
- Réseau de l'Allemagne du Nord pour l'intégration professionnelle des migrants (*Norddeutsche Netzwerk zur beruflichen integration von Migrantinnen und Migranten*, NOBI), 60, 61
- Centre régional pour l'avancement des enfants et des jeunes des familles migrantes (*Regionale Arbeitsstellen zur Förderung von Kindern und Jugendlichen aus Zuwandererfamilien*, RAA), 44
- Union turqueislamique pour les questions religieuses [en turc : *Diyanet İşleri Türk İslam Birliği*; en allemand : *Die Türkisch-Islamische Union der*

Anstalt für Religion e.V., DITIB], 133, 158, 160
Association d'aide aux travailleurs (Arbeiterwohlfahrt, AWO), 61

Pays-Bas

Amsterdam

Fondation El Noer, 27
Flamme(Vlam), 78
Fondation de lutte contre la délinquance à Amsterdam (Stichting Aanpak Overlast Amsterdam, SAOA), 130
Hôpital de Slotervaart, 90
École du week-end (Weekend Academie), 37
Fondation Tulipe blanche (Stichting de Witte Tulp), 39
Les femmes pour les femmes (Nisa for Nisa), 26, 78

Rotterdam

Fondation pour la consultation interecclésiastique en matière scolaire (Interkerkelijk Overleg in Schoolzaken, IKOS), 42
Fondation Islam et dialogue (Islam & Dialoog), 13, 14
Éducation humaniste (Humanistisch Vormingsonderwijs, HVO), 42
Projet Apprentissage et Rencontre pour les femmes (Leer- en Ontmoetingsproject voor Vrouwen, LOV), 26
Plateforme des organismes islamiques du Rijnmond (Stichting Platform Islamitische Organisaties Rijnmond, SPIOR), 14, 21, 24, 42, 116, 158
Conseil municipal de Rotterdam, 59
Conseil pour la philosophie de vie et la religion de Rotterdam (Rotterdamse Raad voor Levensbeschouwing en Religie, RORAVOLERE), 13
Le Centre (Het Centrum), 37

Service pour la jeunesse, l'éducation et la société (Jeugd, Onderwijs and Samenleving, JOS), 26

Échelon national

1001 Forces (1001 Kracht), 25
Fondation Anne Frank, 115
Fondation des consultants interculturels en santé des Pays-Bas (Stichting Interculturele Zorgconsulenten Nederland, SIZIN), 101, 102
I-Psy, 102
JINC, 46
Conseil d'action contre la discrimination de Rotterdam (Rotterdamse Anti Discriminatie Actie Raad, RADAR), 114, 115, 116, 139

Suède

Échelon national

Centre de conseil IFS (Insamlingsstiftelsen IFS rådgivningscentrum), 74
Association des entrepreneurs internationaux en Suède (Internationella Företagarföreningen i Sverige), 74

Royaume-Uni

Leicester

Services communautaires de formation et d'éducation Aqoon (Aqoon Community Education and Training Services, ACETS), 34
Services de soutien aux écoles et aux familles Aqoon (Aqoon School Home Support Services), 34
Équipe de soutien des jeunes années (Early Years Support Team), 33
Groupe de soins primaires de l'est de Leicester (Eastern Leicester Primary Care Trust, PCT), 96, 97

Fonds européen pour les réfugiés (*European Refugee Fund*), 63
Forum des chefs religieux (*Faith Leaders Forum*), 15
Fédération des organismes musulmans (*Federation of Muslim Organisations*, FMO), 155, 156, 176
Association Logement et qualité de vie (*Foundation Housing Association*, FHA), 84
Réseau islam et éducation (*Islam and Education Network*), 51
Conseil municipal de Leicester, 32, 33, 51, 83, 172
Conseil des religions de Leicester (*Leicester Council of Faiths*), 16
Association des policières et policiers noirs du Leicestershire (*Leicestershire Black Police Association*, LBPA), 136
Agence de soutien au développement scolaire (*School Development Support Agency*, SDSA), 51

Londres

Forum des appartenances religieuses (*Faith Communities Forum*), 22, 97
Minorités d'Europe (*Minorities of Europe*, MoE), 41
Association Noor Ul Islam (*Noor Ul Islam Trust*), 22, 23
Action sociale pour la santé (*Social Action for Health*, SAfH), 98, 99
Conseil de Waltham Forest, 22, 40, 55, 100, 117, 118, 125, 131, 144, 148, 171, 175
Forum des appartenances religieuses de Waltham Forest (*Waltham Forest Faith Communities Forum*), 22, 97
Groupe consultatif indépendant des jeunes de Waltham Forest

(*Waltham Forest Young Independent Advisory Group*, YIAG), 118, 131

Échelon national

Demos, 113
Maslaha, 17, 18, 19
Conseil des musulmans de Grande-Bretagne (*Muslim Council of Britain*, MCB), 97, 113
Association nationale de l'effectif policier musulman (*National Association of Muslim Police*, NAMP), 113, 136, 137
Agence nationale d'amélioration des pratiques policières (*National Policing Improvement Agency*, NPIA), 144
Fondation Pears, 46
Radical Middle Way (« Radicalement modérés »), 21, 22
Conseil consultatif permanent sur l'éducation religieuse (*Standing Advisory Council for Religious Education*, SACRE), 35, 36
Fondation Young, 17

Europe

Amnistie Internationale (Amnesty International), 115
British Council, 19, 149, 167
Fondation Calouste Gulbenkian, 18, 150
Agence des droits fondamentaux de l'UE (FRA), 110, 114
Fonds social européen (FSE), 59, 61, 70
Our Shared Europe (« Notre Europe commune »), 149, 150



BERLIN



COPENHAGEN



HAMBURG



LEICESTER



MARSEILLE



PARIS



ROTTERDAM

Vivre ensemble en Europe



OPEN SOCIETY FOUNDATIONS